

Le Nicaragua un peu renforcé

Le président nicaraguayen Daniel Ortega poursuit avec constance et au pas de charge sa tournée européenne. Elle a commencé, de manière spectaculaire et symbolique, à Moscou et dans plusieurs pays de l'Est, mettant en évidence les liens de plus en plus étroits entre le régime sandiniste et le bloc soviétique.

Elle se termine cependant, de façon pragmatique et réaliste, par la visite de certains États de l'Europe occidentale où les dirigeants de Managua estiment, non sans raison, disposer encore d'un capital de sympathie et de compréhension pour leur cause. La décision prise par l'administration Reagan de pratiquer un embargo commercial total contre le Nicaragua n'est évidemment pas tout à fait étrangère à cette « extension » du voyage de M. Ortega.

Les États-Unis restent le premier client et surtout le premier fournisseur du Nicaragua sandiniste. Les effets pratiques de l'embargo commercial risquent donc d'être sérieux, alors que l'économie nicaraguayenne est déjà à bout de souffle et que tous les efforts des dirigeants sont axés sur la défense du territoire, face à une offensive de plus en plus vigoureuse des organisations armées antisandinistes, soutenues et encouragées par le gouvernement Reagan, en dépit de l'hostilité du Congrès de Washington à l'égard d'une politique trop « musclée » en Amérique centrale.

L'escalade moscovite de M. Ortega a été ressentie comme une provocation par un Congrès américain qui venait de rejeter la demande d'aide de 14 millions de dollars aux organisations de la Contra, présentée par M. Reagan. Et il n'est pas exclu que le chef de l'exécutif américain puisse maintenant obtenir satisfaction s'il relance sa requête d'assistance « humanitaire » aux antisandinistes.

D'importants accords de coopération économique ont été signés à Moscou par les Nicaraguayens. Mais il est tout à fait improbable que l'aide de l'URSS et des pays de l'Est en général soit suffisante pour permettre à Managua de remettre à flot une économie à la dérive. Les Soviétiques ne sont sans doute pas fâchés d'exploiter l'« aiguillon » nicaraguayen contre M. Reagan. Mais cette politique a des limites connues des sandinistes.

Ils doivent impérativement - pour des raisons économiques et politiques - diversifier le plus possible les aides internationales. Et ils viennent, de ce point de vue, de marquer des points importants. L'accueil réservé à M. Ortega par les dirigeants espagnols, français et italiens a été bon, bien que l'on ait partout rappelé au numéro un sandiniste que son pays aurait tout intérêt à respecter réellement les principes de base dont il continue de se réclamer, et qui sont souvent bafoués : pluralisme politique, économie mixte et, surtout, non-alignement. Les sympathies naturelles des sandinistes les poussent plutôt du côté de l'Est. La raison, un contexte international particulier, les difficultés internes et externes, les incitent à tempérer leurs rêves de jeunesse.

Le Nicaragua sort cependant un peu renforcé de ce voyage de M. Ortega, attendu en Suède après la Finlande. Des aides plus importantes ont été promises. Et la condamnation de l'embargo américain a été unanime. M. Cheysson a proposé mercredi, à la Commission européenne de Bruxelles, un projet de coopération très important avec quatre pays d'Amérique centrale, dont le Nicaragua. Enfin, et ce n'est pas le moins significatif, vingt-quatre pays d'Amérique latine ont catégoriquement condamné, mercredi à Caracas, la décision de Washington et assuré à ce sujet le Nicaragua de leur soutien.

UN ÉCHEC POUR LE GOUVERNEMENT

La crise économique s'aggrave en Israël

A l'approche de son retrait du Liban, qui, dans quinze jours, marquera le terme d'une opération contestée et ruineuse en hommes et en argent, Israël relève comme un signe encourageant la reprise, mercredi 15 mai, de ses négociations avec l'Égypte, notamment sur l'enclave de Taba (voir en page 6).

Toutefois, en matière économique, c'est un revers cuisant que vient de subir le cabinet de coalition de Jérusalem, incapable de juguler l'« hyperinflation ».

De notre correspondant

Jérusalem. - 19,4 % : l'indice du coût de la vie pour avril, publié mercredi 15 mai, a frappé de stupeur les dirigeants et le public israéliens. Un mois et demi après la révision de l'accord tripartite entre les partenaires sociaux et la prolongation - toute théorique, on le voit - du contrôle des prix, voilà l'État hébreu replongé dans les affres de l'hyperinflation. Celle-ci « progresse », a nouveau un rythme annuel de 320 %.

Le « gel » des prix introduit par le premier contrat social avait fait chuter spectaculairement l'inflation, qui passa en deux mois du taux record de 24,3 % (octobre) à 3,7 % (décembre). Cette divine surprise ne se renouvela pas. Nul n'avait beaucoup d'illusions sur la pérennité d'une désinflation purement administrative, et que le second accord-cadre, conclu en janvier, visait justement à « enrayer ».

Chacun prévoyait aussi un indice assez lourd en avril, en raison des hausses saisonnières et de celles autorisées début avril. Mais personne n'avait tout de même envisagé une augmentation mensuelle de

45 % pour les vêtements ou de 25 % dans l'immobilier. Résultat : les prix ont monté de 60 % en quatre mois. On en serait l'inflation en l'absence d'un « contrôle » des prix ? Pour le gouvernement d'union nationale, tout est à recommencer ou presque.

Une raison essentielle - toujours la même - explique le retour de l'hydre inflationniste : la quasi-impuissance du pouvoir à appliquer de réelles économies budgétaires. La diminution des dépenses publiques dans le budget en cours ne dépasse pas 3,4 % par rapport à l'an dernier (soit 950 millions de dollars). Cette coupe correspond, pour l'essentiel, à la réduction des subventions.

Hélas ! ces économies, déjà modestes, existent seulement sur le papier. Chaque fois que le Trésor veut les concrétiser, les ministres visés poussent de hauts cris en menaçant de mettre la clé sous la porte. Bref, chacun prône des restrictions... pour les autres.

J.-P. LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

LA RENCONTRE SHULTZ-GROMYKO

Pas d'accord sur un sommet entre M. Reagan et M. Gorbatchev

MM. Shultz et Gromyko ne sont pas parvenus, lors de leur rencontre à Vienne, à un accord sur la date et le lieu d'un éventuel sommet Reagan-Gorbatchev. C'est ce qu'a déclaré, mercredi soir 15 mai, le secrétaire d'État américain à une télévision autrichienne. Il est probable que le secrétaire d'État rencontrera une nouvelle fois le ministre soviétique des Affaires étrangères au tout début du mois d'août, lors des cérémonies organisées pour le dixième anniversaire des accords d'Helsinki.

De notre envoyé spécial

Vienne. - La célébration du trentième anniversaire du traité d'État autrichien a donné lieu, mercredi 15 mai, à des congratulations mutuelles entre les représentants des quatre grandes puissances, URSS et États-Unis, Grande-Bretagne et France, dans une atmosphère un peu irrégulière. Cet assaut de bonnes intentions, couronné par l'audition en commun d'une sérénade de Beethoven et par l'apparition des quatre ministres des Affaires étrangères au balcon du Belvédère de Schönbrunn, intervenait en effet au lendemain d'une rencontre difficile entre M. Gromyko et M. Shultz.

Une rencontre qui n'a guère fait avancer la solution des nombreux problèmes Est-Ouest et, en particulier, celui du contrôle des armements. Mais c'était là une raison supplémentaire de vanter les mérites de la diplomatie et, surtout, de la persévérance, devant un parterre ébahi où figuraient aussi les ministres des Affaires étrangères des sept pays voisins de l'Autriche.

M. Gromyko et M. Shultz sont tombés d'accord pour souligner, en des termes presque identiques, que « les problèmes internationaux, même les plus complexes, peuvent être résolus par la voie de la négociation » (c'est M. Gromyko qui parle) et que c'est un motif d'espérer pour les conversations de Vienne et de Genève (c'est M. Shultz qui fait cette allusion à l'interminable conférence de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale et aux négociations sur le désarmement de Genève).

Sir Geoffrey Howe, chef de la diplomatie britannique, a renchéri dans le même registre, évoquant même le congrès de Vienne de 1815, comme pour souligner que la capitale autrichienne est bien une sorte de paradis des diplomates. M. Roland Dumas n'est pas remonté aussi loin, et on comprend pourquoi, mais il a eu quelques accents lyriques pour saluer cette « cérémonie du sauveur et de l'espérance ».

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 3.)

0,7 % DE HAUSSE DES PRIX EN AVRIL

La résistance de l'inflation

L'indice des prix a augmenté de 0,7 % en France au mois d'avril, selon l'estimation publiée par l'INSEE mercredi 15 mai. L'augmentation avait été du même ordre en mars. Sur les douze derniers mois, la hausse des prix de détail s'est établie à 6,5 %. C'est plus que ne le souhaite le gouvernement, qui espérait ramener le taux d'inflation à 4,5 % en 1985, l'INSEE tablant quant à elle sur 5,5 %.

Il apparaît de plus en plus difficile de gagner du terrain dans la lutte contre la hausse du coût de la vie maintenant que le taux d'inflation a été réduit de moitié en quatre ans. Cette lutte semble marquer le pas, et tout se passe comme si l'on devait redoubler d'effort pour « resserrer la pince ». Les causes de désinflation - baisse des prix importés, baisse des coûts de production - n'ont plus les mêmes effets, tandis que la montée du dollar continue de peser sur les prix des produits énergétiques.

On invoquera, pour le premier trimestre de 1985, les mauvaises conditions climatiques aussi bien que la hausse des tarifs publics ou le rajustement des loyers. Preuve que nous ne sommes plus dans un processus de désinflation, si la baisse du coût de la vie dépend de la pluie et du beau temps.

(Lire page 23 l'article de FRANÇOIS SIMON.)

RÉBELLION LARVÉE AU SHABA

Quand l'armée zaïroise « pacifie »...

Le Shaba (ex-Katanga), riche région minière du Zaïre méridional, est aussi un foyer d'instabilité politique. A plusieurs reprises, il a été le théâtre d'affrontements et de tentatives sécessionnistes. Les événements qui se sont déroulés à Moba, sur la rive

du lac Tanganyika, en novembre dernier, n'ont pas en l'ampleur des révoltes de 1977 et de 1978, mais rappellent que les autorités zaïroises ne sont pas en mesure de pacifier durablement cette région, en dépit d'une répression massive et souvent aveugle.

De notre envoyé spécial
LAURENT ZECCHINI

Moba. - Le soir tombe sur le lac Tanganyika. Les montagnes qui roissent, les villages qui se pressent sur la grève, les pirogues qui reviennent de la pêche, tout concourt à donner au paysage un aspect de quiétude immuable. La nuit, la surface de l'eau redevient calme. Pendant la saison des pluies, de véritables tempêtes se lèvent parfois sur ce presque océan de 650 kilomètres de long. Le lac regorge de poissons, mais cette ressource n'est guère exploitée : il faudrait investir beaucoup d'argent dans des pêcheries et des conserveries semi-industrielles, et Moba, située au confins du pays, n'aurait pas, jusqu'à une date récente, l'attention du pouvoir central.

De la plage, on aperçoit à peine l'autre rive du lac, en territoire tanzanien, à une cinquantaine de kilomètres. C'est pourtant de là que seraient venus, le 12 novembre dernier, les « éléments armés » qui ont investi Moba (le Monde du

canadien, a été tué par les « rebelles », le 13 novembre. A partir de ce jour-là, la vie quotidienne des habitants de Moba a basculé dans une longue succession de violences.

De multiples témoignages, recueillis tant sur place qu'à Lubumbashi, permettent d'affirmer que les forces armées zaïroises (FAZ) dépêchées pour mater la rébellion, incapables de déboucher les maquisards, qui, pour la plupart, se sont éparpillés dans une zone montagneuse, ont multiplié les exactions contre la population civile.

Le Shaba avait refait parler de lui lors des soulèvements d'anciens « gardarmes katangais », en 1977 et 1978. Mais sa partie orientale a toujours constitué un foyer de rébellion larvée, une région que le pouvoir central n'a jamais réussi à contrôler.

(Lire la suite page 4.)

RENOIR

Cent vingt tableaux venus des musées et des collections privées du monde entier. La grande rétrospective d'Auguste Renoir s'ouvre ce jeudi 16 mai au Grand Palais.

Lire page 18 : Un rêve de chair par GENEVIÈVE BREERETTE

CANNES

Cinémegle, par PHILIPPE BOGGIO
Cent ans de sollicitude
la chronique de DANIEL TOSCANI DU PLANTIER
SÉLECTION OFFICIELLE
Mishima n'aurait pas séduit Mia Farrow
et le bloc-notes de JEAN-FRANÇOIS LACAN
(Page 17)

Le Monde

LIVRES

- Lawrence d'Arabie ou la recherche scrupuleuse de l'ascèse.
- Un tour chez Norge.
- La 12^e Foire de Jérusalem.
- Le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH : « De guerre lasse », de Françoise Sagan.

(Pages 9 à 16)

- 4. TCHÉCOSLOVAQUIE
Le directeur des douanes condamné pour trafics en tout genre.
- 7. NOUVELLE-CALÉDONIE
Partie de campagne pour M. Pisani.
- 20. TUERIE D'AURIOL
Plaidoyers pour la lâcheté.
- 21. URBANISME
La réhabilitation des grands ensembles.

LE POINT
SUR LA QUESTION

GÉNÉTIQUE, PROCRÉATION ET DROIT

ACTES
DU COLLOQUE
1985
576 PAGES
DIFFUSION PRESSES
UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ACTES SUD

HUBERT NYSSSEN, ÉDITEUR

AU JOUR LE JOUR

Justice

Un ancien banquier vient d'être inculpé d'infraction à la législation sur les sociétés, abus de biens sociaux, abus de pouvoir, présentation de bilans inexacts et distributions de dividendes fictives. La note à payer atteindrait 2 milliards de francs. Présumé innocent, comme tout inculpé, il a été laissé en liberté.

Voilà qui consolera dans leur malheur les innombrables présumés innocents qui emplissent les prisons françaises. Et qui attendent, eux aussi, de répondre, devant la justice, des abominables forfaits qu'on leur reproche : vols de pommes ou d'autos, escroqueries à la petite semaine, etc.

BRUNO FRAPPAT.

débats

ÉLUS ET ÉLECTEURS

Le « syndrome de l'autocuisseur »

Les partis de l'opposition doivent organiser des élections « primaires » pour éviter l'émiettement politique

par F. LEBEL, P. POUIGNAUD, J.-P. HUBIN, A.G. de MAIGRET(*)

DEPUIS la fin de l'état de grâce, le président de la République a toujours fait en sorte de conserver l'initiative en matière institutionnelle, même et surtout aux moments où le contenu de la politique de son gouvernement était le plus largement contesté. L'introduction de la proportionnelle intégrale, au niveau départemental, n'est que le dernier avatar de cette ligne de conduite. Face au risque immédiat de démantèlement de la Ve République, les plus hautes autorités de l'opposition ainsi que d'émulents juristes ont dénoncé avec force les défauts d'un système que la majorité de l'opinion publique ne désire pas.

En attendant que les conditions soient remplies pour un retour à la logique des institutions, il est nécessaire que l'opposition puisse proposer au suffrage des Français des candidats vraiment dignes de leurs mandats. Il ne suffit donc pas de rester passif jusqu'en 1986. L'opposition se doit de mériter sa victoire. Réduire les tensions, masquer les conflits, renvoyer les décisions à des échéances lointaines, ce sont des tentations faibles.

Et pourtant le courage politique, c'est bien autre chose. Refusons le « syndrome de l'autocuisseur » : à trop vouloir visser le couvercle sur les problèmes internes, on fait tout exploser. Il est permis de penser, ou du moins d'espérer, que l'opposition parlementaire saura, dans le peu de mois qui restent avant le terme des législatives, accomplir cette mutation intellectuelle. Elle doit en effet s'appliquer à instaurer au sein de la structure même des grands partis politiques les pratiques de démocratie interne que connaissent les pays voisins en laissant s'exprimer tendances, courants et personnalités, plutôt que de rechercher une unité de façade qui vole en éclats à la première irruption de l'imprévu. Cela a réussi aux socialistes avant 1981.

Les « comités Théodule »

Comment répondre à l'entreprise du président Mitterrand visant à restaurer le régime des partis balayé par le général de Gaulle ? L'erreur serait d'accepter la rapide transformation de l'UDF, du RPR, du CNL, en partis de style IV^e République soumis au régime pesant de mystérieux « comités Théodule », à juste titre brocardés il y a vingt-cinq ans. Ne pourrait-on pas prendre exemple sur les pratiques politiques nord-américaines, inviter aujourd'hui tous les électeurs de l'opposition, et notamment les militants des clubs, à rejoindre pour le temps d'un scrutin « primaire » les rangs des adhérents de l'UDF, du RPR, du CNL, et proposer à ces rassemblements d'organiser la désignation de leurs candidats selon un processus des primaires ?

Certains responsables de l'opposition trouveront peut-être fâcheuse cette idée de primaires. Sa mise en œuvre régèlerait pourtant bien des problèmes préoccupants. Tout d'abord, elle permettrait que le lien entre élus et électeurs reste étroit et interdirait les opérations de « retour » rêvées par M. Mitterrand. De plus, les élus seraient choisis par leurs mandats sur l'application des deux seuls critères qui importent aujourd'hui : ont-ils la ferme volonté de rompre définitivement avec les habitudes et pratiques socialisantes, qu'elles soient ou non postérieures à 1981 ? Ont-ils la capacité et l'énergie pour contribuer réellement à cette formidable révolution de la liberté qui s'impose ? Enfin, *last but not least*, les responsables de parti ne pourraient plus être accusés de favoritisme ou d'esprit partisan, puisqu'ils ne seraient pas plus responsables du tri entre candidats à la candidature que M. Reagan ne l'est

du choix de tel ou tel candidat sénateur ou représentant.

A loi électorale nouvelle pratique politique nouvelle : les partis de l'opposition doivent organiser des primaires ou prévoir et subir l'émiettement politique qui cassera pour longtemps les institutions de la République.

(*) Respectivement conseiller de Paris, maire du VII^e arrondissement ; conseiller municipal de Saint-Denis, président du Club de Grenelle ; conseiller de Paris, conseiller régional d'Île-de-France ; vice-président de l'UDF de Seine-et-Marne.

Le 100^e anniversaire de la naissance de Francisque Gay

Militant et rassembleur

par RENÉ RÉMOND

presse et préparant une attitude de résistance.

La suite est mieux connue : la participation à la Résistance, les risques encourus, la réflexion sur les mesures propres à soustraire la presse à la tutelle de l'argent et à fonder son indépendance, les responsabilités gouvernementales. La victoire surtout des idées pour lesquelles il avait combattu avec le surpassement du MRP qui devint un moment le premier parti de France. Quelle réparation pour un courant que les grandes formations avaient toujours traité avec condescendance !

Un non-conformiste de toujours

Mais Francisque Gay n'est pas homme à mesurer la réussite à l'aune des succès électoraux : il ne tarde pas à s'inquiéter d'une victoire trop ample et trop rapide ; il redoute que ses amis, accablés par les responsabilités du pouvoir, n'en viennent à oublier leur raison d'être et ne se détournent de leurs objectifs. Ce non-conformisme de toujours disparaît silencieusement l'opportunisme gouvernemental et s'éloigne discrètement. Il blâme l'opposition passionnelle de la majorité du MRP à la personne et à la politique de Pierre Mendès France. Il se réjouit du retour au pouvoir du général de Gaulle, dont il était resté proche : il avait jadis accueilli sa collaboration occasionnelle à l'Aube et n'avait pas été l'un des rares confidents auxquels le chef du gouvernement provisoire avait annoncé quelques jours à l'avance son intention de quitter le pouvoir en janvier 1946 ?

Deux traits, entre autres, caractérisent cette existence. Une vocation de rassembleur : la proposition peut surprendre à propos d'un homme qui a toute sa vie rompu des lances et avait un incontestable talent polémique. Et pourtant toutes ses entreprises sont inspirées par le désir de rassembler. La Vie catholique devait réunir les signatures de tout ce qui comptait dans l'Eglise, l'Aube visait à dépasser les querelles qui divisaient les démocrates d'inspiration chrétienne ; les Nouvelles Equipes françaises, fondées en 1938, réussirent un temps à élargir le rassemblement au-delà des limites antérieures.

La même intention inspire ses Mémoires confidentiels : il s'agit toujours de surmonter les dissensions secondaires pour rassembler les fils d'un même esprit. Si le résultat ne répondait pas toujours à son

Vive le cumul des mandats !

Une réponse de l'administré à la quasi-toute-puissance du pouvoir central

par JOSEPH ROVAN(*)

que idéologique le sacrement de la confirmation légitime.

En prétendant limiter le cumul des mandats électoraux, on limite à coup sûr le droit souverain du citoyen à choisir ses représentants. Et s'il me plaît à moi que mon député soit à la fois maire, conseiller général, conseiller régional et même ministre (mais cela est quand même une autre affaire) ? En écartant cette possibilité que la politique giscardienne ou socialiste a cru ou croit mauvaise et en choisissant pour ce faire la voie législative, la « pouvoir » montre qu'il me croit capable de choisir cette voie mauvaise, et qu'il faut m'en empêcher par la loi. Je n'ai pas une conscience correcte, il faut me placer sous tutelle, il faut m'empêcher de me nuire à moi-même.

En ce qui concerne le fond du problème, j'ose penser que le cumul des mandats a été pendant de longues périodes une intelligence et une subtilité de l'administré à la quasi-toute-puissance du pouvoir central. Un député et maire bien plus qu'un simple maire pouvait contrebalancer le pouvoir du préfet, et encore davantage un député, maire et président de conseil général. A la colonne descendante officielle de l'autorité hiérarchique, l'ingéniosité des administrés et de la colonne montante d'une autorité procédée de l'élection. Le représentant « cumulaire » était un ambassadeur puissant auprès des administrations centrales. Un tel système avait des faiblesses et des insuffisances. C'était le fruit d'une spontanéité populaire non idéologique et même anti-idéologique. Je tiens ses effets pour « globalement positifs ».

Des contreponds vigoureux

Il se peut que les grandes décentralisations finissent par le rendre inutile. Je crois qu'on peut faire confiance au citoyen : il ne la lâchera qu'après s'être lentement et prudemment convaincu du fonctionnement satisfaisant des nouvelles institutions, mais il ne maintiendra pas artificiellement en vie un système qui ne servirait plus à rien. Au sommet de l'Etat, la même prudence devrait prévaloir : la grande décentralisation ne produira tous ses effets qu'au terme de plusieurs années. En attendant, conservons la possibilité du cumul des mandats, qui crée des contreponds vigoureux.

(*) Journaliste, écrivain.

COURRIER DES LECTEURS

Pour que vive le Liban

On ne sait plus que dire ni de quel cri s'empare. Les mots font bonite et reculent devant la tragédie, la vraie, celle que d'autres vivent dans leur chair, payent de leur sang.

Quoi qu'il en soit du fond, et même si l'on souhaite mettre fin rapidement aux cumuls, la voie législative, par son caractère autoritaire, paraît de toute manière désastreuse en matière électorale. Si le parti giscardien ou le Parti socialiste pensent que le cumul des mandats est néfaste, qu'ils imposent donc à leurs militants d'y renoncer, que nul ne contrainne à se présenter à plusieurs élections à la fois, qu'ils cessent de convaincre les électeurs du caractère nocif des cumuls. Mais qu'ils laissent à ceux des citoyens qui préfèrent pour maire ou pour président de région un homme qui joue un rôle important à Paris et qui délègue sagement dans sa ville ou dans sa région une partie de ses pouvoirs, qu'ils leur laissent le droit et la possibilité de préférer une situation de ce genre, et même une situation moins favorable où le maire est trop absent et ne délègue pas assez.

Si les conseils régionaux sont appelés à faire sortir de leur sein, un jour, de véritables gouvernements régionaux, on ne voit pas bien comment le président du « Land » de Provence ou de Languedoc pourrait remplir en même temps les fonctions de maire de Marseille ou de Toulouse ; mais pourquoi interdire ce que, neuf fois sur dix, le bon sens populaire empêchera de se faire, mais qui, la dixième fois, représentera peut-être la solution la mieux adaptée à des circonstances particulières ?

La volonté d'interdire les cumuls « excessifs » de mandats implique un double manque de confiance : dans les lumières des citoyens et dans l'honnêteté des élus. L'esprit de méfiance, dans les démocraties, aboutit à leur subversion ; à la dictature du salut public. En démocratie, la confiance dans le bon sens des électeurs et dans la moralité des élus doit être la règle, à la différence l'exception. Gardons-nous d'inverser ce rapport !

Une fois encore, jusqu'au vertige, des victimes innocentes sont chassées, pourchassées, massacrées. Comment ne pas nommer aujourd'hui — après en avoir nommé d'autres — ces chrétiens du Liban qui demandent secours. L'urgence, pour le moment, est d'abord celle-là.

Mais aussi, parallèlement, ne faut-il pas, avec ténacité, chercher cette parole venue de tous et qui parle pour tous ? N'est-ce pas vital pour chacun de ne pas désespérer de l'homme ni de cette parole-là ?

Ne serait-il pas concevable, qu'en même temps, des voix musulmanes, chrétiennes, druzes, syriennes, juives, s'unissent pour s'élever ensemble contre cet écrasement de la vie ? Contre cette démesure sans limites qui n'est certainement que le fait de quelques-uns, mais qui les attirent tous et conduit au pire des engrenages ? (...)

Dans ces périodes dramatiques, la peur admet, chacun se barricade dans sa propre communauté : des retranchements, compréhensibles, inévitables, dressent hélas des murs de plus en plus opaques. Pourtant les actions d'apaisement, venues du dehors comme du dedans, ne devraient pas s'éteindre ; à force d'y croire et d'agir dans ce sens des portes finiront bien par s'ouvrir, des murs par se traverser.

Une parole essentielle et commune doit être trouvée, prononcée, répétée. A chacun de nous, quelles que soient ses apparences, de se souvenir qu'il a été créé, avant tout, pour aimer et pour vivre.

Pour l'instant, en priorité, demandons de toutes nos voix à ceux qui en possèdent le pouvoir, d'empêcher l'agonie des chrétiens, d'envoyer les nouveaux combattants. Il en est temps.

ANDRÉE CHÉDID, *Arts et Lettres*

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Donne de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sèze.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 494 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les sous-payements en capitales d'impression.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dh ; Tunisie, 400 m ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr ; Espagne, 120 pes ; E.U., 1 \$; G.-B., 55 p ; Grèce, 90 dr ; Irlande, 95 p ; Italie, 1 700 L ; Liban, 200 P ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 9,00 kr ; Pays-Bas, 2 fl ; Portugal, 100 esc ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 9 fr ; Tchécoslovaquie, 110 sk.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

DIPLOMATIE

Les Etats-Unis de l'épave

Les Etats-Unis de l'épave... (Texte partiellement visible et difficilement lisible)

ASIE

Massacre des pasteurs

Massacre des pasteurs... (Texte partiellement visible et difficilement lisible)

THAÏLANDE

Thaïlande... (Texte partiellement visible et difficilement lisible)

550 من المال

étranger

DIPLOMATIE

A LA CONFÉRENCE D'OTTAWA

Les Etats-Unis dénoncent le « retour aux pratiques de l'époque stalinienne » en URSS

Montréal. — Le ton s'est nettement durci, le mercredi 15 mai, à la réunion d'experts sur les droits de l'homme organisée à Ottawa dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Devant les représentants de trente-trois pays d'Europe et du Canada, le chef de la délégation américaine, M. Richard Schifter, a mis en doute la sincérité de l'Union soviétique dans la négociation de Genève sur le contrôle des armements nucléaires, compte tenu, a-t-il dit, de l'incapacité de ce pays à « respecter les engagements » pris à Helsinki en matière de droits de l'homme, il y a dix ans.

Il a estimé qu'il fallait parler publiquement de ces questions puisque la « diplomatie tranquille » n'avait donné aucun résultat. Dans un document de trente-cinq pages distribué aux délégations de la CSCE, les Etats-Unis publient une liste des prisonniers politiques dans les pays d'Europe de l'Est et en Union soviétique, ainsi que la liste des nouvelles dispositions, très sévères, en matière de « crimes contre l'Etat » soviétique.

Selon ce document, « certaines des nouvelles dispositions ouvrent la porte à un retour aux pratiques de l'époque stalinienne et reflètent un renforcement du pouvoir du KGB ». Désormais, les personnes reconnues coupables d'« agitations et de propagande antisoviétique » ajoutée au document, peuvent être condamnées à des peines de dix ans de prison et de cinq ans d'exil intérieur.

Le représentant des Etats-Unis a dénoncé la situation faite aux quelque soixante-quatre personnes persécutées en URSS pour leurs activités

De notre correspondant

en faveur de l'application des accords d'Helsinki. Selon M. Schifter, deux Ukrainiens et un Arménien, membres des associations œuvrant en ce sens, sont morts l'année dernière dans des camps de travail, quinze personnes ont été expulsées vers d'autres pays et quarante et une sont en prison, dans des hôpitaux psychiatriques, dans des camps de travail ou en exil intérieur.

Il a également rappelé les cas du couple Sakharov, relégué dans la ville de Gorki, et de M. Anatoly Chicharanski. Celui-ci, a-t-il dit, « a été condamné, comme d'autres, à la suite d'accusations fabriquées de toutes pièces ». M. Chicharanski, qui agit infatigablement pour la libération de son mari emprisonné depuis près de neuf ans, a protesté, mercredi, devant l'ambassade d'URSS au Canada.

Le délégué américain a déclaré que les Etats-Unis considéreraient la libération de M. Chicharanski comme un geste de bonne volonté de la part de Moscou et comme « un renouvellement de son engagement en faveur des principes de l'acte d'Helsinki ». Il a insisté sur « le lien étroit » que Washington avait décidé d'établir entre « le respect des droits de l'homme et l'amélioration des relations bilatérales » pour parvenir à « une baisse de la tension internationale ».

Le chef de la délégation soviétique, M. Sofinski, a maintenu la position qu'il avait adoptée dès le début de la conférence : il n'est pas question de rendre des comptes sur des affaires de politique intérieure. Malgré les attaques dont ils ont l'objet

depuis plusieurs jours à l'intérieur de la salle de réunion, mais aussi à l'extérieur où de nombreuses organisations d'exilés d'Europe de l'Est manifestent leur présence, les Soviétiques continuent de participer stoïquement aux travaux, qui se termineront le 17 juin. Chaque pays ayant un droit de veto, ils ont tout intérêt à rester s'ils veulent empêcher le vote de résolutions qui leur seraient défavorables.

BERTRAND DE LA GRANGE.

● **Mobilisation pour les Sakharov.** — Le président Reagan, à l'occasion du deuxième anniversaire de la signature d'une proclamation faisant du 21 mai une Journée Andreï Sakharov, a appelé M. Gorbatchev à mettre fin à l'isolement de M. Sakharov et à autoriser sa femme, Elena Bonner, à se rendre à l'étranger pour y recevoir des soins médicaux. Par ailleurs, M. Jose Soria, représentant par intérim des Etats-Unis à l'ONU, a remis le même jour à l'ambassade d'URSS auprès des Nations unies une note de protestation officielle ainsi qu'une pétition signée par vingt mille personnes à la suite d'une campagne mondiale en faveur des Sakharov lancée par le Reader's Digest. — (AFP.)

● **M. Craxi à Moscou.** — M. Bettino Craxi, président du conseil italien, se rendra à Moscou pour une visite de travail de trois jours, du 28 au 30 mai prochain, à l'invitation du gouvernement soviétique, a-t-on annoncé mercredi 15 mai à Rome. M. Craxi sera accompagné de M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères. — (AFP.)

L'anniversaire de la signature du traité d'Etat autrichien Trente ans de « neutralité active »

Vienne. — De nombreuses cérémonies rappellent aux Autrichiens les dates les plus importantes de leur histoire récente : la naissance de la seconde République, le 27 avril 1945, et la signature du traité d'Etat, le 15 mai 1955, qui a redonné au pays sa pleine souveraineté et son indépendance.

Tandis que l'anniversaire de la seconde République a été fêté « en famille », celui du traité d'Etat a réuni à Vienne les ministres des affaires étrangères des pays signataires (URSS, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) et des pays voisins de l'Autriche. Dans leurs messages, les anciens Alliés soulignent le redressement accompli par l'Autriche depuis la signature du traité et la proclamation de la « neutralité permanente » du pays le 26 octobre 1955.

Après les déclarations politiques et la mise en œuvre de l'entrée-deux-années qui ont mené à l'Anschluss en 1938, l'Autriche a vécu, au lendemain de la guerre, l'heure la plus noire de son histoire. Pour éviter le partage du pays occupé à l'est par l'armée rouge et à l'ouest par les Alliés occidentaux, l'idée d'une neutralité — condition posée par Moscou à l'indépendance — fut acceptée sans grand enthousiasme par les responsables politiques de l'époque. Les Alliés, en particulier les Américains, étaient, aux essais, réticents quant à la création d'un couloir neutre formé par la Suisse et l'Autriche, et séparant l'Italie des autres pays européens de l'OTAN.

Depuis plus de dix ans, des discussions se poursuivent sur l'achat d'avions intercepteurs modernes pour assurer la protection de l'espace aérien. La décision prise tout récemment en faveur de l'achat de vingt-quatre avions d'occasion suédois du type Draken-35 a provoqué de vives controverses.

De notre correspondante

« La meilleure garantie de notre sécurité, c'est notre politique étrangère », aime-t-on dire à Vienne. Membre des Nations unies depuis 1955, l'Autriche n'a déployé une activité internationale qui renouait avec les vieilles traditions de la monarchie austro-hongroise. L'ancien chancelier Bruno Kreisky a mis en œuvre une Ostpolitik, bien avant que d'autres pays occidentaux se souviennent que les pays de l'autre côté du rideau de fer font eux aussi partie de l'Europe !

La Mitteleuropa (Europe centrale) n'est pas pour les Autrichiens une notion géographique. C'est une réalité culturelle qui n'est nulle part ailleurs qu'à Vienne à ce point vivante, dans une ville qui fut pendant longtemps le centre politique, économique et spirituel de cette partie du monde.

Une terre d'asile

Un an seulement après sa proclamation, la neutralité autrichienne était mise à une première et rude épreuve, au moment de la révolution hongroise, à l'automne 1956. Sans hésiter, et au risque de réactions imprévisibles de la part de l'URSS, l'Autriche a ouvert ses frontières à des dizaines de milliers de réfugiés hongrois qui s'enfuyaient devant les chars soviétiques. Le pays précisa ainsi le sens qu'il entendait donner à sa neutralité : une indépendance militaire, face aux deux blocs, mais ni une neutralité idéologique, ni une neutralité économique, ni l'existence sur la scène politique internationale.

L'Autriche est devenue depuis une terre d'asile pour les réfugiés de l'Est. Plus de deux millions d'entre

aux ont transité depuis 1945 par ce pays, notamment à la suite de l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie, en 1968, et après la proclamation de l'état de guerre en Pologne, en décembre 1981.

A la différence de la Suisse et de la Suède, l'Autriche estime que, en raison de sa position vulnérable d'Etat-tampon entre les deux blocs militaires, les armes ne sont pas le plus ferme rempart de sa neutralité. Bien qu'elle se soit engagée à « défendre par tous les moyens dont [elle] dispose » son statut, ses dépenses militaires sont, avec celles du Luxembourg, les moins élevées d'Europe.

La neutralité de l'Autriche fait également de Vienne une ville d'accueil pour plusieurs organisations des Nations unies. C'est la troisième ville de l'ONU après New-York et Genève, et un lieu de rencontre particulièrement apprécié par les Soviétiques, qui l'ont choisie, notamment pour le sommet Khrouchtchev-Kennedy, puis pour la signature des accords SALT 2 entre Brejnev et Carter. Pourquoi pas un sommet Reagan-Gorbatchev à Vienne ?

Le traité de 1955 impose à l'Autriche quelques restrictions : l'interdiction de doter son armée d'armes autopropulsées, en particulier de fusées, fait de temps à autre l'objet de débats purement académiques, mais elle ne paraît gêner ni le gouvernement ni la population. L'interdiction de toute forme d'Anschluss à l'Allemagne a été évoquée par l'URSS au moment où l'Autriche envisageait une éventuelle adhésion au Marché commun, il y a plus de vingt-cinq ans. Rien en tout cas qui entame le consensus sur l'actuel statut du pays.

WALTRAUD BARYLL.

ASIE

Sri-Lanka

Massacre des passagers d'un ferry-boat

Trente-trois morts

De notre correspondant

New-Delhi. — Plus de trois cents morts et des centaines de blessés en une semaine. Comme l'écrit un journaliste indien, « si ce n'est pas la guerre civile, cela y ressemble bigrement ». Une dizaine de soldats cinghalais tués le 8 mai après que leur véhicule eut sauté sur une mine dans la région tamoule. Environ 80 civils y ont été massacrés le lendemain à titre de représailles par la troupe, frustrée de n'avoir pu mettre la main sur les militants tamouls qui avaient préparé l'attentat.

Quelques jours plus tard, contre-attaques : 144 civils cinghalais sont fanés à la mitraille dans les rues de l'ancienne capitale bouddhiste Anuradhapura. Le massacre est attribué à un groupe de 25 indépendantistes tamouls déguisés en soldats (Le Monde des 13 et 16 mai). Mercredi 15 mai, dans la péninsule de Jaffna, un ferry-boat chargé de civils est attaqué au revolver, à la hache et au couteau. Bilan : 33 morts et 30 blessés, dont 12 dans un état grave. D'après les survivants du ferry, les meurtriers, des marins cinghalais, n'ont pas cherché à cacher leur identité.

Deuxième volet de la vengeance : à Anuradhapura, la majorité cinghalaise a incendié un certain nombre d'échoppes et de résidences occupées par des Tamouls. Une dizaine de personnes ont été tuées. La police, selon Colombo, a lâché des grenades lacrymogènes sur la foule en colère. Celle-ci s'était rassemblée dans les rues de la ville dans l'heure qui avait suivi la levée du couvre-feu imposé après le mitraillage de mardi.

Attaques, lynchages, pogroms, représailles, vengeance, la guerre civile à Sri-Lanka ne concerne plus désormais exclusivement le nord de l'île : les indépendantistes, qui luttent pour la création d'une nation tamoule souveraine dans le nord et

l'est du pays, sont parvenus à étendre le conflit jusqu'à 50 kilomètres de Colombo et dans la moitié sud-est de l'île.

Dans le district de Batticaloa, après les affrontements entre Tamouls et musulmans des dernières semaines, le climat demeure, selon un ancien parlementaire tamoul, M. Neelam Tiruchelvam, « très tendu ». « L'insécurité domine », a ajouté l'ancien député d'opposition, indiquant que les autorités avaient dressé cinquante-cinq camps pour les quelque trente-six mille personnes réfugiées dont les habitations avaient été incendiées au cours des émeutes. Selon lui, les notables des deux communautés de la région réclament la constitution immédiate d'une force de paix multiconfessionnelle (les Tamouls sont en grande majorité hindouistes).

D'autre part, de Madras (sud de l'Inde), sanctuaire politique de tous les groupes indépendantistes tamouls (Le Monde daté 5-6 mai), la direction du Front de libération de l'Eelam-Tamoul (FLET), qui regroupe les quatre organisations militantes les plus actives dans l'île, a envoyé, mardi, un télégramme à M. Rajiv Gandhi lui demandant, une nouvelle fois, « d'intervenir de toute urgence pour prévenir le génocide des Tamouls innocents ». Le premier ministre, périodiquement accusé par Colombo de soutenir les indépendantistes, devrait recevoir ce jeudi, à New-Delhi, l'envoyé spécial du président sri-lankais, M. Esmond Wickremasinghe. Selon la presse de Colombo, ce dernier était chargé d'insister auprès de M. Rajiv Gandhi pour que le gouvernement indien « adopte une attitude plus dure à l'égard des terroristes sri-lankais répliqués dans le Tamil-Nadu ».

PATRICE CLAUDE.

Thaïlande

● **La convention sur les prisonniers avec la France.** — L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mercredi 15 mai, une convention signée avec la Thaïlande, le 26 mars 1983, permettant aux ressortissants de ce pays et de la France condamnés dans l'autre Etat de purger leur peine dans leur pays d'origine. Cette convention était particulièrement attendue, a rappelé M. Lydie Dupuis (PS, Gers), rap-

porteur de la commission des affaires étrangères, à cause des très dures conditions de détention en Thaïlande. S'il n'y a que deux Thaïlandais détenus actuellement en France, vingt-huit Français, dont cinq femmes, le sont là-bas, tous condamnés pour trafic ou usage de drogue. Ce texte permettra le rapatriement dans les prisons françaises de sept Français des 1983, mais cinq autres devront attendre 1992.

Afghanistan

PLUS D'UNE CENTAINE DE PRISONNIERS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ TRANSFÉRÉS AU PAKISTAN DEPUIS 1981

Peshawar (Pakistan) (AP, Reuters). — Des dizaines de soldats et de pilotes soviétiques faits prisonniers par la résistance afghane sont détenus secrètement et interrogés au Pakistan depuis 1981, avec l'accord tacite du gouvernement d'Islamabad, affirment des sources proches des rebelles.

Cette question a fait brusquement surface à la suite d'un incident survenu à une vingtaine de kilomètres de Peshawar en avril : des soldats soviétiques et afghans ont été tués, le 27 avril, en tentant de s'échapper d'un camp où ils étaient retenus prisonniers par les rebelles (Le Monde du 3 mai). Cette information, qui n'a pu être vérifiée, a été vigoureusement démentie par le gouvernement pakistanais. « Il n'y a aucun soldat soviétique dans notre pays », a dit un porte-parole d'Islamabad. Toutefois, le gouvernement afghan et l'ambassadeur soviétique au Pakistan ont officiellement protesté après l'incident qui, selon l'agence Tass, se serait produit au cours d'une révolte de prisonniers soumis à des « tortures » et « humiliations » et insistent pour rencontrer les représentants de l'ambassade soviétique.

Selon des responsables de la résistance et d'autres sources afghanes, souhaitant conserver l'anonymat pour des raisons de sécurité, les rebelles ont transféré entre cent et cent cinquante prisonniers soviétiques d'Afghanistan au Pakistan depuis 1981. Les commandants de la résistance ont pris cette décision à la suite de la création d'unités spéciales de commandos dans l'armée soviétique, entraînées pour délivrer les prisonniers. En outre, les prisonniers constituent une charge pour les groupes de la résistance, extrêmement mobiles, qui ne souhaitent pas s'encombrer de non-combattants ennemis.

Toutes les sources confirment que le gouvernement pakistanais était au courant de la présence de soldats soviétiques et afghans sur son territoire. Mercredi 15 mai, l'un des chefs de la résistance, M. B. Rabbani, a invité l'ambassadeur d'URSS au Pakistan, M. Smirnov, à se rendre dans les camps, accompagné de journalistes étrangers, pour y rencontrer « des dizaines de prisonniers soviétiques qui ne veulent pas retourner dans l'enfer dont ils ont échappé ».

(Suite de la première page.)

Autant de variations plus ou moins académiques sur un même thème : de fait, le traité signé en 1955 par Molotov, Foster Dulles, Harold Macmillan et Antoine Pinay était une sorte de chef-d'œuvre de la diplomatie Est-Ouest, ou plutôt un miracle. L'URSS avait en effet accepté, à l'époque, de retirer ses troupes, et ses divisions, d'un pays qu'elle occupait encore partiellement. Grâce à quoi l'Autriche redevenait totalement « libre », libre de choisir une politique de « neutralité active », mais aussi de s'affirmer comme une démocratie libérale et prospère. M. Shultz, dans son intervention, n'a d'ailleurs pas manqué de souligner les succès obtenus par ce pays, qui « a ouvert ses portes à la liberté ».

C'est à l'ancien chancelier Kreisky qu'est revenu le soin de faire l'historique de la conclusion de ce traité, un sujet qu'il connaît bien puisqu'il avait participé activement à la phase finale des négociations, de même que M. Gromyko, à l'époque vice-ministre des affaires étrangères auprès de Molotov.

Cependant, les ministres présents à Vienne n'ont pas fait que verser des larmes émus sur le passé. Ils ont aussi travaillé. D'abord à l'occasion d'un petit déjeuner, mercredi, auquel M. Shultz avait convié ses partenaires de l'OTAN, MM. Dumas, Howe, Andreotti et Genscher. Le secrétaire d'Etat américain leur a brièvement exposé le résultat de ses six heures d'entrevue avec M. Gromyko. Mais d'autres sujets ont été abordés, notamment le Liban. Dans l'après-midi, ce fut au tour de M. Gromyko de recevoir successivement, et chacun pendant une heure trente, M. Dumas et Sir Geoffrey. Ce jeudi matin, ce devait être au tour de M. Genscher, également à l'ambassade d'URSS ;

privilege de l'âge ou de la puissance, M. Gromyko a en effet toujours reçu ses interlocuteurs chez lui. Après son entrevue avec M. Gromyko et un petit déjeuner avec M. Shultz, M. Dumas a conclu à une symétrie des positions des Américains et des Soviétiques sur les négociations de Genève et le contrôle des armements. « Chacun considère que la situation est bloquée et en impute la responsabilité à l'autre », a-t-il dit. Mais le ministre des relations extérieures estime néanmoins qu'on est passé « d'une phase d'observation ou de propagande à une phase de discussion », ce qui pourrait annoncer certains progrès.

Rien de décidé

pour le sommet Reagan-Gorbatchev

Interrogé lui aussi sur les résultats ou l'absence de résultats de la rencontre Shultz-Gromyko, Sir Geoffrey a fait preuve d'une grande prudence. Mais il a enregistré comme un fait positif « le sérieux et le caractère concret des conversations soviéto-américaines ». Il se confirme d'ailleurs que MM. Shultz et Gromyko auront, dans un avenir assez proche, l'occasion de poursuivre leurs conversations. En effet, la rencontre prévue à Helsinki, au début du mois d'août, pour célébrer le dixième anniversaire de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) devrait avoir lieu au niveau des ministres des affaires étrangères.

Quant aux perspectives d'un sommet Reagan-Gorbatchev, les deux ministres français et britannique partagent l'impression que l'affaire n'est pas encore réglée. M. Shultz, quant à lui, rompa brièvement le silence qu'il avait observé à ce sujet

La rencontre Shultz - Gromyko

a fini par déclarer à une chaîne de télévision autrichienne que ni la date ni le lieu de cette rencontre n'avaient pu être décidés.

M. Dumas a aussi abordé avec le ministre soviétique la question des droits de l'homme en exposant un certain nombre de cas concrets. M. Gromyko a répondu qu'il en prenait note. Sir Geoffrey a, lui aussi, évoqué le problème avec le ministre soviétique. Mais, a-t-il ajouté, « M. Gromyko n'est jamais très encourageant dans ce domaine ». Il semble pourtant que les Soviétiques aient réagi avec moins de brutalité à ces interventions française et britannique qu'ils ne l'avaient fait la veille, sur le même sujet, avec les Américains.

M. Roland Dumas a eu, d'autre part, un entretien avec le ministre yougoslave des affaires étrangères. La Yougoslavie souhaite obtenir une aide financière de la CEE en général et de la France en particulier. Il a aussi rencontré son homologue autrichien, M. Glatz, qui lui a fait part de l'intérêt porté par l'Autriche à Eureka, le projet de coopération technologique européenne avancé par la France.

JAN KRAUZE.

UNE INITIATIVE INTERNATIONALE SUR LE LIBAN ?

(De notre envoyé spécial.)

Vienne. — M. Dumas a mentionné, au cours de son entretien avec M. Gromyko, l'éventualité d'une nouvelle initiative « internationale » sur le Liban, une idée qui avait été évoquée, le matin même, lors de la réunion entre M. Shultz et ses partenaires occidentaux présents à Vienne. Selon les déclarations faites par M. Dumas au cours d'une conférence de presse, le secrétaire d'Etat américain, qui rentre d'un voyage au Proche-Orient, considère que la situation au Liban est « extrêmement préoccupante » et « il a estimé qu'il était temps de prendre des initiatives ».

Pour sa part, M. Dumas a interrogé M. Gromyko sur deux points : le rôle futur de la FINUL et la possibilité d'une conférence de réconciliation des diverses factions libanaises, sur le modèle de celle qui s'est tenue à Lausanne en février 1984. M. Gromyko a donné à son interlocuteur français l'impression qu'il n'était pas « fermé » à ces idées, mais qu'il souhaitait consulter à ce propos certains pays amis de l'URSS. Il s'agit, il est évident, de la Syrie.

Les propos tenus par M. Dumas ne permettent pas de savoir si ces idées, auxquelles M. Shultz, du côté est, est « ouvert », ont dépassé le stade de la simple ébauche.

J. K.

LA TENSION FRANCO-ALGÉRIENNE

« La poursuite du dialogue est nécessaire et bénéfique » déclare M. Laumière à l'Assemblée

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a évoqué, le mercredi 15 mai, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, les rapports de la France avec l'Algérie à la suite de l'émission de la télévision algérienne affirmant que la France avait exposé des prisonniers du FLN à des radiations nucléaires lors d'un essai atomique en 1960 (Le Monde du 11 et daté 12-13 mai). M. Gaudin a estimé que la France avait été « insultée » par l'Algérie.

Dans sa réponse, M. Catherine Laumière, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, a rappelé les divers démentis publiés par le gouvernement, ajoutant : « Ce qui devait

être dit l'a donc été. Quant au reste, les relations franco-algériennes sont importantes pour notre pays. Elles sont normales : notre présence culturelle et notre coopération technique assurent la pérennité de notre action en Algérie, donnant à notre longue les atouts indispensables. (...) Tout cela est prioritaire, comme au reste la dignité et la sécurité de la communauté algérienne en France. (...) La poursuite du dialogue avec l'Algérie est nécessaire et bénéfique. Le gouvernement, qui en est conscient, tout en faisant avec fermeté les mises au point qui s'imposent, veut garder toute sa sérénité afin d'éviter les pièges dangereux des passions irraisonnées ».

EUROPE

Tchécoslovaquie

Trafics en tout genre

Prague (AFP). - Le directeur général des douanes tchécoslovaques, Ladislav Kurey, a été condamné à dix ans de prison pour « enrichissement illicite », et deux cent cinquante de ses subordonnés, dont les chefs de tous les postes frontaliers avec l'Occident, ont été mutés, licenciés ou arrêtés, apprenant de très bonnes nouvelles.

Cette condamnation, intervenue fin janvier, n'est que l'aspect le plus spectaculaire d'une affaire qui paraît être un des plus gros scandales de l'histoire de la Tchécoslovaquie, et qui a provoqué au moins un suicide et l'arrestation d'un nombre inconnu de personnes à travers tout le pays pour des trafics de drogue, d'antiquités, de devises, d'argent et de ferraille.

La presse n'en a pratiquement rien dit, fournissant quelques informations sporadiques sur l'arrestation ou la condamnation de complices mineurs. Les seules indications disponibles émanent de personnes ayant eu accès aux dossiers mal peu désirables d'être nommés.

C'est, selon ces sources, l'Autriche qui a fait savoir au niveau le plus élevé qu'il existait un tronçon tchécoslovaque de la grande filière de la drogue qui va de Beyrouth à Berlin-Ouest et aux Pays-Bas, et traverse toute l'Europe centrale. Peu après, la police a arrêté trois trafiquants arabes qui s'apparentaient à quitter le pays avec de la drogue. L'enquête devait aboutir au suicide d'un

médecin de Bratislava (Slovaquie) et à l'arrestation de plusieurs techniciens de Slovako-farma, une usine slovaque de produits pharmaceutiques où ils raffinaient la drogue.

En enquêtant sur les complices ayant permis aux trafiquants d'entrer sans encombre en Tchécoslovaquie, la police a découvert que de nombreux douaniers participaient à des trafics portant sur à peu près tous les produits qui passent aux frontières, et qu'ils n'avaient pu le faire qu'en bénéficiant de protections très élevées.

Etendant son enquête aux origines des trafics, la police a appris que le groupe sidérurgique Vitkovice d'Ostrava (Moravie du Nord) avait livré à la RFA des aciers de première qualité à la place de la ferraille qui figurait sur les factures, ce qui a énormément permis à quelqu'un d'empêcher la différence de prix.

Mais le plus grave semble avoir été découvert dans les magasins Tuzex, qui vendent des produits occidentaux payables en devises, sans que personne ne demande jamais d'où viennent les devises, que les banques ne vendent qu'à de rares privilégiés. Dans un Tuzex de Prague, on a trouvé plusieurs millions de couronnes en billets, et la directrice a été discrètement condamnée. Quant au directeur général des Tuzex, il attend depuis six mois qu'on statue sur son sort.

Pologne

Appel de Solidarité à une heure de grève pour protester contre les augmentations de prix

Varsovie (AFP). - Dans un communiqué parvenu mercredi 15 mai à la presse occidentale, la direction clandestine de Solidarité (TKK) appelle à une grève générale d'une heure pour « le premier jour ouvrable après l'entrée en vigueur des hausses des prix de la viande ». Cette augmentation constitue le dernier volet d'un train de hausses étalé entre mars et juillet. Solidarité a indiqué que cette grève vise à exiger « le gel des prix des denrées de base » et l'octroi d'une prime générale pour compenser les hausses déjà intervenues. De leur côté, les nouveaux syndicats officiels ont demandé au gouvernement de « faire preuve d'une grande prudence » concernant ces hausses de prix.

Dans un autre domaine, la tentative du gouvernement polonais de normaliser les activités culturelles « dissidentes » se heurte à de vives résistances. Par une résolution adoptée à une quasi-unanimité, le Sénat élu de l'université de Varsovie a adressé aux autorités une protestation contre le limogeage du professeur Bronislaw Geremek de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. En réponse, M. Jerzy

Urban, porte-parole du gouvernement, a indiqué que ce limogeage a été en grande partie motivé par la conférence donnée (par l'historien) au mois de mars, au cours de laquelle il avait critiqué l'URSS. Par ailleurs, le ministre polonais de la culture a démis de ses fonctions de directeur littéraire du groupe cinématographique public Olo M. Ernst Bryll, dramaturge, dont la pièce le Cénacle est actuellement représentée « hors censure » dans une église de Varsovie, d'après une mise en scène d'Andrzej Wajda.

Prochaine visite en France d'une délégation ministérielle. - Une délégation ministérielle polonaise conduite par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Ernest Kucza, se rendra en visite officielle en France les 21 et 22 mai, a annoncé le mardi 14 mai à Varsovie le porte-parole du gouvernement, M. Urban. Cette visite, relevant des observateurs, marque la reprise du dialogue politique entre Paris et Varsovie après un quasi-gel des relations consécutif au coup de force du 13 décembre 1981 contre le syndicat Solidarité. - (AFP.)

Yougoslavie

Un nouveau président. - M. Radovan Viskovic, soixante-trois ans, représentant de la province serbe de Vojvodine, a été désigné, mercredi 15 mai, président de la République yougoslave, succédant ainsi à M. Vescovic Djuranovic. M. Viskovic occupera ses fonctions pendant un an, selon le principe de la présidence tournante institué depuis le décès du maréchal Tito. M. Sinan Hasani, représentant du Kosovo, devient vice-président et sera le successeur de M. Viskovic en mai 1986. - (AP.)

URSS

Quand M. Gorbatchev « écoute la population de Leningrad »

De notre correspondant

Moscou. - M. Gorbatchev est depuis le mercredi 15 mai à Leningrad pour sa première visite en province. La réunion habituelle du bureau politique, qui a lieu le jeudi, avait été, pour l'occasion, avancée au mardi. Comme il l'avait fait les 16 et 17 avril dernier en attendant le quartier Proletarski de Moscou, le secrétaire général a adopté un style très sobre.

Le journal télévisé de mercredi soir n'a présenté que de brèves images de l'arrivée de M. Gorbatchev à l'aéroport de l'ancienne capitale de l'empire russe. La Pravda de ce jeudi 16 mai ne publie, de son côté, aucune photo de l'événement et seulement un compte rendu relativement succinct. La misère avait empêché Andropov et Tchernenko de se servir au ritz des tournées en province.

Brejnev en avait effectué, pour sa part, de fort nombreuses, qui étaient entourées d'un cérémoniel considérable. M. Gorbatchev a visiblement voulu rompre avec cette tradition. Ses déplacements sont davantage destinés à faire passer un « message » qu'à montrer la personne du secrétaire général à ses concitoyens.

Les habitants de Leningrad ont, selon Tass, exprimé à M. Gorbatchev leur soutien aux « actions entreprises dans le pays pour renforcer l'ordre et la discipline, pour combattre le gaspillage, l'alcoolisme, le parasitisme et autres phénomènes négatifs ». Les rumeurs conti-

nues de courir sur un prochain rationnement de la vodka, mais aucun texte officiel n'a, pour l'instant, été publié. La « population de Leningrad » a anticipé celle donc sur des mesures sévères, dit-on - et encore à venir ?

M. Gorbatchev a visité l'usine Kirov. Il s'est fait expliquer le fonctionnement d'un atelier qui fabrique des pièces mécaniques avec l'aide d'un ordinateur. De « jeunes spécialistes » lui ont dit leur enthousiasme à travailler dans un tel secteur de pointe. « Nous devons et pouvons maîtriser la technique pour faire un bond en avant », leur a répondu le secrétaire général.

La tournée du secrétaire général est présentée comme une « rencontre » avec la population et les travailleurs de Leningrad. Le « numéro un » est montré écoutant davantage qu'il ne parle. Selon Tass, « les entreprises ont un lien très étroit avec les Russes » de l'ancienne capitale.

Cette décontraction apparente n'exclut pas l'autorité, bien au contraire. Elle n'est pas non plus synonyme de familiarité. L'attitude de M. Gorbatchev est, en effet, aux antipodes de celle d'un Khrouchchev gesticulant en bras de chemise dans les rues de Moscou, lors du percement de l'avenue Kalinine, pour montrer à des badauds ébahis l'emplacement des futurs gratte-ciel dont il envisageait d'entourer la capitale. DOMINIQUE D'HOMBRES.

Turquie

LE PARTI DE LA JUSTE VOIE RÉCLAME LA DÉMILITARISATION DU RÉGIME ET L'AMNISTIE POUR LES ANCIENS DIRIGEANTS

(De notre correspondant.)

Ankara. - C'est que la presse turque, le Sage ou Sultan le Magnifique, à savoir l'ancien premier ministre conservateur, M. Süleyman Demirel, a remporté un succès le mardi 14 mai. Il est, en effet, apparu, lors du congrès du Parti de la Juste Voie à Ankara, que M. Demirel, à qui toute activité politique est interdite par la Constitution jusqu'en 1990, a conservé son influence.

Le Parti de la Juste Voie n'est pas représenté au Parlement, car il n'avait pas été autorisé par le régime militaire à se présenter aux élections législatives de novembre 1983. En revanche, il a obtenu 13 % des voix aux municipales de mars 1984 et, selon les sondages, il aurait actuellement les faveurs de 20 % de l'électorat. Il devait mardi choisir un nouveau président entre deux candidats : M. Cindoruk, le « poulain » de l'ancien premier ministre et l'un de ses fidèles inconditionnels, et M. Yazar, nouveau venu en politique, président de l'Union des chambres de commerce et d'industrie. Ce dernier estime que le Parti de la Juste Voie doit critiquer la politique économique, mais ne pas remettre en cause les institutions et la Constitution de 1982. M. Cindoruk l'a largement emporté mardi, avec les voix de 626 députés contre 262 à son concurrent. Sous sa direction, le Parti de la Juste Voie va donner la priorité à la critique des institutions et réclamer l'amnistie en faveur des anciens dirigeants politiques frappés d'interdiction.

L'un des orateurs, M. Caglayan, ancien ministre des affaires étrangères de M. Demirel, s'en est pris très violemment au premier ministre, M. Özal, l'accusant de « squatter » le pouvoir. L'histoire a montré, a-t-il dit, que les interventions de l'armée dans la vie politique turque ont toujours eu des résultats négatifs et affaibli l'armée. Il a réclame « la démocratisation et la démilitarisation » du régime, et s'est dit convaincu qu'une Turquie « saine, libre et prospère où les gens vivront dans l'égalité » verra le jour tôt ou tard.

La victoire des amis de M. Demirel au sein du PJV doit encore subir l'épreuve des urnes. Or la question d'élections anticipées, vivement souhaitées par les partis restés à l'extérieur du Parlement, n'est pas à l'ordre du jour.

En effet, la population paraît surtout préoccupée par les difficultés économiques de la vie quotidienne. L'action du PJV, uniquement guidée par le désir d'un retour des anciens politiques, risque de le décevoir. De même, certains observateurs de gauche mettent en garde leurs électeurs contre les limites des revendications démocratiques du PJV, selon eux, moins pluraliste et tolérant qu'il ne le prétend, notamment en ce qui concerne la liberté d'opinion et d'expression dans le pays.

ARTUN UNSAL.

AFRIQUE

Guinée

UNE TRENTAINE DE DIGNITAIRES DU RÉGIME SEKOU TOURÉ SONT LIBÉRÉS

Le gouvernement guinéen a décidé, le mercredi 15 mai, de libérer une trentaine d'anciens ministres et dignitaires du régime de Sekou Touré. Le Comité militaire de redressement national (CMRN) et le gouvernement ont pris cette décision après avoir examiné les conclusions d'une commission nationale d'enquête, constituée au lendemain du coup d'Etat militaire.

Selon un communiqué officiel, les charges retenues contre les personnes libérées ont été jugées « ne permettant pas de les détenir devant une juridiction compétente ». En octobre 1984, le chef de l'Etat guinéen, le colonel Lansana Conté, avait lui-même classé les anciens responsables en trois catégories : les « criminels qui ont enfreint les droits de l'homme ; les survivants dans le mal ; et ceux qui, après le coup d'Etat du 3 avril, ont voulu prendre les armes » contre le nouveau régime. Apparemment, les personnes libérées ne rentrent dans aucune de ces catégories.

Il s'agit de quatorze anciens ministres et secrétaires d'Etat, cinq hauts fonctionnaires, l'ancien chef d'Etat-major de l'armée de terre, le général Soumah Kourouma, la fille aînée de l'ancien président, M^{me} Assiatou Touré, neuf officiers et un homme de troupe. Parmi les membres du gouvernement figure notamment M^{me} Jeanne Martin Cissé, ex-ministre des affaires sociales. Ils étaient incarcérés depuis un an à Kindia, à une centaine de kilomètres de Conakry, où sont toujours enfermés les principaux dignitaires de l'ancien régime. Le CMRN et le gouvernement ont annoncé qu'ils comparaitront devant une juridiction. - (AFP, Rester.)

Nigéria

QUARANTE « IMMIGRÉS ILLÉGAUX » AURAIENT ÉTÉ TUÉS A LA FRONTIÈRE BÉNOINOISE

Les schaffouées qui ont éclaté, lundi 13 mai, à Seme, à la frontière bénino-nigérienne entre forces de l'ordre nigériennes et « immigrés illégaux » expulsés par le gouvernement de Lagos ont fait près de quarante morts, dont plusieurs enfants, selon le commissaire commandant le poste-frontière béninois de Krake-Pilage (faissant face à celui de Seme). Un policier qui venait d'abattre un immigré aurait également été tué par un « sans-papiers » qui avait assisté à la scène. Selon le témoignage du commissaire, publié mercredi par le quotidien béninois Ehuu, les incidents ont éclaté quand plusieurs autobus remplis d'étrangers ont, à bout de patience, tenté de forcer la frontière. Les forces de l'ordre auraient alors ouvert le feu. A Lagos, les autorités nigériennes continuent de nier que l'armée ait fait usage de ses armes. - (AFP, AP.)

Zaïre

Quand l'armée « pacifie... »

(Suite de la première page.)

Les premières opérations de « pacification » des FAZ remontent à 1964. Avec, au nord, le Rwanda et le Burundi, à l'est, la Tanzanie, et au sud, la Zambie. Cette zone, qui s'étend du sud de la région du Kivu jusqu'à la frontière zambienne, est un haut lieu de braconnage, de contrebande et de trafics en tout genre, notamment celui de l'or.

En outre, dans la région de Kalémié et d'Uvira, des affrontements opposent périodiquement les membres de la tribu des Babembes et les immigrants rwandais, dont le nombre est sans cesse croissant. Mi-oppasants politiques, mi-contrebandiers, les « rebelles » de Moba venaient peut-être de Tanzanie (où il y aurait des camps d'entraînement), mais surtout de la région de Moba et Kalémié. Selon des sources dignes de foi, les attaquants - dont le nombre n'excéderait probablement pas une cinquantaine - étaient des jeunes gens recrutés au début de l'année 1984 avec la promesse d'un salaire mensuel de 5000 zaïres (1).

Entraînés à la guérilla dans un camp situé sur le mont Nzawa (près de Mipala, au nord de Moba), ils ont été encadrés par des « instructeurs » venus du Sud-Kivu, zone où se trouvent les maquisards du PRP (Parti de la révolution populaire) dirigés par M. Laurent Kabila, les chefs de la rébellion de 1964, qui entretenaient des relations étroites avec l'opposition « institutionnelle » au régime du président Mobutu, installés à Bruxelles et incarnés notamment par l'ancien premier ministre, M. Nguzu Karl I. Bondi. Selon plusieurs témoignages, il apparaît que les rebelles, qui se sont réclames de M. Laurent Kabila, étaient persuadés que l'attaque de Moba faisait partie d'une offensive généralisée dans tout le Shaba.

« Des trafiquants d'or »

Très vite, le contingent d'hommes indisciplinés qui composaient la garnison de Moba se sont enfuis, abandonnant leurs armes aux rebelles et passant, pour certains, du côté des attaquants. Ces militaires, dont les chefs étaient connus pour se livrer au trafic d'or, étaient hannis par la population en raison des exactions auxquelles ils se livraient et du tribut qu'ils prélevaient régulièrement. Le 13 novembre, certains d'entre eux ont été tués par les rebelles à la suite de dénonciations de la population. En deux jours, la quasi-totalité des habitants de Moba, terrorisés par les combats, ont fui leur village.

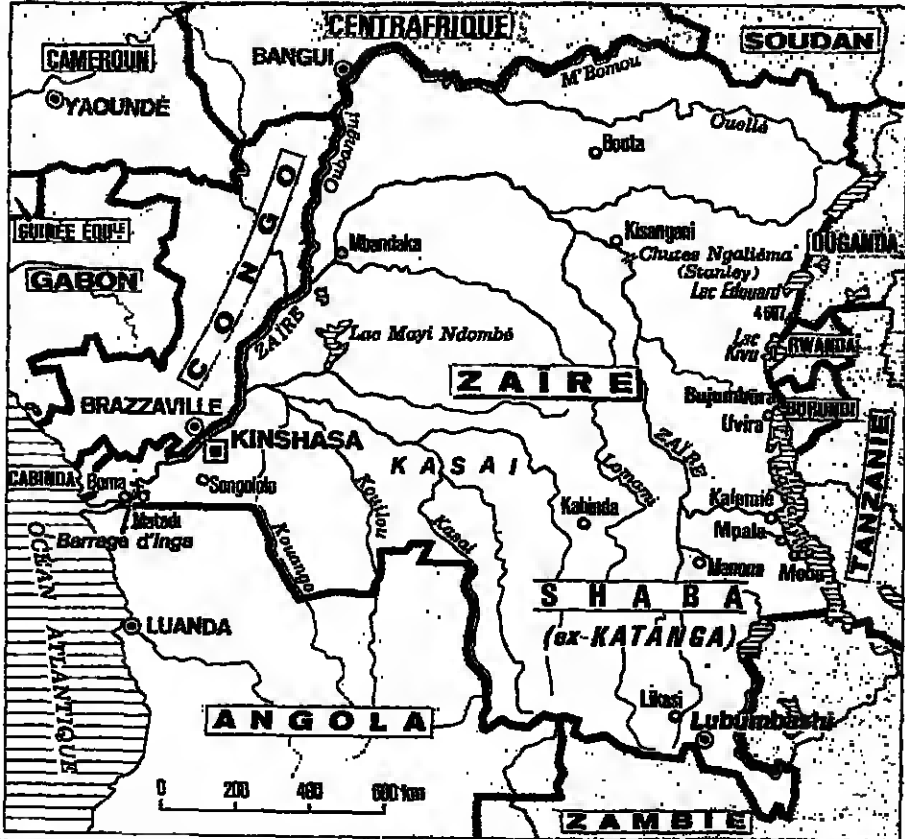
A partir du 15 novembre, date à laquelle les premiers paras-commandos de la 31^e brigade sont largués sur la zone (que survolent deux Mirage), les rebelles prennent leur tour le feu. La contre-offensive de l'armée régulière s'effectue dans une grande confusion, notamment en raison d'une absence totale de liaisons radio entre les dif-

férentes unités, qui se prendront mutuellement pour cible.

Dans les jours suivants, l'armée entreprend de ratisser la région, détruisant et pillant systématiquement les maisons de Moba-Kirungu et des villages environnants, et exécutant sommairement des dizaines de civils. Au cours de ces opérations, qui semblent avoir obéi à une volonté de représailles aveugle, le butin constitué par les soldats est entassé dans des camions qui repartent vers Lubumbashi et Kalémié.

ment brûlés au cours des événements, et le Croix-Rouge a distribué 60 tonnes de nourriture, ainsi que 3 500 couvertures. Près de 25 000 personnes se sont enfuies en brousse, et, à Moba, de 300 à 400 personnes n'auraient pas encore regagné leur domicile, craignant la répression de l'armée.

Les troubles ne se sont pourtant pas arrêtés tout de suite. Ainsi, à la mi-janvier, un camion transportant des soldats a été pris dans une embuscade à Bandera, au nord de Kalémié, et une douzaine d'entre eux ont



été tués par les « rebelles ». Le 10 février, à Katandala, village situé à une quarantaine de kilomètres de Moba, en début d'après-midi, une dizaine de soldats appartenant au bataillon Léopard et commandés par le sous-lieutenant Ngimbi ont tué une trentaine d'hommes et d'adolescents qu'ils avaient préalablement regroupés dans une maison.

Ce massacre, le plus grave dans cette partie du Shaba, nous a été confirmé de source sérieuse. Toutes les exactions commises par l'armée ont été nées, tant à Moba qu'à Kalémié, par les autorités civiles et militaires. Ainsi, le colonel Unger, qui commande la zone de Moba, nous a déclaré : « Le calme, la paix, la tranquillité absolue régnait dans la zone de Moba. La population accueillait les militaires les bras ouverts ». De même, M. Mukuba Mupanga, commissaire de la zone de Moba, nous a opposé un « démenti formel » concernant les pillages de l'armée.

à leurs fructueux trafics en toute impunité. Parallèlement aux motivations d'ordre politique, il semble bien que le statu quo ante ait été rompu pour des motifs plus mercantiles.

Aujourd'hui encore, en dépit du maintien sur place des troupes de « pacification », la zone est loin d'être contrôlée par l'armée. A moins d'un nouvel accord tacite entre les deux parties ou, comme le réclament certains responsables, d'une opération de « nettoyage » de grande envergure dans la région située au nord de Kalémié - où se seraient regroupés l'essentiel des maquisards - la rébellion latente qui sévit depuis plusieurs années dans l'est de Shaba, et qui vient de connaître une brusque flambée, n'est pas prête de s'éteindre.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 franc français vaut environ 5 zaïres.

5000 francs

L'Iran dans le piège de la guerre

III. - La succession difficile

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Devant la détermination de l'imam Khomeiny, qui entend poursuivre la guerre contre l'Irak jusqu'à la chute de Saddam Hussein, l'opposition à la guerre, pourtant très répandue, n'ose s'exprimer ouvertement en Iran. L'imam et certains de ses conseillers militaires sont d'ailleurs persuadés qu'il est possible de vaincre l'Irak sur le plan militaire. Une nouvelle offensive iranienne dans les marais de Howzha n'est donc pas exclue, en dépit de l'échec de l'opération Badr lancée en mars dans ce même secteur (le Monde des 14 et 15 mai).

Téhéran. - « Martyrs, dormez en paix, votre victoire ne vous sera pas arrachée. » Ces paroles de l'imam Khomeiny ont été prononcées au cimetière municipal de Behesht-e Zahra (le paradis de Zahra), celle qui conduit à la fontaine des martyrs, d'où jaillissent, les jours de grande affluence, des jets d'eau teintés de rouge sang.

La fontaine se trouve place du 7-Tyr, ainsi nommée en souvenir de l'attentat qui, le 28 juin 1981 (7 Tyr suivant le calendrier persan), fit soixante-douze morts sous les décombres du siège du Parti de la république islamique (PRI), dont l'ayatollah Beheshti, alors « numéro deux » du régime de Téhéran, l'homme-jade Khomeiny, l'un des chefs de file de l'aile radicale du clergé, quatre ministres, six vice-ministres et une vingtaine de députés du Majlis, tous membres du PRI.

Les soixante-douze victimes (en réalité il y en aurait quatre-vingt-quatre, mais le chiffre de soixante-douze a été choisi pour associer dans l'esprit de la population l'attentat au martyre de l'imam Hussein supplicié à Kerbala avec soixante et onze de ses compagnons en l'an 680) reposent non loin de la fontaine rouge, dans le carré dit « des martyrs », en compagnie de ceux qui les rejoignent deux mois plus tard, après l'attentat contre le siège du conseil des ministres au cours duquel périrent le président de la république Radjai et le chef du gouvernement Babayan.

Dans ce quartier d'honneur de Behesht-e Zahra, les tombes sont recouvertes de lourdes plaques de marbre vert importé d'Italie et entourées d'arbustes fleuris soigneusement entretenus et de vitrines où sont exposés les portraits des défunts ainsi que les objets de culte qui leur appartenaient et qui prouvent, sans l'ombre d'un doute, qu'ils étaient des « musulmans exemplaires ». D'autres martyrs moins illustres reposent à proximité : ceux qui ont été exécutés sous le régime du chah ou bien sont morts au cours de la révolution, et surtout les victimes de la « guerre imposée ». Cette dernière a été particulièrement gourmande en vies humaines, et les tombes des jeunes militaires passés au bledj tombés au champ d'honneur s'étendent à perte de vue autour du carré du 7-Tyr.

En inaugurant, au début des années 70, ce qui est devenu maintenant une immense nécropole, les autorités avaient affirmé que celle-ci avait été conçue suffisamment grande pour pouvoir répondre aux besoins de Téhéran « jusqu'à l'an 2020 ». Ils n'avaient prévu ni la révolution islamique, avec son extraordinaire soit-disant martyre, ni la guerre avec l'Irak. Depuis deux ans déjà, Behesht-e Zahra est saturé, et les autorités municipales sont obligées continuellement de grignoter sur les terrains avoisinants pour élargir sans cesse son périmètre.

Le « quartier des maudits »

Tout le monde cependant n'est pas logé à la même enseigne. Les suppliciés de la prison d'Evin sont enterrés dans le coin dit « Lanatahad » (le quartier des maudits), qui n'est ni entretenu ni fleuri et ressemble étrangement à une fosse commune. Des dalles en pierre grossière recouvrent certaines des sépultures, mais elles ne portent ni inscription ni date. Ces tombes méprisées sont régulièrement profanées par les hezbollahis, qui y jettent toutes sortes de débris et en font une décharge publique.

Souvent les familles des suppliciés ne sont prévenues de leur exécution qu'après l'inhumation sans qu'on leur indique l'endroit où ils ont été enterrés. Certains espéraient que ces méthodes inhumaines seraient abandonnées après le limogeage, en octobre 1984, de M. Lad-

jevardi, maître tout-puissant de la prison d'Evin. Mais il n'en a rien été, et l'ancien juge islamique de Machhad, Razani, qui l'a remplacé, semble aussi impitoyable que son prédécesseur. Exécutions sommaires, mauvais traitements et tortures s'y poursuivent, bien qu'à une échelle moindre.

« En tout cas, note un intellectuel qui ne peut être taxé de complaisance à l'égard de la république islamique, si le régime demeure sous-jours très dur à l'égard des opposants actifs, il existe depuis un certain temps une tendance à la normalisation, et un effort en vue de donner à la répression un cadre légal et un visage plus humain. »

Le « mur des lamentations »

L'ayatollah Montazeri, autrefois connu pour ses options radicales, a pris la tête de ce mouvement dont l'objectif essentiel est d'améliorer l'image de marque du régime. Lors- que l'imam Khomeiny était souffrant, à la fin de 1984, celui qui est considéré aujourd'hui comme son successeur probable a assuré l'expédition des affaires courantes. Sa maison à Qom n'est plus à peu transformée en un « mur des lamentations », devant lequel, affirme une personnalité proche du clergé, « les mécontents de tous bords viennent désormais étaler leurs doléances et récriminations ».

Les « imams jomés », qui, de par leurs fonctions, connaissent bien les difficultés de la vie de tous les jours, font le voyage à Qom pour s'entretenir longuement avec l'ayatollah Montazeri de problèmes qu'ils n'osent même pas évoquer en présence de l'imam, tant ce dernier demeure étranger aux contingences de la vie quotidienne. En revanche, le dauphin présumé de l'imam, qui est plus proche des désagréments des bazaris, s'intéresse de plus en plus aux préoccupations des gens simples. Il estime notamment que la poursuite aveugle de la répression ne fait que « fabriquer des comploteurs » et grossit l'armée des opposants potentiels à la république islamique.

L'ayatollah Montazeri, dont l'une des attributions est précisément de superviser et d'activer le pouvoir judiciaire, a réussi dans une certaine mesure à neutraliser le clan Ladjevardi, qui était devenu un véritable État au sein de l'État. Il n'a cependant pas réussi, ainsi qu'il le souhaitait, à « libéraliser » la répression en mettant fin aux procès sommaires et en vidant les prisons des détenus qui ne sont coupables que de délits mineurs, et contre qui ne pèsent aucune charge précise. Cinq religieux furent nommés, en décembre 1984, pour établir une liste de personnes qui pourraient éventuellement bénéficier d'une mesure d'amnistie.

L'imam censuré

Pésolement élaborée après maintes tractations, cette liste englobait près de trois mille trois cents personnes, dont la détention « ne pouvait se justifier raisonnablement ». Les libérations devaient intervenir au début de février à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution; elles furent aujourd'hui au 21 mars pour le Nouvel An iranien, et finalement n'eurent pas lieu. Il semble que le vif débat qui s'était engagé au sein du régime au sujet de l'opportunité d'une amnistie ait été tranché par l'imam Khomeiny. Le 2 février, dans un discours radiodiffusé, il estima que la plupart des condamnés graciés avaient « échappé à (son) contrôle, prouvant ainsi qu'on ne pouvait leur faire confiance ».

Cette petite phrase de l'imam a, semble-t-il, été jugée trop préemptive par son entourage, puisqu'elle a été supprimée dans le texte distribué le lendemain par l'agence d'information iranienne. Mais la décision avait été prise, et le projet d'amnistie fut enterré, à la grande joie des amis de M. Ladjevardi, qui semblent avoir ainsi pris leur revanche contre le successeur probable de l'imam. On affirme d'ailleurs à Téhéran, dans certains milieux bien informés, que plusieurs des attentats terroristes de cette époque auraient été organisés par ceux qui voulaient prouver que le moment n'était pas venu de faire preuve de tolérance à l'égard des « ennemis de l'intérieur ».

En fait, l'obsession de l'attentat terroriste hante toujours les esprits officiels. On ne peut pratiquement pénétrer à Téhéran dans aucun bâtiment public sans être soumis à de sévères fouilles corporelles, parfois répétées. La sévérité de ces contrôles contraste avec l'absence presque totale de mesures policières visibles dans les rues de la capitale. Signe de détente : les guérites co-béon armées où se dissimulaient les sentinelles chargées de la protection des sièges des pasdaran viennent d'être détruites.

Les Moudjahidines du peuple constituent toujours, en Iran, l'organisation de l'opposition clandestine la plus active parmi celles qui préconisent le renversement du régime par la lutte armée. Mais déçimés par une dure et sanglante répression, ils ne constituent plus pour le pouvoir une menace grave. Leurs militants ont certes pu reconstituer en partie leurs réseaux clandestins, mais ces derniers demeurent marginaux et n'ont pas la redoutable efficacité d'antan. Ils n'ont surtout pas la capacité d'organiser des attentats spectaculaires. D'autre part, le fait que leur radio émette à partir de Bagdad et leur fâcheuse propension à grossir d'émouvantes leurs activités les rendent peu crédibles.

Dans une certaine mesure, le régime actuel a besoin d'activités subversives et terroristes pour discréditer et réprimer sévèrement les manifestations spontanées et pacifiques de mécontentement qui se multiplient à travers tout le pays. L'ayatollah Montazeri et ses amis, pour leur part, estiment que les groupes opposés à la révolution ont perdu la partie politique et militairement, ne représentent plus un danger, et, qu'en conséquence, il faut

avoir le courage de « libéraliser » le pouvoir.

Les prises de position de l'ayatollah Montazeri en faveur des libéraux, qui préconisent des mesures de vue de démocratiser le régime et mettre fin à la guerre par la négociation, ont irrité ses adversaires. Ils ont commencé à mettre en doute les qualités du successeur présumé du « guide de la révolution » en invoquant la « faiblesse de caractère », son « manque de charisme » et sa « naïveté politique ». On dit même que l'imam, qui, il y a encore deux ans, accordait son entière confiance à l'ayatollah Montazeri, est maintenant moins sûr de son choix et estime que son dauphin peut commettre des bêtises politiques.

L'ayatollah Montazeri sera sans nul doute le prochain fagot. Mais il est certain qu'au-delà de ce rôle spirituel il ne pourra jamais remplacer l'imam et devra être épaulé de toute façon par un autre religieux qui le guidera lui-même et détiendra vraisemblablement l'essentiel du pouvoir politique.

Un « animal politique »

Si l'on en juge d'après les apparences, il ne pourra s'agir que du tout-puissant président du Majlis, l'homme-jade Hachemi Rafsanjani, véritable « animal politique », qui jouit de l'entière confiance de l'imam, dont il est le fidèle disciple depuis 1962, lorsqu'il était son élève en théologie à Qom. Proche des radicaux, il a été jusqu'à présent le plus dur parmi ceux qui préconisent la poursuite de la guerre « jusqu'à la chute de Saddam » et jouit de nombreux appuis au sein des gardiens de

la révolution, dont il a été l'un des premiers responsables. D'aucuns affirment cependant que le président du Majlis n'est pas aussi puissant qu'il en a l'air puisqu'il tire l'essentiel de son pouvoir de l'imam, et que le jour où ce dernier disparaîtra il sera, comme les autres personnages du sérail islamique, obligé de composer pour pouvoir survivre politiquement.

Les dirigeants de la République savent d'ailleurs, à l'occasion, servir les rangs et gommer leurs divergences dès que l'intérêt commun l'exige. C'est ainsi que lorsque l'état de santé de l'imam inspirait, au cours de la seconde moitié de 1984, de vives inquiétudes, les membres les plus influents du clergé avaient constitué un « conseil pour assurer l'intérim du velayate faghih », en vue de parer à toute éventualité. Il s'agissait d'une sorte d'état-major de crise dont l'existence n'a jamais été rendue publique, et qui comprenait les principaux religieux fidèles à la philosophie de l'imam.

Aujourd'hui, la santé du « guide » semble meilleure qu'elle ne l'a jamais été au cours des deux dernières années, et ce conseil a été mis en veilleuse, alors que les dirigeants islamiques poursuivent à fleur de mouchette leur interminable lutte pour le pouvoir. Celle-ci est apparemment tolérée par l'imam, qui voit en elle un des moyens d'assurer son pouvoir personnel, et elle se poursuivra dans certaines limites, définies et acceptées de tous tant qu'il sera vivant.

Il n'est pas facile de démêler l'écheveau des rivalités. C'est ainsi qu'on ne sait pas encore précisément pourquoi et contre qui manifestaient les hezbollahis, qui, vers la mi-avril, se sont agités pendant près de dix jours dans les rues de Téhéran pour

obliger les gens à s'habiller suivant les normes islamiques dans une ville où le puritanisme imposé par la force est devenu une règle très rarement violée. Qui donc souhaitaient-ils mettre en difficulté ?

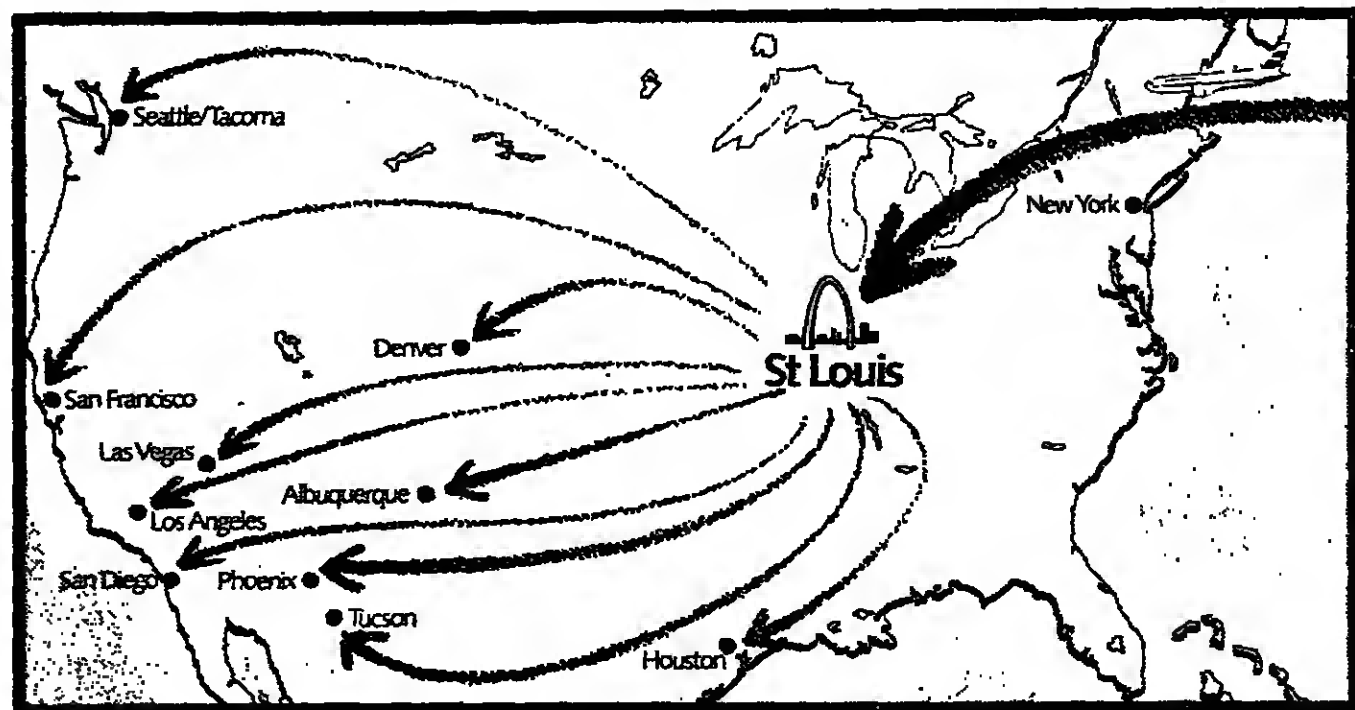
Certains affirment qu'ils en voulaient surtout au chef du gouvernement, M. Mousavi, qui a la réputation d'être parmi les plus radicaux du régime et qui s'est attiré la haine des bazaris en bloquant les importations et en tentant de leur imposer une nouvelle et lourde fiscalité. Critiqué d'ailleurs par ceux qui lui reprochent de ne pas avoir su gérer l'économie du pays, M. Mousavi n'est apparemment maintenu en place que par la volonté politique, partagée par toutes les fractions, de ne pas susciter une grave crise de régime capable de nuire à l'effort de guerre.

L'heure, apparemment, n'est pas aux grandes confrontations, et même le Majlis, qui, au cours de la législature qui s'est terminée en juillet dernier, avait été très actif, s'en prenant même à la corruption qui sévit dans certains cercles du pouvoir, a sombré dans une morne somnolence, se transformant en une sorte d'embarras d'enregistrement. Il est de même probable que la prochaine élection présidentielle prévue pour juillet ne sera qu'une simple formalité, les différents protagonistes se mettant d'accord pour reconduire M. Khomeini dans ses fonctions, toujours au nom du sacré principe de l'unité face à l'ennemi irakien.

La guerre paralyse toutes les tentatives en vue de faire sortir la société iranienne de l'immobilisme dans lequel elle s'est enfoncée. La première tâche des successeurs de l'imam sera de sortir l'Iran de ce piège.

FIN

TWA ouvre la première ligne sans escale Paris-St. Louis.



Sur les traces du "Spirit of St. Louis" au cœur de l'Amérique.

Paris retrouve St. Louis. Mais par gros porteur TWA. Le nouveau service quotidien TWA Paris-St. Louis sans escale démarre le 29 avril, décollage tous les jours à 13 h 15, atterrissage à 15 h 45. C'est la seule compagnie à offrir ce service.

Gagnez du temps et évitez les tracas

St. Louis est la ville idéale pour assurer les correspondances à l'intérieur des États-Unis parce qu'elle est au cœur même de l'Amérique. Et elle est connue pour être la plaque tournante pour l'Ouest. Vous pouvez facilement joindre d'autres villes comme Phoenix ou Denver, car de St. Louis, TWA dessert 50 villes sans escale.

St. Louis est un grand aéroport mais seule TWA y possède des vols internationaux. Il est donc beaucoup moins congestionné par le trafic international que les principaux aéroports américains. Mais il en a tous les avantages.

Voiture gratuite pour 3 jours.

Une offre spéciale d'inauguration, TWA Flaneries Américaines permet de mettre à votre disposition une voiture pendant trois jours consécutifs. Cette voiture est disponible à St. Louis ou à votre destination finale dans l'Ouest. Assurance, taxe et essence en sus. Cette offre prend fin le 31 mai.



TWA ouvre la voie vers les USA.

Arriver aux États-Unis par St. Louis, c'est le bon sens même, que ce soit pour un voyage d'affaires ou pour un voyage d'agrément.

TWA : le confort et le service

Vous profitez de tout le confort et du service des vols transatlantiques de TWA et de tous les avantages de St. Louis. Demandez de plus amples informations à votre agent de voyages.

TWA

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

PROCHE-ORIENT

Egypte

Reprise au Caire des négociations avec Israël

Correspondance

Le Caire. — Alors même que reprennent les négociations avec Israël, vingt-quatre personnes ont été arrêtées mercredi 15 mai au Caire à la suite d'une manifestation anti-Israélienne devant la synagogue de la rue Adly, au centre de la capitale. Quelque cent cinquante manifestants — des militants de gauche, pour la plupart — étaient venus protester contre « le service religieux organisé à la synagogue à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'Etat d'Israël » (le 15 mai 1948).

Deux organes de l'opposition — *Al Chaab* (Parti socialiste du travail) et *Al Ahali* (Rassemblement progressiste unioniste) — avaient en effet annoncé que l'ambassade de l'Etat d'Israël au Caire « des festivités à la synagogue pour commémorer l'événement ». *Al Chaab* avait ajouté que des centaines d'Israéliens étaient spécialement venus de Tel-Aviv à cette occasion.

Le cadavre d'un Lybien identifié en RFA. — Les experts de l'université de Kiel (Schleswig-Holstein) ont finalement identifié, mardi 14 mai, le corps d'un homme décédé le 3 juillet 1984 dans un bois de Francfort. Il s'agit d'un ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement libyen, M. Mohammed Duk, porté disparu depuis le 22 avril 1980. Selon le rapport des experts, le crâne présentait des traces d'impact de balle. Une instruction est en cours, a précisé le parquet de Francfort. — (AFP.)

Les services de l'ambassade d'Israël au Caire ont catégoriquement démenti « ces informations fantaisistes et dénuées de tout fondement ». Ou précise de même source que la commémoration de la fondation de l'Etat hébreu a déjà eu lieu le 25 avril dernier, conformément au calendrier hébraïque, et s'est déroulée dans les locaux de l'ambassade.

La manifestation anti-Israélienne a eu lieu au moment même où débutaient, à l'hôtel Mena House, au pied des pyramides, les négociations égypto-Israéliennes pour l'amélioration des relations et la solution des problèmes en suspens, notamment le litige frontalier de Tabu. Deux sessions de travail ont eu lieu mercredi sans qu'apparemment des progrès aient été réalisés. Les délégations israélienne et égyptienne devaient poursuivre leurs travaux ce jeudi.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Le président Mubarak à Ankara. — Le président égyptien Hosni Mubarak est arrivé mercredi 15 mai à Ankara, pour une visite officielle de quatre jours, au cours de laquelle il abordera notamment les problèmes du Proche-Orient et de la guerre du Golfe.

M. Mubarak a été accueilli par le président Kenan Evren à l'aéroport Esenboga d'Ankara et s'est vu remettre une clef d'or de la capitale. — (Reuters.)

Israël

La crise économique s'aggrave

(Suite de la première page.)

En outre, le ministre des finances, M. Modai (Likoud) ne semble guère croire à la valeur de sa politique. Il est plus tenté par une stratégie brutale impliquant de grosses coupes budgétaires, une récession durable et un fort chômage. Les travaillistes se refusent à de telles extrémités.

Le double besoin de préserver la paix sociale face aux revendications catégoriques et d'obtenir un bon résultat aux élections syndicales de lundi dernier avait d'ailleurs incité les partenaires de l'union nationale à temporiser. Pour le premier ministre, M. Shimon Peres, une telle prudence n'a hanté le ton, mardi, devant la Knesset, allant jusqu'à menacer de démissionner si les députés n'activaient pas l'examen des nouvelles mesures d'austérité souhaitées par le gouvernement.

« Il n'est plus question, averti M. Peres, de faire marcher la planche à billets ou de demander de l'argent aux Américains. Ils nous ont déjà aidés de toutes les manières possibles. » Washington surveille d'ailleurs de près l'économie israélienne. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, qui jugeait encourageants les efforts de M. Peres, a plaidé sa cause et obtenu l'attribution d'une « rallonge » exceptionnelle de 1,5 milliard de dollars, l'assistance économique pour 1985 — 1,2 milliard — ayant été versée en une seule fois dès l'automne.

Malgré M. Shultz attend, bien sûr, des Israéliens qu'ils persévèrent, en réduisant sensiblement le train de vie de l'Etat. La publication de l'indice d'avril a jeté la consterna-

tion à Jérusalem. Le quotidien de la Histadrout, *Davar*, a barré, ce jeudi, sa première page de noir en signe de deuil. La mauvaise nouvelle provoquera-t-elle du moins un choc salutaire ?

Le cabinet restreint devait débattre ce même jeudi du nouveau train de mesures à l'étude : réduction supplémentaire des subventions sur les produits de base ; hausse de la « taxe de voyage », diminution des importations de luxe ; « gel » des contrats gouvernementaux, etc. On parle d'une importante dévaluation, mais de nombreux ministres y sont hostiles. Le secrétaire général de la Histadrout, M. Israël Kassar, franchement réticent, a fait connaître son opposition à toute tentative de réduire la « prime de vie chère » qui permet aux revenus de suivre en partie la hausse des prix. Une telle mesure qui remettrait en cause le sacro-saint système d'indexation automatique est notamment souhaitée à Washington.

J.-P. LANGELLIER.

M. Valéry Giscard d'Estaing en Israël. L'ancien président y fait, à partir du jeudi 16 mai, une visite privée de quatre jours au cours de laquelle il s'entreprendra avec M. Shimon Peres, premier ministre, qui offrira un déjeuner en son honneur le vendredi 17 mai. M. Giscard d'Estaing rencontrera, vendredi, M. Itzhak Rabin, ministre de la défense. Il sera reçu dimanche par M. Haim Herzog, président de l'Etat d'Israël, et aura des conversations avec le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. M. Giscard d'Estaing avait visité une première fois Israël en décembre 1983. — (AFP.)

Liban

Le Djihad islamique propose d'échanger ses otages dont MM. Carton et Fontaine contre des militants détenus au Koweït

Beyrouth (AFP). — L'organisation du Djihad islamique a lancé mercredi un « dernier avertissement » aux autorités koweïtiennes pour qu'elles libèrent dix membres de l'organisation détenus au Koweït, en échange de la libération des citoyens américains et français aux mains du mouvement islamique.

Cet « avertissement », accompagné de photos de six otages, est contenu dans trois messages distribués à la presse et adressés aux parents des otages, un dirigeant noir américain Jesse Jackson et à l'« opinion publique internationale, particulièrement au peuple américain ».

Les personnes figurant sur les photos sont le pasteur presbytérien Benjamin Weir, kidnappé le 16 mars 1984 ; le directeur du bureau de l'agence de presse américaine Associated Press à Beyrouth, M. Terry Anderson, enlevé le 16 mars 1985 ; le chargé du protocole et le vice-consul de l'ambassade de France, MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine, enlevés le 22 mars 1985. On n'a pas pu mettre de nom sur les deux autres photographies.

Tous les otages, à l'exception d'un des deux non identifiés, semblent, sur ces photos, en bonne santé. Les deux diplomates français sont souriants.

« La libération de tous nos frères dans les prisons koweïtiennes signi-

fiera de notre part la libération de tous vos proches. Nous n'attendons pas longtemps », lit-on dans le message adressé aux familles des otages.

Le Djihad islamique appelle les parents des otages américains et français à intervenir auprès de leurs gouvernements « pour qu'ils demandent la libération de nos frères. Pour la dernière fois, nous vous affirmons que tout contact avec eux sera rompu et que la punition sera catastrophique si vous n'agissez pas dans ce but », ajoute-t-il.

Trois Libanais et sept Israéliens membres du Djihad islamique ont été arrêtés la suite de sept attentats à l'explosif le 12 décembre 1983. Ces attentats, dont l'un visait l'ambassade des Etats-Unis à Koweït, avaient fait cinq morts et soixante et un blessés.

Parmi les Américains enlevés à Beyrouth-Ouest figurent encore le diplomate William Buckley, enlevé le 16 mars 1984 ; M. Peter Kilborn, bibliothécaire de l'université américaine de Beyrouth, disparu le 3 décembre 1984 ; un prêtre, le Père Lawrence Jengé, détenu depuis le 8 janvier 1985 ; et le directeur adjoint de l'UNRWA (Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés politiques), enlevé mercredi matin 15 mai.

AU SUD DU PAYS

Les musulmans, après les chrétiens...

Jbaa (Liban). — Les exodes de populations se succèdent dans le sud du Liban : deux semaines après le départ massif de trente mille chrétiens, chassés par les milices musulmanes et druzes, ce sont maintenant les musulmans qui fuient la région, chassés de leurs maisons par des combattants des milices chrétiennes de l'encave de Jezzine, à 16 kilomètres à l'est de Sidon.

Les milices chrétiennes ont, profitant d'une trêve de quinze jours pour expulser les chrétiens vivant dans le secteur. Les Forces libanaises et l'Armée du Liban du Sud (ALS), financée et entraînée par Israël, bombardent en outre les villages chrétiens près de Jezzine, tout comme elles avaient bombardé les faubourgs musulmans de Sidon avant son évacuation par les Forces libanaises le mois dernier. A la suite du retrait des milices chrétiennes, les combattants musulmans, palestiniens et druzes s'étaient emparés des villages chrétiens désertés par les combattants, forçant des milliers d'habitants à l'exode.

Les milices chrétiennes déployées autour de Jezzine ont ainsi bombardé le bourg commerçant chrétien de Jbaa. Sur les sept mille habitants, cinq mille seraient partis. Cheikh Ibrahim Tahiri, responsable religieux chrétien de Jbaa, a raconté que cinq cents obus s'étaient écrasés sur le bourg à moitié

abandonné. « Il n'y a pas un seul combattant musulman à Jbaa », a-t-il ajouté.

Trois autres villages chrétiens situés plus à l'ouest, Kfar Mikki, Kfar Fila et Kfar Hetta, ont été bombardés, mais avec moins de violence. Aucun habitant ne s'est enfui, a précisé Cheikh Tahiri. Mais les milices chrétiennes ont chassé de leurs maisons tous les habitants musulmans de cinq villages situés plus à l'est, derrière les lignes chrétiennes, sur la seule route qui relie Jezzine au quartier général de l'ALS, à Marjayoun, près de la frontière israélienne.

Cheikh Tahiri et les responsables de la milice chrétienne d'Amal ont affirmé que vingt mille personnes avaient été expulsées des cinq villages, chiffre qui paraît bien élevé compte tenu de la taille des agglomérations. M. Youssef Hussein, responsable politique d'Amal dans le secteur, a déclaré : « L'ALS bombarde sur ordre des Israéliens, pour nous pousser à prendre Jezzine. Mais nous n'attaquerons pas, car nous voulons que les chrétiens qui ont fui retournent dans leurs villages près de Sidon. » « Amal a appelé tous les chrétiens qui ont fui la région de Sidon à rentrer chez eux (...) Ils rentreront petit à petit chaque jour, mais ils ont toujours peur », a déclaré un autre responsable de la milice chrétienne. — (Reuters.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'ambassadeur américain en Roumanie démissionne et critique la politique de Washington envers ce pays

Washington (AFP). — Le département d'Etat a annoncé, le mercredi 15 mai, son désaccord avec les positions défendues dans une interview accordée au *Washington Post* par M. David Funderburk, qui vient de démissionner de ses fonctions d'ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie. Dans cet entretien, le diplomate affirmait que la politique de Washington envers Bucarest était « inefficace » et qu'elle était « mal conçue ».

Nommé ambassadeur en Roumanie en 1981, M. Funderburk a été, dans les années 70, étudiant pendant deux ans dans ce pays, dont il parle la langue. Ancien universitaire et professeur d'histoire, il est proche politiquement du sénateur conservateur de Caroline du Nord, M. Jesse Helms.

M. Funderburk estime que les Etats-Unis sont « mystifiés » par M. Ceausescu, le président roumain, qui leur fait croire que l'Union soviétique de son pays à l'égard de Moscou est beaucoup plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Il suggère notamment que la clause de la

nation la plus favorisée ne soit plus accordée à Bucarest tant que les dirigeants roumains n'auront pas modifié leur attitude envers l'émigration et les droits de l'homme. Bucarest en a profité, affirme-t-il encore, pour transférer certaines technologies de pointe vers l'URSS. Selon les observations faites par l'ambassade américaine, la présence soviétique en Roumanie, indique M. Funderburk, serait en outre nettement plus importante que ne le laissent croire les dirigeants de ce pays.

Un porte-parole du département d'Etat a réfuté les propos de l'ambassadeur, relevant que ce dernier « avait eu toute latitude pour contribuer à définir cette politique (des Etats-Unis) à l'égard de la Roumanie », et que « ses opinions, quand il les a exprimées, ont été pleinement prises en considération par l'ensemble du gouvernement ».

Le président Reagan a accepté la démission de M. Funderburk en exprimant son « profond regret », indique le *Washington Post*.

Honduras

VOLTE-FACE A TEGUCIGALPA Le gouvernement dément avoir commencé à désarmer les guérilleros antisandinistes basés sur son territoire

Tegucigalpa (AFP). — Le gouvernement hondurien a catégoriquement démenti, mercredi 15 mai, qu'il ait commencé à « désarmer » les guérilleros antisandinistes qui combattent le régime de Managua depuis son territoire, contrairement à ce qu'avait annoncé la veille le ministre à la présidence, M. Arriaga (le *Monde* du 14 mai).

Un cours d'une conférence de presse conjointe avec M. Arriaga, le ministre des affaires étrangères, M. Paz Barrios, a démenti que les forces armées honduriennes aient désarmé qui que ce soit, et affirmé qu'elles avaient simplement pris le contrôle de la zone frontalière entre le Honduras et le Nicaragua « afin d'empêcher la présence de groupes armés ».

Mardi, dans des déclarations à la presse, M. Arriaga avait affirmé que l'armée hondurienne avait « déjà commencé à désarmer les combattants révolutionnaires », et que ces derniers seraient ensuite « éloignés de la zone frontalière, (...) afin que cessent les attaques de l'armée sandiniste en territoire hondurien ».

Les raisons exactes de cette contradiction n'ont pas été expliquées durant la conférence de presse de M. Paz Barrios et Arriaga, qui a eu lieu à l'issue d'une réunion du conseil national de sécurité, présidée par le chef de l'Etat et regroupant plusieurs ministres ainsi que le commandant en chef des forces armées. Le communiqué publié après cette réunion indique que le gouvernement hondurien « contrôle » la zone limitrophe de la frontière, et que l'armée « a accru la surveillance » de cette région pour éviter des incidents comme celui de vendredi dernier, au cours duquel un soldat hondurien avait été tué et

quatre blessés — selon Tegucigalpa — lors d'un bombardement par l'artillerie sandiniste.

Le ministre des affaires étrangères a souligné que les incidents surviennent dans la zone frontalière sans qu'il ait fait que les « combats » se sont réfugiés en territoire hondurien pour fuir la contre-offensive de l'armée sandiniste. M. Paz Barrios renouvelait ainsi la position traditionnelle de Tegucigalpa, selon laquelle les combattants de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), principal mouvement de guérilla antisandiniste, sont basés au Nicaragua même, et non pas au Honduras, comme l'affirment les autorités de Managua et les paysans honduriens vivant près de la frontière. Les déclarations faites mardi par M. Arriaga semblaient accréditer la thèse de Managua.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

M. LI PENG EN EUROPE DE L'EST. — Arrivé, le mercredi 15 mai, à Berlin-Est pour une « visite d'amitié » de six jours en RDA, le vice-premier ministre chinois doit également se rendre en Pologne et en Hongrie. Cette tournée de M. Li Peng, qui se trouve à la tête d'une importante délégation, portera essentiellement sur les relations commerciales entre Pékin et les pays voisins. M. Li Peng doit également se rendre en juin à Moscou, où il avait rencontré en mars M. Gorbatchev à l'occasion des obsèques de Tchernomko. — (Reuters.)

El Salvador

LA GUERRILLA REVENDIQUE L'ENLEVEMENT DE TREIZE MAIRES DEPUIS FIN AVRIL. — Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN, guérilla) a revendiqué, mercredi 15 mai, l'enlèvement des maires de deux localités du Sud-Est du pays, portant ainsi à treize le nombre de maires séquestrés depuis la fin du mois d'avril. Les deux derniers sont les maires de Jucuaran et de San-Dionisio, dans le département d'Usulután. — (AFP.)

Indonésie

CONDAMNATION. — M. Mohammad Sami, ancien ministre, a été condamné mercredi à dix-neuf ans de prison pour participation aux attentats à l'explosif contre des biens appartenant à des Chinois à Djakarta, en octobre 1984, qui avaient fait deux morts et seize blessés (le *Monde* du 14 mai). M. Sami, âgé de soixante-trois ans, ministre de l'Industrie de 1966 à 1968, a nié sa participation et fait appel. Selon l'accusation, il avait aidé à planifier et financer la série d'attentats contre deux bâtiments de la Banque Central Asia (BCA), dirigée par l'homme d'affaires chinois Liem Sioe Liong, et un commerce de détail appartenant à un Chinois. Par ailleurs, un autre tribunal de Djakarta a condamné mercredi six autres des neuf accusés dans cette affaire à des peines d'emprisonnement de dix à dix-sept ans. Deux autres accusés sont toujours en cours de jugement, dont le cerne présumé de l'opération, M. Tasrif Tasikal. — (AFP.)

Philippines

LES COMBATS A MINDANAO. — Vingt-neuf personnes ont été tuées, mardi 14 mai, lors

d'une attaque de la guérilla communiste à Davao, dans le sud de l'île de Mindanao, a annoncé le commandement régional de la police. Treize autres cadavres, ceux de rebelles, ont été découverts, mercredi, à proximité du poste de police attaqué mardi à l'aube par cent cinquante hommes de la Nouvelle Armée du peuple (NPA), ajoute la police. La NPA, qui compte environ douze mille hommes, est l'alle militaire du Parti communiste philippin (CPP) insurgé. — (AFP.)

Vietnam

VISITE D'HOMMES D'AFFAIRES FRANÇAIS. — Un groupe de vingt-cinq hommes d'affaires français quitte Paris, ce jeudi 16 mai, pour Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), pour une mission d'une semaine dans l'ancien capitale du Sud-Vietnam, a annoncé, mercredi, la direction des relations économiques extérieures (DREX) du ministère de l'Economie et des Finances. Cette visite, de caractère privé, est la première de cette importance regroupant des hommes d'affaires français au Vietnam depuis 1975. Elle répond à une invitation du comité populaire (municipalité) d'Ho-Chi-Minh-Ville.

plusieurs

Les ordonne

A L'ASSEMBLEE les extrémistes de aujourd'hui de br déclare M. La

1550 من الاصل

politique

LA TENSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Plusieurs magasins saccagés à Ponérihouen

La tension persiste dans la localité de Ponérihouen (côte est), où des militants du FLNKS ont saccagé pendant quelques heures, mercredi soir 15 mai, un commerce local. Les indépendantistes réclament le départ d'une quinzaine de Wallisiens venus travailler sur la propriété d'un membre de la famille de ce boucher, dans le cadre d'un plan territorial de lutte contre le chômage. Leur ultimatum avait été fixé à 16 heures, ce jeudi 7 heures, heure de métropole. Entre-temps, la manifestation du sous-préfet de la côte est, M. Alain

Gélin, et du ministre territorial de l'éducation, M. Della Wema, avait permis d'aboutir à un accord selon lequel, à partir de lundi, les travailleurs wallisiens seraient remplacés par des chômeurs de la région d'origine mélanésienne. Mercredi soir dans la même localité, des incidents avaient éclaté lors de la dispersion d'une manifestation du FLNKS : un magasin avait été incendié et plusieurs autres saccagés.

Au-delà de l'aspect social du conflit, invoqué par le FLNKS, qui réclame en priorité

l'embauche des chômeurs canaques, les dirigeants indépendantistes expriment des craintes de plus en plus vives à propos de la présence des Wallisiens sur la côte est. Selon M. Jean-Marie Tjibaou, chef du mouvement indépendantiste, plusieurs groupes de Wallisiens armés circulent actuellement sur la côte est : « Il y a des mouvements de fusils dans la région, a-t-il déclaré. L'approche de notre congrès, des 25 et 26 mai à Hienghène, ne se demande bien à qui ils sont destinés. »

LA CAMPAGNE D'EXPLICATION DE M. PISANI

« Les ordonnances constitueront des cliquets anti-retour »

De notre correspondant

Poinindimi. — Dans les jardins de la subdivision administrative est qui surplombent le lagon, l'ambiance est détendue. Allongé sur l'herbe, le député du gouvernement, M. Edgar Pisani, profite du soleil de l'automne austral. Un peu plus loin, des Melanésiens sont assis en cercle et discutent en français ou en langue vernaculaire. Ce sont les maires de la subdivision est, que le député du gouvernement a réunis le mercredi 15 mai dans le chef-lieu administratif de la région, pour leur expliquer les détails du projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie.

Toute la matinée, au cours d'une réunion à huis clos, membres de l'administration et élus locaux ont échangé leur point de vue sur la régionalisation et la décentralisation que devrait consacrer le nouveau découpage du territoire. Les six maires de la côte est sont représentés : Ponérihouen (en la personne de l'adjoint au maire, celui-ci étant suspendu depuis le 18 novembre dernier), Poinindimi, Touha, Pouébo, Ouégoa et, bien sûr, Hienghène, dont le maire est le chef de file des indépendantistes, M. Jean-Marie Tjibaou.

Des quatre régions prévues dans le projet de loi gouvernemental, celle du Nord sera certainement la plus difficile à mettre en place, car les institutions dont elle sera dotée devront concilier les intérêts et les volontés des deux zones composées par des communautés opposées politiquement et ethniquement : les électeurs européens de la côte nord-ouest et les Melanésiens de la côte est. Sur le plan communal, l'objectif de la nouvelle loi est clair : il s'agit d'instaurer une décentralisation visant à diminuer l'influence de Nouméa au profit des régions et des communes, en donnant à celles-ci davantage d'autonomie de gestion.

Le député du gouvernement est accompagné de plusieurs experts fraîchement débarqués de métropole : « Ces hommes, précise M. Pisani, essayent de mettre sur pied des solutions qui puissent convenir à un Etat en cas d'indépendance. » Les problèmes à résoudre, que ce soit l'avenir politique du territoire, concernant la production agricole qui est insuffisante, la centralisation qui est excessive, le chômage qui est important, le système fiscal qui n'est pas bon, ainsi que le problème foncier qui n'est pas résolu, dit l'ancien ministre du général de Gaulle.

Le choix du futur chef-lieu constitue un tel problème : ce centre sera-t-il sur la côte ouest (anti-indépendantiste) ou sur la côte est, dont les maires appartiennent en majorité au FLNKS ?

« Cela donnera lieu à des batailles homériques », prévoit M. Pisani. Il en ira de même de la mise en place des institutions régionales et de l'attribution des compétences qui seront les leurs. « Ce sera, explique-t-on dans l'entourage de M. Pisani, le rôle des ordonnances. Les premières d'entre elles seront d'ordre institutionnel. Elles constitueront de véritables cliquets anti-retour qui auront pour but de faire évoluer les structures politiques mais surtout les structures économiques et sociales. »

Les réponses que se propose de faire M. Pisani sur les questions liées à la décentralisation trouvent un écho favorable parmi les élus de la côte est. « Ma plus grande crainte, explique toutefois M. Tjibaou, à la fin de la réunion, concerne la répartition des richesses. Le congrès devra être en mesure de garantir une répartition plus équitable. Car, aujourd'hui, dit-il, c'est catastrophique. »

« Il veut nous embobiner »

A Pouébo, mille cinq cents habitants, à 450 kilomètres de Nouméa, les soucis sont essentiellement agricoles. « Chez nous, explique le maire, membre du PALIKA (Parti de libération kanak), la tendance dure du FLNKS, l'agriculture est une question de survie. Même si on s'organise en coopératives pour produire des ananas ou des bananes moins chers qu'ailleurs, les grosistes préfèrent toujours, par souci d'économie, aller les chercher le plus près possible de Nouméa. C'est pourquoi il faudrait que les régions puissent avoir la possibilité d'exporter elles-mêmes ce qu'elles produisent sans passer par Nouméa. »

Dans ce domaine, l'ancien ministre de l'Agriculture, allier les champs et la mer, n'est pas un poisson dans l'eau. Il ne se lasse pas d'évoquer les structures à instaurer et les aménagements à prévoir. Le maire de Pouébo le regarde, perplexe, devant les subtilités d'une « indépendance » qui ne se concrétiserait que par le truchement d'un organisme centralisé à l'échelle territoriale, mais accessible aux régions, qu'évoque M. Pisani. Les questions sont nombreuses, mais la contradiction reste limitée, car les maires de la côte est sentent que l'émphatique haut-commissaire va dans leur sens.

Il n'est pas de même lorsque, après le repas sur l'herbe de la résidence du sous-préfet, M. Pisani a face à lui une vingtaine d'entrepreneurs, d'éleveurs, de petits patrons,

dont les préoccupations traduisent surtout l'insécurité ambiante.

« Monsieur le haut commissaire, interpelle un entrepreneur en travaux publics, nous avons fait la démonstration qu'on s'accepte mutuellement ici, sur la côte est, entre Melanésiens et Européens, sinon on se serait réfugiés depuis longtemps dans les murs de Nouméa. Des qu'on peut le faire, on recommence à travailler, on remet du matériel en tribu : cela c'est une preuve de confiance, mais on est trop souvent obligés d'arrêter nos travaux parce que surgit un problème imprévu, parce qu'un palan a été mal fait ou autre chose... Le mois dernier, on a travaillé seulement une semaine, sur quatre. Alors ? » Le problème est politique, répond sans hésitation M. Pisani. Quand les gens posent

des bombes, ils créent les conditions pour la paralysie. Il faut donc se mettre au travail sur le plan politique et engager le débat. »

« Nous, monsieur le ministre, la politique on la laisse aux politiciens, répond l'entrepreneur. Ce qu'on veut, c'est travailler tranquillement et, pour l'instant, on ne peut même pas le faire. »

Le dialogue n'est pas facile. Il est encore moins lorsqu'il s'agit d'expliquer aux éleveurs l'intérêt des baux ruraux par opposition à la propriété privée. « La terre, dit M. Pisani, doit être un outil devant permettre d'entrer dans une économie d'échanges. » Dans la salle, la médiane domine. « Il veut nous embobiner », dit l'un. « Il répète toujours la même chose », dit un autre. M. Pisani a été pas de ses peines.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

ANCIEN MAIRE COMMUNISTE DE SÈVRES

M. Fajnzylberg propose la réunion d'« états généraux » autour du PS

L'appel au rassemblement, lancé par le PS, rencontre des échos parmi d'anciens communistes, qui avaient rompu avec le PCF ou avaient été écartés par sa direction en raison de leur désaccord avec sa politique anti-unitaire. Rencontre communiste, que préside M. Henri Fajnzylberg, ancien député, ancien secrétaire de la fédération communiste de Paris, appelle, depuis le lendemain des élections européennes de juin 1984, à soutenir le

Parti socialiste, seul porteur, à ses yeux, des espoirs de la gauche.

M. Roger Fajnzylberg, qui s'était séparé de Rencontre communiste en septembre 1984 et qui est, à présent, membre du bureau du club Espace 89, propose la réunion d'« états généraux » départementaux et régionaux, qui permettraient à ceux qui sont prêts à accompagner le PS dans la bataille de 1986

d'exprimer et de faire prendre en compte leurs aspirations. Maire de Sèvres (Hauts-de-Seine) de 1977 à 1983, exclu du PCF en raison de son appartenance à Rencontre communiste, à l'automne de 1981, M. Fajnzylberg avait dû, aux élections municipales de mars 1983, affronter une liste communiste au premier tour et il avait été battu par la droite au second tour. Il siège dans la minorité au conseil municipal de Sèvres.

« Que peut faire un élu, ancien communiste, soucieux de voir la gauche se maintenir ou pouvoir en 1986, mais qui, pour autant, n'adhère pas au PS ? »

« Un élu de gauche, ancien communiste ou pas, peut dire toujours et de plus en plus, à l'approche de 1986, qu'il faut absolument soutenir la politique actuelle, parce qu'elle est la seule qui puisse mener un pouvoir de gauche dans la France d'aujourd'hui, compte tenu du contexte international, des contraintes économiques et du rapport des forces réel dans le pays. »

Il est évident que nous sommes dans une situation radicalement différente des périodes antérieures, d'une part parce que, pour la première fois, ce sont un gouvernement et une majorité de gauche qui se présentent au suffrage universel ; ensuite parce que, contrairement à toutes les batailles politiques des trente dernières années, celle-ci ne se concrétise et ne se concrétisera certainement pas par une alliance des deux principales formations de la gauche, à savoir le PS et le PCF ; elle reposera, pour l'essentiel, sur le Parti socialiste.

« Pourquoi, alors, ne pas adhérer à ce parti ? »

« Je ne crois pas que la situation politique soit marquée par une évolution conduisant au rassemblement de tout le peuple de gauche dans un parti unique. La gauche est, aujourd'hui encore, diverse, et cette diversité doit s'exprimer dans la préparation des échéances. Ma perspective est celle d'un rassemblement autour du Parti socialiste et, essentiellement autour de la politique. »

« Le PSU perd sa section de Besançon. — M^{me} Paulette Kunschler, adjoint au maire de Besançon, et M. Roland Vito, conseiller municipal qui, au côté de M. Charles Fagot, avait conduit le conflit Lip, sont signataires, avec MM. Gilles Bertichy et Pierre Ruel, d'une déclaration constatant que, « malgré la présence d'un ministre au gouvernement, la baisse de l'influence électorale [du PSU] s'est poursuivie, pour atteindre un score très faible aux élections européennes de 1984 ». et que, « le PSU, aujourd'hui, n'a plus les moyens de peser de façon significative dans les choix politiques de l'heure. »

« Si ses dirigeants actuels rêvent d'un rétablissement du PSU à partir d'une attitude de plus en plus critique vis-à-vis du gouvernement, nous pensons, au contraire, que les risques de voir revenir la droite au pouvoir en 1986 nous obligent à faire front avec tous ceux qui acceptent encore, aujourd'hui, la rude tâche de diriger le pays. » déclarent les militants bisontins. — (Corresp.)

que qui a été menée par le gouvernement au cours de la législature.

« La continuation de cette politique dépend d'alliances dont le PS ne dit pas ce qu'elles seront après 1986. »

« Le Parti socialiste, depuis 1981, déclare soutenir les options du chef de l'Etat. C'est autour de ces options qu'il faut se rassembler. »

« Je constate que, depuis quatre années, ni le chef de l'Etat, ni le gouvernement, ni sa majorité n'ont traité les engagements sur lesquels ils avaient été élus. Contre vents et marées, ils les ont maintenus, dans des conditions difficiles, qui ont, certes, nécessité des adaptations, des initiatives nouvelles. Pour ma part, je suis tout à fait prêt à penser que les

choses continueront. Nous devons permettre qu'il en soit ainsi. »

« Comment concevez-vous le rassemblement : autour du PS et de sa direction, ou bien sous l'autorité du premier ministre ? »

Cette opposition ne me convient pas. Ce sont le groupe parlementaire du PS, ses militants, ses responsables qui, depuis 1981, ont assumé l'essentiel du combat politique de soutien à la majorité et au gouvernement. En même temps, le combat des législatives, pour rassembler très largement, doit être mené par le premier ministre. C'est lui qui est, avant tout, comptable de la politique développée par son gouvernement ; c'est lui qui subira les attaques de la droite, c'est lui qui aura à se justifier.

Le message du PCF

Le message délivré par M. Georges Marchais dans un discours à l'Assemblée nationale, le mardi 15 mai (le Monde du 16 mai), est, selon M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de son quotidien, « l'événement de cette période ». Ainsi en a décidé la direction du Parti communiste. Pourquoi pas ? Encore faudrait-il que le message fût clair.

De l'aveu même de M. Leroy, ce n'est pas le cas. Le directeur pourrait les commentateurs, qui, écrit-il le jeudi 16 mai, ont fait des « interprétations caricaturales » du texte du secrétaire général du PCF. Leur tort, selon M. Leroy, est d'avoir cru que « les communistes refuseraient toute collaboration avec les socialistes ». Faut-il donc penser qu'il n'en est rien ? Ce n'est pas si simple, puisque les communistes continuent à se déclarer en désaccord total avec les orientations du gouvernement, soutenu par le PS.

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du PCF, a expliqué, au cours d'une conférence de presse, à Dunkerque, ce qu'il avait voulu dire M. Marchais. « Il y a », a déclaré M. Lajoinie, une autre politique possible que celle que met en œuvre, aujourd'hui, le gouvernement socialiste et qu'un gouvernement de droite continuerait, dans l'hypothèse où on lui laissait les rênes du pays. « Le PCF, a-t-il ajouté, est « disponible pour participer au pouvoir avec d'autres forces politiques, pour contribuer à résoudre les problèmes du peuple et du pays. »

Les propos tenus au comité directeur du Parti socialiste, le 11 mai, et les contributions des différents courants au débat préparant le congrès de Toulouse ouvrent, en effet, une voie au PCF. Si les socialistes, en ne répondant pas à la question de leurs silences éventuels en 1986, admettent l'hypothèse d'un séjour dans l'opposition entre les élections législatives et l'élection présidentielle, les communistes peuvent se présenter comme les seuls défenseurs d'une perspective de gauche pour l'année prochaine. Le message serait alors le suivant : « Les socialistes renonçant, nous pas. »

La faiblesse, dans le discours du PS, est évidente. Le Monde du 14 mai, et les contributions des différents courants au débat préparant le congrès de Toulouse ouvrent, en effet, une voie au PCF. Si les socialistes, en ne répondant pas à la question de leurs silences éventuels en 1986, admettent l'hypothèse d'un séjour dans l'opposition entre les élections législatives et l'élection présidentielle, les communistes peuvent se présenter comme les seuls défenseurs d'une perspective de gauche pour l'année prochaine. Le message serait alors le suivant : « Les socialistes renonçant, nous pas. »

Il ne peuvent, dès lors, ni demander aux socialistes de se rallier à leur point de vue, ni faire campagne pour que la gauche continue dans la voie dont ils se sont eux-mêmes écartés et qu'ils ne cessent de dénoncer. Ils ne peuvent pas, non plus, reprocher à la fois au PS de se « rapprocher » de la droite et de la refuser toute alliance avec elle.

Un message ne peut être clair lorsqu'il dit une chose sans cesser d'affirmer la contraire.

P. J.

Propos et débats

M. Mauroy (PS) : les frères siamois du PS

M. Pierre Mauroy a déclaré le 15 mai à Marseille : « Le Parti socialiste vit actuellement une grande phase d'union. Il n'y a pas au sein de problèmes de courants, les principaux étant frères siamois. L'action gouvernementale actuelle représente des séquences nouvelles d'un même film. Le loi du rassemblement de la gauche est plus forte que n'importe quoi. »

M. Estier (PS) : toujours le socialisme

M. Claude Estier, député de Paris, directeur de l'Unité, organe officiel du PS, écrit dans son éditorial : « Le combat du Parti socialiste dans les prochains mois sera un combat pour gagner et non pas pour savoir ce qu'il fera s'il perd. N'en déplaise à tous ceux qui, ici ou là, plaident pour un repli, la perspective historique dans laquelle nous nous situons s'appelle toujours le socialisme. »

M. Debarge (PS) : les électeurs communistes

M. Marcel Debarge, secrétaire national du PS, a estimé mercredi que l'éditorial de M. Georges Marchais dans l'Humanité du même jour traduisait « l'incertitude de la direction du PCF quant à l'application de la ligne du XXV^e congrès [...] C'est révélateur de quelqu'un qui est mal dans sa peau [...] Nous ne faisons pas d'alliance avec la droite [...] Nous sommes ouverts à toutes les coalitions qui permettront au Parti socialiste, parti majoritaire, durablement à gauche, d'appliquer le contrat-programme que nous proposons en 1986. »

« Si la direction du Parti communiste le veut, elle y viendra, mais ce qui nous intéresse peut-être davantage que l'appareil de direction, ce sont les électeurs communistes, ce sont tous ceux qui sont dans l'environnement du PCF. »

M. Giraud (RPR) : les régionales

M. Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, a demandé que les élections régionales prévues en 1986 se déroulent avant les élections législatives, alors qu'elles doivent avoir lieu le même jour, ajoutant : « Nous ne voulons pas que les régions deviennent des dépotoirs, une sorte de classe de reculs des législatives, la régionalisation était une bonne idée, mais elle n'a été gâchée. » L'association qui regroupe les dix-sept présidents de conseils régionaux d'opposition « conteste formellement » les conditions de scrutin.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« Les extrémistes de tous bords tentent aujourd'hui de brouiller le jeu » déclare M. Laurent Fabius

La situation dans le territoire a fait l'objet de trois questions posées au gouvernement, le mercredi 15 mai à l'Assemblée nationale. M. Laurent Fabius a répondu aux deux premières.

M. Jacques Brunhes, député communiste des Hauts-de-Seine, avait estimé que les attentats de ces derniers jours « auraient pu être évités » mais que « les attentements du gouvernement et son seul souci de gagner du temps constituent autant d'encouragements pour les tenants de la vieille politique coloniale. »

Le premier ministre lui a répondu en soulignant qu'au moment même où les attentats étaient commis, le projet de loi sur l'évolution du territoire suscitait « un accueil relativement positif ». « Du côté des indépendantistes, a-t-il souligné, se dégage une option majoritaire en faveur du vote et des nouvelles institutions. Quant au président du conseil de gouvernement, M. Dick L'Heuzé, il a annoncé publiquement la participation de son mouvement aux prochaines élections dès lors que le vote se déroulerait régulièrement. Face à cette ouverture, a ajouté M. Fabius, les extrémistes de tous bords tentent aujourd'hui de brouiller le jeu et de faire échouer la solution raisonnable que souhai-

tent l'immense majorité des habitants du territoire. »

La réponse du chef du gouvernement à la question de M. Gabriel Kasperen fut beaucoup plus polémique. Le député RPR de Paris avait accusé le gouvernement d'avoir perdu « le contrôle de la situation ». M. Pisani de « être » plus le garant de l'ordre mais bien plutôt un facteur de trouble. M. Fabius lui-même de ne pas connaître la Nouvelle-Calédonie et de prendre « dans l'arbitraire et le silence des bureaux » des « décisions chaque jour plus irréfutables. »

« Je ne puis admettre que l'on fasse de la petite politique sur le dos des victimes », a vivement rétorqué le premier ministre, en accusant à son tour M. Kasperen d'avoir « trahi la réalité », au milieu des exclamations de nombreux députés de l'opposition.

La troisième question a été posée par M. Georges Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine, selon lequel la justice se montre trop bécotillante à l'égard du chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, cité à comparaître le 10 mai (le Monde daté 12-13 mai). C'est le garde des sceaux qui lui a répondu en lui reprochant d'oublier l'indépendance de la magistrature.

(Publié)

UNICEF

Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide fournie par l'UNICEF (ou FISE-UNICEF) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'une manière ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au :

COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF

SERVICE DE L'INFORMATION
35, rue Frédéric-David, 75018 Paris
Tél. : 624-60-00

Vos témoignages ou vos documents personnels (photos notamment) enrichiront une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

16. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « De guerre lasse », de Françoise Sagan.
15. A travers le monde : la 12^e Foire de Jérusalem. 16. Essais : les infortunes de Vassili Rozanov.

Le Monde DES LIVRES

Lawrence d'Arabie ou la recherche scrupuleuse de l'ascèse

Il y a cinquante ans mourait, dans un accident de moto, l'auteur des Sept Piliers de la sagesse. Intellectuel rêveur, esthète, anticonformiste, champion de jefine, il conduisit auprès de Fayçal la révolte arabe contre les Turcs.

« **D**ÉJEUNER mardi pluvieux au beau chalet quinze cents mètres Bovington Camp. » Tel est l'ultime message que, le 13 mai 1935, T.E. Lawrence adressa au monde extérieur, avant de repartir pour Clonds Hill, son bien nommé pied-à-terre dans la vie, sur une fameuse moto Brough, qu'il aimait, comme ses chamelles, pousser à ses limites.

Repas sauté, une fois de plus, car un autre rendez-vous l'attendait (qu'il semble, lui aussi, avoir attendu) sous forme d'un accident fatal, dont les circonstances demeurèrent énigmatiques : ainsi, même in extremis, T.E. avait réussi sa sortie et brouillé les pistes !

Espégle et inventif en diable, il avait, sa vie durant, pratiqué, parfois à ses dépens, toutes les variantes du jeu de cache-cache avec autrui, épaississant à plaisir, avec autant de désinvolture que de provocation, le mystère permanent qu'il était pour son entourage, mais gardant secrètes, sauf pour de rares amis, de multiples facettes d'une personnalité infiniment complexe. « *Tout homme est une licorne* », écrivit-il un jour, et il en était la

démonstration grandiose : nature hypersensible et contemplative, mais voyageur et aventurier dans l'âme, toujours prêt à se jeter des défis et à les relever ; intellectuel rêveur, mais homme d'action d'une redoutable efficacité ; aussi à l'aise dans un texte grec ou une bibliothèque que sur un site archéologique, mais capable de faire 400 km à bicyclette et d'égaliser les Arabes en endurance dans un raid à dos de chameau ; esthète épris de poésie et de musique, mais soucieux de résister le grand soleil à la barre fixe ; ami scrupuleux et délicat, mais parfait anticonformiste dans la vie courante et s'entendant comme personne à cliver le réel par un humour irrésistible...

Des années d'errance heureuse

Or à cet être pétri de dons, d'intelligence et d'idéal, il fut donné de vivre la plus mirabolante des aventures. Tandis que l'Europe jetait des millions d'hommes à la bête des tranchées et au massacre, lui risquait certes chaque jour sa vie, à l'œuvre auprès de Fayçal à la

libération de tout un peuple qu'il aimait, et à mener jusqu'à Damas la vague triomphante de la révolte arabe. Cela succédait à des années d'errance heureuse au Proche-Orient où, dès ses premiers voyages en quasi-mendiant, puis lors de ses séjours sur les bords de l'Euphrate aux fouilles de Carchemish, il avait découvert avec enchantement un mode de vie à sa convenance, « *comme un grand jeu* » qui le charmait. La conjonction de ces expériences et de son génie devait donner un livre qui marque pour la vie quiconque s'en apprend, et que, tel un mirage familier, on n'en finit pas de scruter.

A trente ans, T.E. offrait au monde avec les *Sept Piliers de la sagesse* l'épopée moderne la plus flamboyante, et l'une des œuvres en prose les plus parfaites qu'on ait jamais écrites !

Il réalisait en même temps une ambition fondamentale. Depuis l'enfance, il vouait aux livres un amour passionné : c'était un lecteur dévorant à la vaste mémoire, et l'artisan en lui rêvait de se

retirer pour fabriquer de beaux ouvrages à l'ancienne. Mais aussi, il le confessa : « *Je n'avais eu qu'un grand désir dans mon existence : pouvoir m'exprimer sous quelque forme imaginative... mais mon esprit trop diffus n'avait jamais su acquiescer à une technique... Le hasard à la fin, me jeta dans l'action... m'offrit par la Révolte une chance en littérature, l'ars sans-technique.* » Il se rend compte que « *l'histoire qu'il a à conter est la plus splendide jamais donnée à un écrivain* », et se met au travail, initialement en vue de faire « *le livre-pour-bâir-la-maison* », la maison où se retirer pour écrire.

Pour ce faire, il s'invente une formule de vie et une méthode de

travail originales. L'acte d'écrire ne se concevant pour lui que pur, désintéressé et sublime, la première condition est de faire table rase de ces ennemis permanents et méprisés que sont l'argent, la célébrité, la triviale nécessité de gagner sa pitance. L'antidote, c'est un dénuement qui confine à la pauvreté, ainsi qu'une préparation physique et spirituelle particulière, presque une mortification.

Supprimer le sommeil, s'affamer soigneusement

La sale question de l'argent d'abord. Elle lui donne la nausée : « *Je n'en ai pas du tout, et je n'ai jamais travaillé, ni ne travaillerais, pour en avoir.* » Il suffirait que le fameux Lawrence d'Arabie accordât aux journaux quelques interviews pour qu'on lui fit des ponts d'or. Mais justement, argent et célébrité se rejoignent dans un même opprobre, car T.E. s'est interdit de toucher le moindre dividende, matériel ou moral, de l'aventure arabe ! Il reste donc dans une dramatique impécuniosité — et quand par hasard un ouvrage littéraire lui rapportera quelque argent, il s'empressera de le donner ! (Plus tard, avec une logique inattaquable, il trouvera, en s'engageant comme simple soldat dans l'armée, la solution unique à ces épineuses questions : ce sera certes une sorte de suicide spiri-

tuel et « *la dernière étape avant la maison de fous* » ; du moins rapportera-t-il de cet âge des casernes un autre livre chèrement payé : *la Morice*. Apôtre du dénuement matériel, qu'il estime une excellente chose dans la vie comme en voyage, il accède à la liberté de qui n'a pas de besoins. Par exemple, « *son* » chalet — qui est aussi la propriété de tout visiteur — est « *meublé d'un lit, un vélo, trois chaises, cent livres, un phonographe de qualité, et une table.* » Les disques et la moto resteront les seuls luxes.

Sur cette base va pouvoir s'organiser une mise en condition physique et spirituelle susceptible de produire l'espèce d'état second, de surchauffe mentale, requis par l'écriture : en fait, une véritable ascèse. En premier lieu, la solitude : « *C'est tout à fait seul que je travaille le mieux, quand je ne parle à personne pendant des jours* », disent les *Lettres*. Puis la réduction ou la suppression systématique du sommeil (un domaine où T.E. s'était éduqué en Orient, et où il montrait une résistance phénoménale), assortie de longues et exténuantes séances de travail : parfois, 30.000 mots sont écrits en 24 heures, et le livre VI des *Sept Piliers* lui rédige entièrement entre deux levers de soleil.

JACQUES DARS.

(Lire la suite page 15.)

Un tour chez Norvège

Le poète Norvège, qui a été chanté par Jeanne Moreau, vient de publier les *Coq-à-l'âne* et le *Sac à malices*. Nous l'avons rencontré dans le midi de la France, où il s'est retiré depuis trente ans.

SUR la route de Cagnes à Venise, Norvège habite une maison blanche et longue. Elle regarde Saint-Paul et, dans l'encadrement d'une fenêtre, on n'échappe pas à une carte postale vivante. Chez lui, comme il fut amicalement, de beaux objets sommoient. Il les prend dans ses mains, avec les gestes précis du professionnel, les caresse, tel un amateur de chats. Il a pour chacun un sourire, une formule : « *Cette tête d'ange, en pierre, c'est la rencontre de l'esprit critique, les yeux, et de la béatitude, la bouche. Descartes et saint François d'Assise... Vous n'avez jamais ça dans la sculpture chinoise.* »

Il la repose doucement, désigne un tableau aux couleurs sourdes. Des murailles et des personnages hautains. La femme de Norvège, Denise Perrier, est peintre.

« *Bonjour, Norvège. Un homme solide, et qui rassure dès l'abord. Sa taille est d'un bel arbre, que*

la foudre élit mais n'abat point... Un profil taillé pour les médailles, et qui serait d'un Romain si la Renaissance n'y avait gravé ces traits de noblesse où la hauteur à la gentillesse s'allie. » Ce portrait de Norvège (1), par Robert Rovini, date de 1956. Même si le temps a blanchi ses cheveux et pesé sur lui, Norvège est toujours vert, aimable, bien planté. Les mains posées sur une table ronde en marbre, il a accepté de remonter très loin en arrière, jusqu'à son enfance, et au-delà.

Avec Henri Michaux dans la cour de l'école

« *Je suis né en 1898, à Bruxelles. Mon nom est Mogh. Comme je travaillais dans une affaire de tissus, entre Verviers et Paris, et qu'on aurait mal pris mes activités de poète, j'ai dû prendre un pseudonyme. Pour*

quot « Norvège » ? Je m'intéressais aux timbres-poste. En norvégien, Norvège se dit « Norge ». Le mot m'a plu. Mes ancêtres étaient huguenots. Ils quittèrent Bar-le-Duc et La Rochelle après la Révolution, et allèrent en Hollande. Les puritains hollandais les persécutèrent. Ils choisirent la Belgique. Je me sens toujours belge et entièrement français. Au collège Saint-Michel de Bruxelles, chez les jésuites, j'eus Henri Michaux comme camarade. Nous jouions ensemble dans la cour. Il était déjà avare de confidences et ne s'intéressait qu'aux insectes et aux caractères chinois. Je l'ai ensuite perdu de vue, puis retrouvé un jour à Paris. Engagé par l'éditeur Simon Kra, Michaux avait un emploi modeste. Il livrait les volumes en irapporteur. Je me souviens de lui, en salopette grise, emballant des livres ou fond d'une cave. Sans l'avoir souvent revu, j'ai croisé par

fois. Il ne m'a jamais parlé de ma poésie. »

A quinze ans, Norvège écrit ses premiers poèmes. Il rencontre Franz Hellens, qui dirige le *Disque Vert*, Paul Neuhuys, responsable de *Ça Ira*, une revue publiée à Anvers à partir de 1920. Il côtoie Odilou-Jean Périer, un poète mort à vingt-sept ans (2), Pierre-Louis Flouquet, disciple de Bloy, Clément Pansaers, le dadaïste, auteur de *le Pan Pan au cul du nu nègre* (3). Norvège fonde avec Raymond Rouleau, Tania Balachova et Jean Servais, une compagnie théâtrale, Le Groupe libre, qui monte sa pièce, *Tam Tam*.

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Norvège*, par Marc Alyn et Robert Rovini, Seghers.
(2) Norvège a préfacé la réédition de son *Passage des anges*, Ed. Jacques Antoine.
(3) Marc Dachy va publier aux Ed. Gérard Lebovici les écrits complets de Pansaers, sous le titre de *Bar Nicot* et autres textes dadas.

"Tout mémorialiste de talent est d'abord un bon portraitiste, Chevtchenko possède ce don de montrer les hommes."

JEAN-FRANÇOIS REVEL / LE POINT

"... un document capital..."

ANNE KRIEGLER / LE FIGARO

Arkadi Chevtchenko

Rupture avec Moscou

PAYOT

99 F.

LA VIE LITTÉRAIRE

LES PRINTEMPS
DE L'IMPRIMERIE DE CHEYNE

Chaque année, en avril, l'imprimerie de Cheyne (43400 Le Chambon-sur-Lignon) célèbre à sa manière la venue du printemps en proposant aux amateurs de poésie une poignée de recueils de poèmes dans lesquels le raffinement des textes n'a rien à envier à l'élégance de la typographie et à la sobriété de la présentation des volumes.

Bourlingueur pendant quelques années, professeur et traducteur à l'occasion, Jean-François Manier a fait un peu tous les métiers avant de s'établir imprimeur en 1978 et de créer, deux ans plus tard, une maison d'édition dont la vocation première est de « servir la poésie ».

« Nous recevons actuellement, dit Jean-François Manier, près de trois cents manuscrits par an, parmi lesquels nous sélectionnons les quatre ou cinq titres que nous publierons la printemps suivant. Nous avons le privilège de n'éditer que ce que nous aimons, sans avoir à tenir compte de considérations commerciales. Nous essayons d'élire, en premier lieu, des poètes contemporains méconnus et n'hésitons pas à prendre le risque d'imprimer un premier recueil si nous croyons en l'auteur. Il nous faut, en règle générale, trois ans pour diffuser les cinq ou six cents exemplaires que nous imprimons de chaque titre ».

« Mais des livres comme pendant que les autres ne sont pas moi, d'André Breton, et la parole est fragile, de Jean-Michel Maulpoix, ont été épuisés en quelques mois grâce à la confiance et à l'aide de libraires que nous visitons nous-mêmes. Nous parlons sur le long terme et ne tenons pas à trouver des « locomotives ». Au mois d'octobre prochain, nous sortirons les deux premiers volumes de Poèmes pour grandir, une collection de livres de poésie pour enfants ».

La catalogue de cet éditeur-typographe à l'ancienne est à la hauteur de ses ambitions. Beaucoup de jeunes poètes, six titres épuisés, et des auteurs de la qualité de Jean-Pierre Siméon, Prix Arnaud 1984 pour *Fuite de l'immobilité* (1), et Danusius Bytniewski (2). Dans un court texte, Jean-François Manier précise les intentions esthétiques de l'imprimerie de Cheyne : « Un poème doit se montrer sans artifice, avec la rigueur et la simplicité d'une composition typographique : on relève la chaise du marbre comme on relit son poème, et si l'ensemble tient debout, sans faiblesse, il portera message ».

Quant aux crûs 1985 de l'imprimerie de Cheyne, ils ne manquent pas de bouquet, et il fait bon les déguster. Le *Beau Temps*, de Jean-Marie Béraud (64 pages, 56 F), est une promenade mélancolique sur des terres d'après-neige où s'inscrivent volontiers les visages des morts. Ce poète pudique réunit ses crûs, mais il ne peut réprimer ses sourires déçus.

Dominique Sorrente s'essaye, quant à lui, de jongler avec la Comédie obscure (58 pages, 56 F), aux « poèmes mortels du livre des saisons ». Ses courts textes sont fausement aimables. Il voudrait que ses poèmes deviennent la « réserve d'oxygène » de ceux qui les liront. Patricia Castex Menier, qui publie avec *Questions de lieu* (64 pages, 56 F) son huitième recueil, semble écrire avec un compte-gouttes. Chaque mot est comme suspendu dans l'espace de la page blanche. Mais derrière l'apparente sécheresse du style, la vie éclate, grésante.

Le dernier livre de Cheyne a pour auteur Jean-François Manier lui-même. Comme la reine qui le dépla pour rime, 56 F) révèle un homme dont l'inquiétude se veut insoupçonnée à l'ordre de la nuit. « En moi d'autres s'embourbent, dit-il, m'enlaidissant, constatant ce poète, qui, armé de silence et de solitude, défie des terres d'amour fou ».

PIERRE DRACHLINE.

(1) « Le Monde des Livres » du 10 août 1984.
(2) *La nuit remonte la mémoire* « Le Monde des Livres » du 30 septembre 1983.

Conversation

avec Cioran

Découvrir outre-Rhin de l'œuvre de Georges Bataille, Gerd Bergfeth a interviewé en allemand E.-M. Cioran. Le texte de ce passionnant entretien (*La chance de la littérature allemande*, dédicace, par exemple, Cioran, est d'avoir eu au départ un sceptique comme Montaigne au lieu d'un hystérique comme Luther) vient de paraître.

Cet ouvrage, coédité par l'Institut français de Tübingen — que dirige J.-J. Le Rider — et un éditeur local (un exemple caractéristique des nouvelles orientations de notre politique culturelle en RFA) inaugure une collection franco-allemande « Tübingen Rive gauche ». Quatre titres annuels prévus. Prochaine parution : un essai par Hubert Fichte (un roman : *Puberté*, chez Gallimard) sur les journaux intimes de August von Platen (1796-1835), sur le thème de l'homosexualité (en français). — J.-L. de R.

* EIN GESPRACH, de E.-M. Cioran, Konstanzer Verlag, Göttingen (Postfach 1621, 7400 Tübingen).

EN BREF

• UN ÉLOGE DE VICTOR HUGO sera prononcé le 1^{er} anniversaire de sa mort, le 22 mai à 20 h 30, par M. Robert Badinter, ministre de la Justice, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne (1, rue Victor-Cousin, 75005 Paris).

• ALAIN ROBBE-GRILLET fait un exposé sur les rapports du vécu et de l'écrit dans son livre *Le miroir qui revient* et participe à une discussion qui sera animée par Gérard Genette, dans le cadre du séminaire de l'Institut des sciences et manuscrits modernes (CNRS) consacré au thème « L'auteur et le ma-

Céline

et son ambulance

dans l'exode

La revue *Le Lézard* réunit publie dans son dernier numéro quinze lettres de Louis-Ferdinand Céline. Dans un texte de présentation, Jean-Paul Louis souhaite qu'on puisse un jour publier l'ensemble d'une correspondance jusqu'à très disparée, source d'information essentielle pour « reconstruire la vie et la carrière de Céline, à condition de s'en tenir strictement à ce qui est écrit. On trouvera, dit-il, une sensibilité à la vie, agrémentée de très petites horreurs ».

Dans une lettre adressée le 23 juillet 1940 au directeur du service de santé à la préfecture de Seine-et-Oise, Céline s'explique sur sa présence dans le convoi d'évacuation de la mairie de Sartrouville lors de l'exode. « En cours de route, écrit-il, j'ai donné mes soins à d'innombrables blessés et malades. J'ai pu mettre en lieu sûr, à travers les bombardements, deux enfants d'un mois — à Issoudun, Cher (1). Enfin, au cours d'un long et très pénible périple (Sartrouville-La Rocheville),

manuscrit », le samedi 18 mai, à 14 h, à l'École normale supérieure (Salle Desnans), 45, rue d'Ulm, 75005 Paris.

• LE THÉÂTRE FRANCO-PHONIE. — La revue *Lettres et cultures de langue française* (ADELF, 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris), qui avait publié en 1983 un numéro spécial sur le théâtre francophone à travers le monde, le complète dans son numéro 3, sorti récemment (115 pages), avec des études sur les scènes algérienne, mauricienne et martiniquaise.

J'ai réussi à sauver de la destruction l'ambulance... » Le médecin précise aussi que tous les frais concernant le personnel et les malades en ambulance furent à sa charge.

Mais l'écrivain Céline, dont le génie se nourrit de toutes les débâcles, réapparaît au détour d'un paragraphe quand il écrit : « Curieux de nature, et si j'ose dire de vocation, j'ai été fort heureux de participer à une aventure qui ne doit se renouveler j'imagine que tous les trois ou quatre siècles ».

Dans la même numéro, on peut lire aussi un texte sur « La poésie de Céline », extrait d'un ouvrage à paraître d'Henri Godard, et des considérations savoureuses sur Paris, de Jean-Paul Louis, etc.

Toujours à propos de Céline, notons qu'une plaque à la mémoire de l'écrivain devait être apposée au 4, rue Girardon, à Paris, où l'auteur de *Mort à crédit* vécut de 1941 à 1944. Marc Laudou, directeur du *Bulletin célinien* (BP 70, B 1000 Bruxelles 22. Tél. 02/520-39-62), nous fait savoir que l'autorisation préfectorale a été retirée... — B. A.

* REVUE LE LÉZARD RÉVEUR. Ed. du Lézard (Tusson, 16140 Algre), n° 39, 45 F.

(1) Dans l'édredon, ce fait. — NDLR.

Du surréalisme

et du plaisir

à Royaumont

« Le surréalisme a nié toute différence entre ce que de degré entre plaisir érotique et plaisir esthétique », Armés de cette conviction, des chercheurs du CNRS et de Paris-VII, qui ont formé depuis 1975 l'équipe Champs des activités surréalistes, organisent à la Fondation Royaumont un colloque sur le thème « Du surréalisme et du plaisir ».

Sans faire du surréalisme l'avant-garde de l'utopisme, il s'agit pour les participants de préciser quelle forme de « plaisir jubilatoire » on peut y trouver — dans son courant majoritaire comme sur ses marges (G. Bataille). Les théorèmes psychanalytiques font une différence majeure entre l'érotisme et l'esthétique, notamment par le concept de sublimation, et elles impliquent qu'on trouve le plaisir sur le mode symbolique, ce qui ouvre une perspective tragique. D'autre part, toute une tradition philosophique a mis au centre de son questionnement la réflexion sur le plaisir. Ainsi veut-il sans doute la peine d'étudier de plus près ce qu'il en est de la « séduction esthétique », et d'interroger les conduites et les œuvres surréalistes, lesquelles s'interrogent elles-mêmes sur les plaisirs et prétendent en produire de plus vifs.

A Royaumont, du 28 au 31 mai, philosophes, psychanalystes, ethnologues, littéraires et historiens de l'art spécialistes du surréalisme apporteront chacun leur point de vue. Parmi les intervenants, on relève les noms de Jacqueline Chénieux, José Vovelle (mardi) ; Francis Marmande, René Riese-Hubert (mercredi) ; Robert Jouin, José Pierre, Pierre Fédida, Jean-Claude Mathieu (jeudi) ; Guy Rosolato, Eliane Formentelli, Claude Courtot, Marie-Claire Dumes (vendredi). — M. C.

* Informations à la Fondation Royaumont, Centre littéraire, 95278 Asnières-sur-Oise. Téléphone : (31) 035-30-16 et 035-89-18. Trains à la gare du Nord, direction Lézard-ches, à 9 h 23 le mardi et à 8 h 23 les mercredi, jeudi et vendredi. Descendre à Vismes, navette pour Royaumont.

Terres et hommes

du Centre-Ouest

A l'initiative du professeur Jean Pitié et du Centre de géographie humaine et sociale de l'université de Poitiers, un colloque, « Terres et hommes du Centre-Ouest », a été consacré, vendredi 10 et samedi 11 mai, « aux relations qui s'établissent entre le milieu et l'homme, plus particulièrement entre le milieu et l'œuvre littéraire ». Il s'agissait

de rendre hommage à l'œuvre des écrivains qui ont parlé du Poitou et des Charentes dans leurs écrits. Il a été question notamment d'Alfred de Vigny (Le Maine-Giraud), d'Honoré de Balzac (Angoulême), mais aussi d'Eugène Fromentin (La Rochelle), d'Ernest Pérochon (Niort), d'André Thauriat (Cognac), de Gaston Chérau (Saint-Maixent), de Jean-Richard Bloch (Poitiers), de Maurice Badel (Châtelleraut), de Maurice Fombeure (Vienne), de Pierre Loti (Rochefort), etc.

Jean Rousselot, Jean Demailier, Jean-Marc Soyaz, écrivains eux-mêmes poitevins, figuraient parmi les intervenants. A noter qu'un hommage particulier a été rendu à Ernest Pérochon (dont on célèbre cette année le centenaire de la naissance) en présence de son unique fille, Mme Simone Debanest, et de son petit-fils, Jean Pérochon, doyen de la faculté de droit d'Angers.

Le colloque s'est terminé dimanche 12 mai par une promenade géographique et littéraire à travers la Vienne et les Deux-Sèvres. — B. H.

Jean Pellerin,

le « fantaisiste »

La Revue des lettres modernes, l'écosystème (20 th) publie des textes réunis par Jean Burges sur « Jean Pellerin et l'école fantaisiste ». Ce cahier, auquel contribuent Pierre Tranchese, André Tardieu, Michel Décaudin ou Pierre-Olivier Walzer, éclaire un point d'histoire littéraire assez obscur : l'école fantaisiste (Carco, Derème, Pellerin, J.-M. Bernard, Vernet) fut « singulière » et reste difficile à définir.

Carco, dans *Francis Carco vous parle...* (Denoël, 1953) a parlé avec émotion de ses amis. Des souvenirs de Tardieu sur Pellerin, reproduits ici, évoquent, parallèlement, « la passion, heureuse ou mélancolique » de l'auteur de la *Romanes du retour*. Mort jeune, de tuberculose, en 1921, Pellerin laissait une œuvre pleine de grâce, de mélancolie, d'ironie.

Petits croquis, vers légers, poèmes-conversations, Pellerin a mis en musique la guerre et l'amour, la vie moderne. Un Cézanne, le jupon d'une fille en fleur... il montait ces riens en épingle. Comment chanter la paix retrouvée ? Comme ça :

« Un savon à la bergamote
Oublié naguère à Honfleur
Ma levure de cette guerre. »

R. S.

* JEAN PELLERIN ET L'ÉCOLE FANTAISISTE, in : *La Revue des lettres modernes*, Minard (73, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris), 233 p.

PROFESSION ECRIVAIN

SAMEDI 18 MAI
à 14 h et à 16 h

Anna HEBERT : dompter les démons
Rejean DUCHARME : l'illusionniste
Marie-Claude BLAIS : le feu sous les cendres

DIMANCHE 19 MAI
à 14 h et à 16 h

Gaston MIRON : le haut parler
Jacques FERRON : la polygraphie
Antoine MAILLET : les gages de la survie

SAMEDI 25 MAI
à 14 h et à 16 h

Michel TREMBLAY : mes cris de ma rue
Marcel DUBÉ : l'identité des miens
Gretchen GELINAS : le gagnant

DIMANCHE 26 MAI
à 14 h et à 16 h

Jacques THÉRIAULT : vivre pour écrire
Gabrielle ROY : une âme sans frontières
Jacques GODBOUT : le présent singulier

Films réalisés par Claude GODBOUT pour PRISMA, 1982.

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (71) - 551-35-73
Métro Invalides - Entrée libre

R. S.

Romans policiers

Préparez vos mouchoirs

• Jean Vautrin, que l'on a comparé à Queneau pour *Billy-Ze-Kick*, son premier roman, est en train de devenir le héros des romans populaires. Avant de lire les treize nouvelles de *Baby Boom*, préparez vos mouchoirs ! Tracy et Dunc n'ont pas d'enfant. Elle est en analyse. Le couple adopte Blanche, un « fouu baigneur » aux yeux glauques. Un boxeur, « l'Espoir des Pouilles », se fait sonner à Clermont-Ferrand. Il finit dans un hôpital. Une fillette regarde longuement un homme au restaurant. Le type, aussitôt après, a un accident de voiture et meurt sous un chargement de poupées qui parlent. Vautrin prend le tissu de la vie, des névroses et des angoisses. Il tire sur un fil, l'image se défait avec le tapis. Treize : rien que du meilleur. (*Baby Boom*, de Jean Vautrin. Mazarine, 278 p., 79 F.)

• Adolphe Belot, Jules Boulebert, Paul Bru, Jean-Louis Dubert de La Forest, Henri Karoul, etc., ces noms ne nous disent plus grand-chose. Aristocrates ou bourgeois écrivant pour le « peuple », ils ont laissé des livres aux titres alléchants : *les Mystères du confessionnal*, *les Forçats du mariage*, *la Pucelle de Belleville*, *les Compagnons du désespoir*... Certains, comme Gaston Leroux et Paul Féval, ont survécu. Michel Nathan présente une anthologie de l'âge d'or du roman populaire (1836-1914) où les extraits de romans sont classés en huit rubriques. De « la misère » aux « exploits patriotiques », les feuilletons revivent, dans « la boucoulade et la célébration des fantasmes ». (*Anthologie du roman populaire 1836-1914*, par Michel Nathan. 10/18, 374 p.)

• Jean-Paul Colin, agrégé et docteur en lettres, se propose de « cerner le roman policier français du début du dix-neuvième siècle à la fois comme naissance d'un genre littéraire authentique et comme structuration narrative originale ». Après Greimas, Todorov, Barthes, avec les concepts de la linguistique et de la sémiotique littéraire, il s'est attaqué aux mythes immortels, Lupin, Fantomes et Rouletabille. La théorie et son « jargon », appliqués à l'*Aigle crouste ou au Parfum de la dame en noir*, ne doivent pas empêcher les amateurs d'émotion et de mystère de relire leurs chers classiques. L'effort de Colin, peut-être, donnera-t-il aussi l'idée aux éditeurs de reprendre la livre plénière d'Antoinette Pesk et Pierre Marty, *les Terribles*, paru en 1951. (*Le Roman policier français archaïque*, de Jean-Paul Colin. Editions Peter Lang, 294 p., 150 F. On commande aux Editions P. Lang, 15, Jupiterstrasse, CH-3015 Berna.)



Image pour un roman populaire.

• Roger Bonniot consacre un gros ouvrage, érudit et passionné, à Emile Gaborieu (1832-1873), un enfant de la Seintonge, « le père, le précurseur du roman policier » (Kessell). Il rend ainsi justice à un romancier admiré par Disraeli ou Gide, dont presque tous les livres sont introuvables. En créant Lecoq, un enquêteur, Gaborieu connaît le gloire (*L'Affaire Larouge*, 1866). Il eut une carrière brève mais féconde, montre la voie à J. R. Corwell (le créateur de Nick Carter) et à Conan Doyle. Grâce à Roger Bonniot, après Sue et Dumas, cat « elchimiste » du mystère des grandes villes devrait séduire encore une génération. (*Emile Gaborieu ou la Naissance du roman policier*, de Roger Bonniot, préface de Roger Bonniot. Ed. Vrin, 540 p., 140 F.)

• Les Cahiers pour la littérature populaire ont dédié leur numéro 4 à Chasse. Avec un portrait de Maurice Périsse, un dossier sur les anniversaires de V. Hugo, par Stéphane Villard (de Lafargue aux « hugophiles »), cette livraison contient un ensemble très riche sur la collection « Angoisse » du Fleuve noir. La série aux couvertures signées Michel Gourdon publie des « angosseurs » de talent : Benoit Becker, Patar Randa, B. R. Bruss, Kurt Steiner, Pierre Suregne (Pierre Pelut)... Deux cent soixante et un romans, tous français sauf quatre, ont défini une école du fantastique originale, dans le France des années 50 et 60. (*Cahiers pour la littérature populaire*, chez R. Bonaccorsi, chemin des Eaux, quartier Tortel, 83500 La Seyne. Abonnement : pour quatre numéros, 150 F.)

● PORTRAIT

Un tour chez Norvège

(Suite de la page 9.)

Cette œuvre, un peu anarchoïste et pacifiste, s'inspire des idées de Romain Rolland ou de Stefan Zweig. Elle est créée à Bruxelles, en 1925. Une bande de jeunes iconoclastes (Nougé, Mesens, Goemans) manifeste violemment contre le spectacle. Le cheut (4) marque la véritable naissance en Belgique d'un groupe que, selon Nougé, l'on appellera « pour les commodités de la conversation », surréaliste. S'éloignant des aventures, Norvège a suivi son chemin tout seul. C'est pourquoi il reste, au fond, si mal connu.

Une réincarnation de Jarry

« La bagarre autour de Tam Tam o été terrible, dit Norvège, en riant. J'ai même gorgé longtemps une monche de la veste de Goemans, arrachée dans la bousculade. Goemans fut le véritable inspirateur du groupe surréaliste belge. Le plus doué. Je me suis détourné de Dada qui voulait détruire, détruire, ou risquer de dévorer ses propres enfants. Comment oublier Pansaers ? Il était une réincarnation effrayante de Jarry. Il souffrait d'être enfermé dans un corps et il est mort d'une horrible maladie. Je me suis rapproché de Flouquet, un pur, et d'Edmond Vanderkommen. Ensemble, nous avons fondé le Journal des poètes, qui existe encore, et les Cahiers blancs. C'est là que fut

publiée ma première étude sur Segalen. J'ai découvert Segalen par hasard, à Paris, grâce aux bouquinistes. Personne ne s'intéressait alors à lui. J'habitais un petit hôtel du quai Molaquais et je me promenais souvent le long de la Seine. Les quais étaient couverts de pavés en bois. Les sabots des chevaux y sonnaient étrangement. J'ai repéré Stèles dans une boîte. Le vendeur m'a dit qu'il devait en rester des exemplaires chez Plon. Là-bas on m'a vendu tout le stock, cent cinquante volumes, que j'ai distribué à mes amis. »

La crise du textile ferme les usines de Verviers. Norvège doit changer de métier. Il vendra même des émons. Pierre Seghers, en 1949, publie son recueil, *Les Râpes*. Il s'installe dans le Midi. Gallimard et Flammarion deviennent ses éditeurs. Pour comprendre Norvège, il suffit d'écouter Jeanne Moreau (5) chanter ses poèmes, *Fourni, le Mordeur, le Nombri...* On bien l'on doit ouvrir la *Langue verte* et les *Oignons*, ses deux livres manifestes. Le « chontre à la voix d'avenir » (Rovini) pèle les mots, les fricasse, débarbouille les images, saigne les clichés, désarticule le sérieux, s'adresse à tout le monde et, filant du coq-à-l'âne, a l'air de s'enchanter lui-même. Son art, fustement bonhomme, prend ses racines dans un loog passé, une tradition populaire et savante.

« La « langue verte », affirme Norvège, Ce n'est pas tout à fait

l'argot, cela naît grâce à une génération spontanée. La langue est, d'ailleurs, une création collective. Les mots représentent le trésor commun où chaque poète vient se servir. Regardez le mot « fleur », le mot « golet ». Ils sont parfaits ! Nous sommes des

horticulteurs qui replantons ce que d'autres gens, des inconnus, ont découvert. J'ai toujours eu la passion des vieux almanachs, de la littérature de colportage, des proverbes et des comptines. Le cycle de l'oignon est né d'un premier bulbe, en quelque sorte : « Dans l'ancien temps, les oignons faisaient rire et chacun venait les consulter... » Il y a aussi une *blogue belge* : « L'oignon fait la force. » Les poètes doivent rire, de temps en temps. On raconte que Voléry odorait les mauvais jeux de mots et fréquentait les bordels. A le lire, qui s'en douterait ? L'ort est fragile. Même une cathédrale est mortelle. Savez-vous que le fameux ange au sourire de Reims n'est qu'un mouloge ? Le visage imperissable a été mutilé par un obus, pendant la guerre de 14. Le mot « azur », le mot « suave », le mot « fleur », tant que l'on chantera en français, tiendront le coup. S'il pleut et que je ne peux pas aller faire le tour de mon jardin, je me console en relisant un sonnet des Amours de Théophile, de Marc de Popillon de Lasphrise, ce gascon, spadassin et sicaire, qui finit en implorant miséricorde (6). »

RAPHAËL SORIN.

(4) Voir *L'Activité surréaliste en Belgique*, de Marcel Maritain, La Bibliothèque des arts.

(5) Jeanne Moreau chante *Norvège* sur des musiques de Philippe Gérard. Disques Jacques Casati, distribution Disc Az.

(6) 1555-1599.

Le Monde
Six promenades
d'architecture à Paris



Guides et itinéraires
pour découvrir un Paris
ignoré des touristes

BON DE COMMANDE
« Promenades d'architecture »

Nom :
Adresse :

A renvoyer au Monde, Vente
et librairie, 5, rue des Italiens,
75421 Paris Cedex 09
avec votre règlement
(55 F, frais d'expédition inclus).

● POÉSIE

Les angoisses fertiles de Patrice Delbourg

Un moraliste frondeur que toute discussion « accable » et qui fustige le triomphe des apparences et de la mesquinerie.

PATRICE DELBOURG émigra de lui-même lorsqu'il comprit qu'il ne deviendrait jamais Buffalo Bill ou Roger Piantoni. La poésie, qu'il pratique par goût de l'estocade, ne le console pas tout à fait du Far-West ni du football mais lui laisse le loisir de fertiliser ses angoisses.

Ses précédents recueils (1) avaient révélé un penchant pour les banqueroutes nocturnes quand les jeux anthropophages des amants se meurent parce qu'il est impossible d'aimer en un temps où l'homme respire de guingois. Un livre (2), pigmenté de rêves, ne nous avait rien caché de sa pratique d'un cinéma qu'Eluard, dans ses *Lettres à Gala*, qualifiait d'obscur et que Patrice Delbourg considère comme un moyen agréable de limiter sa consommation de barbituriques.

Si la peau pouvait se miser

Absence de pedigree assemble poèmes et nouvelles dans lesquels la mort, toujours inconnue, rde comme une femme devenue amnésique par orgueil. Patrice Delbourg serait peut-être devenu moine si les monastères avaient conservé leur réputation de libération et de silence. En attendant de se retirer d'une vie qui ne le déçoit même pas car il n'en attendait rien, il se terre dans des hôtels borgnes où chaque bruit le ramène à « toute une vie de complexités perdues ».

En cherchant « des bouts d'histoires dans les tiroirs de la table de nuit », cet auteur, qui avoue volontiers : « toute discussion m'accable, chaque geste me coûte », laisse filtrer entre ses lèvres des cris d'amour si purs qu'on les croirait échappés d'une chanson des rues que l'on frodonne pour oublier que les déceptions sont des affluents de la mémoire.

● VOYAGES

Un franciscain chez les Mongols

Les sujets du petit-fils de Gengis Khan n'étaient pas, tout compte fait, si barbares.

EN 1253, Saint Louis envoie un moine franciscain à la cour du souverain mongol, petit-fils de Gengis Khan, maître d'un immense empire qui va de la Pologne actuelle jusqu'au cœur de la Chine. Ce moine, Guillaume de Rubrouck, n'est pas un ambassadeur, mais un missionnaire. Et surtout, il sait voir avec ses propres yeux, décrire et comprendre ce qu'il voit.

Avant de partir, il e lu, certes, le géographe Solin (troisième siècle après J.-C.) et l'encyclopédiste Isidore de Séville (530-636) ; mais c'est pour mieux constater leurs erreurs : la Caspienne est une mer fermée, non un golfe de l'Océan, les monstres de la Sibérie s'évanouissent comme chimères. Et Rubrouck bâtit une remarquable ethnographie des Mongols, décrivant les sacrifices de chevaux, la divination par les os, les guérisons magiques opérées par les chamans.

Les Mongols assistent avec intérêt aux offices qu'il célèbre, mais ils ne sauraient croire que sa religion soit la seule vraie. Le missionnaire échoue donc, mais l'explorateur va de découverte en découverte : la médecine chinoise, qui fonde son diagnostic sur le pouls et non sur les urines ; les mérites nutritifs et autres du

La paresse de Patrice Delbourg lui interdit de songer au suicide même si certains matins son visage lui devient par trop étranger. Ce joueur goîterait bien aux joies du tapis vert si la peau pouvait se miser, mais cela impliquerait aussi une constance dont il ne se sent pas capable. Il y a toujours en Delbourg pour contredire celui qui s'est exprimé quelques lignes plus haut.

Tant de noirceur dans un seul livre rassérène et séduit d'autant plus que l'auteur manifeste, dans bien des textes, un humour iconoclaste et un esprit frondeur. Il ne respecte rien et surtout pas sa propre personne qu'il étille avec délectation. Cet écrivain se souvient même qu'il est journaliste dans une nouvelle cruelle, *Instant standards dans la vie de Plumbo Plumbivitch*, qui met en scène un critique littéraire anxieux de trouver les phrases qui feront le bonheur de publicitaires avides de slogans.

Patrice Delbourg fustige le triomphe des apparences et les petites mesquineries qui constituent, à ses yeux, le « langage obscur ». Ce moraliste se console en disant avec Farquhar, Bove, Perros et quelques autres amis de la sœur d'un mot ou de l'énigme d'un aphorisme.

« La poésie reste à l'ordre de la nuit », écrit le poète qui revendique, haut et fort, le privilège de pratiquer, seul et à l'avance, sa toilette mortuaire. Patrice Delbourg est un enfant qui ne comprend pas pourquoi les adultes détournent la tête quand il leur demande : « Est-ce encore loin la vie ? »

PIERRE DRACHINE.
* ABSENCE DE PEDIGREE, de Patrice Delbourg. Le Castor Astral (distribution : Distique), 136 pages, 68 F.

(1) Toboggans, Arhanor, 1976 ; Calanques, Le Castor Astral, 1978 ; *Généalogie*, Belin, 1982, prix Max-Jacob 1983.

(2) *Chet X*, Jean-Claude Lattès, 1977.

La malice de vivre

En parfait artiste, le poète formule, devant Dieu, nos salutations ou nos grimaces.

EN ce siècle, la Belgique a donné trois poètes incontestables à la poésie française : Odilon-Jean Périer, qui impressionna la Nouvelle Revue française dans les années 20 et qui mourut à vingt-sept ans, Henri Michaux, qui fut l'homme de la rage à connaître les aspects nocturnes de l'homme, et Norvège, qui, depuis six décennies, mène l'espoir et l'ironie, la verve et l'inquiétude, le don d'aimer et les interrogations les plus profondes. Car l'identité littéraire de Norvège n'est pas facile à discerner, si on ne connaît qu'un, deux ou trois ouvrages de lui. Ne faisant à Paris que de brèves et rares apparitions, Norvège garde ses distances psychiques et peut, à loisir, explorer tout l'éventail de sa prodigieuse variété intérieure. Il publie aujourd'hui, dans sa quatrième-vingt-septième année, deux recueils fort différents : *Les Coq-à-l'âne* et *Le Sac à malices*.

Lorsqu'on a commencé à voir son nom, vers 1930, Norvège ne correspondait nullement à la vogue de l'époque : loin du surréalisme et des premiers assauts de l'absurde, il publiait des poèmes empreints d'une spiritualité diffuse et comme enclins à s'entourer de mystère : une intimité frémissante et intime qui refusait toute concession aux avant-gardes d'elors. Il faut attendre la fin des années 40 pour voir apparaître une autre inspiration, dans les poèmes de Norvège : le retour à la rime ou à l'assonance, en des vers courts qui renouent avec le tradition du seizième siècle précieux, voire burlesque. Norvège devient un poète de la joie de vivre et de la satire qui étrenne, précisément, cet élan vers l'optimisme, car joie et jeu se font synonymes.

Cette tendance s'approfondit, s'exaspère, s'enrichit d'un langage qui bientôt est le sien propre, sans partage. *La Langue verte*, en 1954, puis les *Quatre Vénités*, en 1962, sont deux actes poétiques par lesquels il affirme son indépendance à l'endroit des autres poètes. Il puise à la fois dans l'argot, le parler populaire de France et de Flandre, et n'hésite pas à mélanger ces vocabulaires hauts en

save et en couleur, avec des inventions qu'un Rabelais n'aurait pas désavouées. Mais ses thèmes ne varient pas : il jette sur les hommes et leurs égarements un regard attendri et impitoyable à la fois : le froid et le chaud soufflent de concert sur un esprit caustique qui ne veut d'autre croisade que celle, très soignée, de la recherche du vrai : un ensemble d'intuition et de bon sens, de folie douce et de savoir-faire.

Plus tard, dans le *Vin profond*, en 1968, ou les *Carveaux brûlés*, en 1969, Norvège revient à une expression plus classique en apparence : sa leçon de sage, à qui on ne pourrait rien apprendre qu'il ne sût déjà, n'en devient que plus sûre, au sein d'une économie des moyens admirable. *Les Coq-à-l'âne* est, en quelque sorte, le couronnement, serin sans béatitude vaine, d'une âme lucide, remuante, grave et toute de peneche devant le spectacle d'une vie vouée au refus des illusions et simulacres. En même temps, l'amour de l'art et l'invention verbale viennent mettre du baume aux constatactions émères. En homme de la Renaissance qu'il est être, Norvège balance, avec une suprême agilité, entre les surprises de la vie et la certitude de la mort. Entre nos paroxysmes, il a pris son parti : dire en parfait artiste, devant Dieu, nos salutations ou nos grimaces.

...

Je voulais te coïsser

Je vois un fier navire
Apportant ses trésors.
— C'est ton petit désir
Qui entre dans le port.

Je vois ma Bérénice
Cueillant la fleur de lis.

— Tu te leures, brave
[homme],
Tes amours sont fantômes.

J'écoute mon enfant
M'inventer un poème.

— Pauvre ami, c'est le
vent

Du nord qui se démine.

J'entends même le chœur
Exalté des archanges !

— C'est ton néant qui
[pleure,

Qui pleure dans ses langes.

Vas-tu fermer ta gueule,
Morte voix de cratère ;
Si tu ne fais ma terre,
J'ai le ferai tout seul !

— Tu m'es trouvé, mon
fils,

Répond enfin le Père.
Je voulais ta colère
Pour que le monde existe.

Depuis une vingtaine d'années, Norvège publie régulièrement des fables, en prose poétique. Il les a appelées des « oignons », sans doute parce que, savoureuses, elles finissent par faire pleurer. Nos travers et nos rêveries s'y trouvent fustigés : c'est un peu comme si la bon La Fontaine avait connu aussi bien les surréalistes que les dérivés de l'absurde. On trouvera d'irrésistibles exemples de cette ironie — de cette philosophie — dans le *Sac à malices*.

Tiens, une mouche

Mon chien, qui fumait sa pipe
sur le pas de la porte, voit passer
un avion. « Tiens, une mouche »,
dit-il. Et bien, il avait raison, car
en ce temps-là, les avions
n'existaient pas encore.

...

Le réel

Maintenant l'en ai assez de
vivre dans le poétique, rugit
Alphonse. Je veux du réel, moi !
je me jette dans la vérité, dans le
clair, le concret, le palpable.
Voilà, voilà, c'est décidé, mais
sacré nom, ça se trouve où, tout
ce réel ?

...

La grande lettre

Il écrit la plus importante
lettre de sa vie. Les phrases cou-
laient de source et les idées bat-
taient comme des coeurs. Mais
quand il l'eut terminée, cette let-
tre, il avait oublié le nom du des-
tinaire.

ALAIN BOSQUET.

★ LES COQ-A-L'ÂNE, de

Norvège. Gallimard, 150 p., 120 F.

★ LE SAC À MALICES, de

Norvège. Le Pavé, 16, place

Champlain, 14000 Caen. 54 p.,

35 F.

550 من الاصل

LA PENSÉE UNIVERSELLE

romans - nouvelles

- Marie-Christine PAILLAT
Jean-Paul LAVOLO
« LES SANDALES DE CUIR »
Le visage étrange des sexes
356 pages, 189,90 F.T.T.C.
- Véronique HAGENSTEIN
« ROCK'N ROLL CUIR ET GOMINA »
L'épopée du rock au quotidien
160 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Gérard-Alain ROQUES
« LAMENTO-LIGHT »
Lamentation satirique, lyrique et infidèle
240 pages, 95,30 F.T.T.C.
- Andrée TORRE
« LE JARDINIER »
Amour, drame et passion
144 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Wanissa DJAMAA
« UN HOMME TROP SEUL,
ET UNE FEMME TROP BELLE »
Un conte de fées des temps modernes
112 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Louis PIO
« HISTOIRE TRÈS LIBERTINE »
Poésie d'amour au gré du vent
306 pages, 146,20 F.T.T.C.
- Toufik ABDELMOULA
« UN ÊTRE COMPOSÉ »
Si les hommes possèdent des âmes, leurs têtes
256 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Ronald KAREL
« LES YEUX JAUNES »
Politique, amour et imagination
224 pages, 67,40 F.T.T.C.
- Poi DETALLE
« NEANDERTHAL »
Épopée à l'usage de l'humanité
256 pages, 116,70 F.T.T.C.
- Pierre-Marie CARRAT
« LE RUBAN DE MOBIUS »
Voyage onirique pour les âges et les fous
240 pages, 96,30 F.T.T.C.
- Marie DESMAIT
« LA HORDE »
La révolte de l'innocence, la fureur de la haine
224 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Ferdinand-François FOURNIE
« L'AMOUR EST NOTRE ODYSSEE »
Intrigues, passions, exotisme et guerre
224 pages, 95,30 F.T.T.C.
- Adriana A. LASSEL
« LE PAVILLON DE L'OISEAU JAUNE »
Passion à Shanghai, sous les stupéfiants
de la révolution culturelle
160 pages, 76,60 F.T.T.C.
- Maximilien DELEFOSSÉ
« LES ESPERONS OIRS »
Chevalerie héroïque et cours galantes
382 pages, 165,90 F.T.T.C.
- Freddy COHEN
« LE CHERCHE-SOLEIL »
La quête éternelle d'une identité perdue
288 pages, 128,40 F.T.T.C.
- Benoît LEFEBVRE
« LE SEIGNEUR DES MERVEILLES »
Aventures merveilleuses pour un homme du futur
192 pages, 97,40 F.T.T.C.
- François CHARLES
« LA DAME DE MONTSOURIS »
Le poète d'une rencontre au pays d'Armagne
192 pages, 95,30 F.T.T.C.
- Luis REVEL
« L'ENDEMAIN
OU HISTOIRE DE LISE »
Les lendemains douloureux d'un amour impossible
156 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Louis-Léon de DANNE
« LA FORÊT DU LYS-SAINT-GEORGES »
Un rêve enchanté au pays des mille légendes
224 pages, 71,70 F.T.T.C.
- René MARTINEU
« LA LANTERNE MAGIQUE »
L'Algérie en quête de sa voie
96 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Bruno DE MARS
« LA CLEF »
Merveilleux et fantastique des mythes de l'enfance
96 pages, 55,70 F.T.T.C.

essais

- Général GHARABAGHI
« VÉRITÉS SUR LA CRISE IRANIENNE »
Une analyse objective de l'évolution des ayatollahs
288 pages, 149,80 F.T.T.C.
- Janine PIO
« LE TABLEAU NOIR »
Réflexion universelle sur la pédagogie
192 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Christiane MAFRE
« A BOUT DE TOUT... »
Une recherche humanitaire d'intérêt collectif
64 pages, 45,80 F.T.T.C.
- Aristote ASSAM
« OMAR BONGO OU LA RACINE
DU MAL GABONAIS »
Évocation sans fard d'un tyran africain
144 pages, 91,00 F.T.T.C.
- Émile RICHARD-FOY
« UN FILM DRAMATIQUE ET ANGOISSANT :
L'HISTOIRE »
Une réflexion épistémologique sur le déterminisme
192 pages, 83,50 F.T.T.C.

- René JACQUET
« J'IGNORE LA MALADIE »
L'autogénération par la volonté
208 pages, 83,50 F.T.T.C.
- Jacques GUILLAINE
« PANCHO VILLA :
L'AVENTURIER DE LA RÉVOLUTION »
La personnalité stupéfiante d'un héros
192 pages, 86,70 F.T.T.C.
- Jean-Marie BRULE
« ALIMENTATION ET HOMÉOPATHIE »
Le fruit d'une vie d'expériences et d'observations
128 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Georges GALICHET
« LA RÉSURRECTION :
FICTION OU RÉALITÉ ? »
Une manière scientifique d'aborder un problème controversé
152 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Max VINTEJOUX
« LE MIRACLE EUROPÉEN »
La civilisation européenne en route vers la connaissance
228 pages, 91,00 F.T.T.C.
- Didier VALLIN
« DIX ANS DE RÉFLEXION »
Humour et amertume d'un intellectuel
64 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Georges FAVRE
« MUSICIENS MÉDITERRANÉENS OUBLIÉS »
Radécouvertes de 3 compositeurs provençaux
192 pages, 66,40 F.T.T.C.
- Albert CARNOIS
« LE DRAME DE L'INFÉRIORITÉ
CHEZ L'ADULTE »
Le besoin de succès et conséquences de l'échec
192 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Annyse ACLOQUE
« REGARD SUR LE MONDE »
Pour ne pas oublier de vivre
64 pages, 47,10 F.T.T.C.

souvenirs

- Andréa SPY
« TOURS DU MONDE D'UNE NAÏVE »
Étude comparative des mœurs et civilisations
80 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Marie-Louise DONDEERS
« CORRESPONDANCE ENTRE
ALBERT WOLFF ET MARIE-LISE B. »
La correspondance exceptionnelle d'un amour d'exception
96 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Marie-Louise RIVETTO
« TROIS QUARTS DE DOLLAR »
L'expression de « l'esprit pionnier »
80 pages, 40 F.T.T.C.
- Bahjat E. RIZK
« L'IDENTITÉ EN FUIE »
Guerra, folie et désespoir
160 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Olivier LACROIX
« LA VÉRITÉ SUR LE 18 JUIN 1940 »
Deux révolutions insurrectionnelles et problématiques
80 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Aurélien LE TROQUIER
« UNE VIE UN ÉCHEC »
Le problème des enfants abandonnés
96 pages, 54,60 F.T.T.C.
- R. CORRE
« NOUS IRONS A BERLIN »
Un hommage aux combattants de la nuit
256 pages, 99,50 F.T.T.C.
- Suzanne SONNELIAME
« LES ÉCHALIERS »
Des racines profondes en Terre de Berry
144 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Simone RENDEL
« PLAIDOYER EN FAVEUR DES ENFANTS »
Un réquisitoire contre les parents indignes
96 pages, 55,70 F.T.T.C.
- René COSTA
« UNE RENAISSANCE »
Renaître à la vie quand tout semble perdu
80 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Raymond RDSAY
« ROUTIER :
UNE VIE DE CHIEN »
Les problèmes sociaux, économiques et moraux
160 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Jacques DECOURT
« UN SENTIER DANS LE SIÈCLE »
Évocations historiques et portraits pleins d'humour
408 pages, 168,00 F.T.T.C.
- Antoine BENDIT
« LA LIBERTÉ AU BOUT DU CHEMIN »
La résistance : hommage et témoignage
224 pages, 72,80 F.T.T.C.
- Jacques LEMPEREUR
« UNE NUIT DE MAI »
La lente agonie de la femme stérile
160 pages, 73,90 F.T.T.C.

poètes du temps présent

- JEAN-YVES
« ÉCRIRE »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Hélène et Philippe HUBERT
« LE POING SUR LE I »
Illustrations originales : Hugues J. Todor-Pages
64 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Alain RAEMAËKERS
« CODE ET ODE »
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Isabelle SANDERS
« REVER »
32 pages, 30,00 F.T.T.C.

- Robert DOUTEAU
« POÉSIE : RÉPONSE A PSYCHÉ »
196 pages, 66,40 F.T.T.C.
- Maurice PIRALUX
« POÉSIE EN CLÉ DE SOL »
128 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Joël DUPAS
« LE BALADIN DES AUBES »
176 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Bernadette DERENDINGER-CHAMEROY
« AVEC CES MOTS QUI CHANTENT »
66 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Céledonio VILLAR
« AURORES GRISÉES »
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Henriette HERY
« TANT QU'IL Y AURA DES POÈTES »
40 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Germaine LERICHE
« AU-DEVANT DE LA VIE »
96 pages, 45,80 F.T.T.C.
- Michel CRÉPIN
« PENSÉES VAGABONDES »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Gérard JOLY
« NATURE ET SENTIMENTS »
96 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Véronique AUBDIS
« ODES A LA VIE »
160 pages, 51,40 F.T.T.C.
- J. CHERAMY
« A TOUT VENT »
176 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Catherine TERZAROLI-BLIN
« PENSÉES INTERDITES »
80 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Lydia-Caroline POOK
« ÉCRITS D'ICI ET DE L'AU-DELA »
48 pages, 33,20 F.T.T.C.
- Jean-François BOURACHOT
« EN PROSE, EN VERS
ET CONTRE TOUT »
112 pages, 43,20 F.T.T.C.
- Pierre ROSEMOND
« L'ŒIL DU TEMPS »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jean-Jacques HAMM
« GRIFFES »
80 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Marie-Paule HERVÉ
« AVANT, PENDANT ET APRÈS »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jean VASSEUR
« REFLETS ET RÉSONANCES »
212 pages, 58,90 F.T.T.C.
- Nacel NAKBI
« INSTANTS D'IMMORTALITÉ »
148 pages, 56,40 F.T.T.C.
- JAMEL
« VOUS AI-JE PARLÉ DE... »
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Louis-Léon de DANNE
« LE CHANT ET LA LUMIÈRE »
264 pages, 85,60 F.T.T.C.
- Ilic RASTKO
« UN RIEN DE SOLITUDE »
144 pages, 56,40 F.T.T.C.
- René LAURENCEAU
« STÉPHANIE »
160 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Lakhdar MIROUD
« LES CENDRES DE L'ESPERANCE »
32 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Serge VASSEUR
« GUIGNOLS ET BARRIQUES »
128 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Georges CDLIN
« POÈMES, PRIÈRES ET PENSÉES »
288 pages, 87,80 F.T.T.C.
- Alain VAN ACHT
« IMPLOSION »
128 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Jean HELFER
« ESPÉRANCES DE L'ESPRIT »
64 pages, 35,30 F.T.T.C.
- CHRISTINE A.
« CENT MOI, SANS TOI »
« DEUX SANGS D'AMOUR »
196 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Sylvie FAIVRE
« POUR QUELQUES MAUX D'AMOUR »
48 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Pierre CANERA
« VISIONS FANTASMIQUES »
80 pages, 41,80 F.T.T.C.
- Marie-Aimée HATOY
« DU PLUS PROFOND DE MOI »
176 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Natalina LUCIDI
« RÊVES, SOUVENIRS, ESPOIRS »
50 pages, 36,40 F.T.T.C.
- Hélène ERIKSON
« POÈMES DE MON VILLAGE »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jean-Louis HUCORNE
« AMOUR... FACETTES,
TOUJOURS REFLETTENT »
144 pages, 54,60 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 887-08-21Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 887-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette

● A TRAVERS LE MONDE

LA 12^e FOIRE DE JÉRUSALEM

SE TUAIT EN MOTO

La recherche scrupuleuse de l'ascèse

(Suite de la page 9.)

Aussi, en continu, une certaine façon d'oublier de manger, ou de s'affamer soigneusement, où T.E. a également un long entraînement et de brillantes capacités : dès avant la guerre, voyageant à la dure, il avait méthodiquement dressé son corps à s'affranchir de ces contraintes ; pendant la Révolution, et malgré le handicap de n'être pas né Bédouin, il tenait généralement plus longtemps que tout autre sans manger, sans boire, sans dormir.

Attelé à son œuvre, il peut donner toute sa mesure et est à sa manière un champion de jeûne, comme Kafka et aux mêmes fins. De modestes orgies rompent l'exercice : « J'ai acheté un petit pain à la saucisse, cela étant dans ma pensée la forme d'expression du manger qui a le moins de rapport avec les sens. »

Ce « retrait des sens » favorise directement l'établissement et le maintien de cette tension suprême qu'exige l'acte d'écrire, et cette faim est garante, en quelque sorte, de l'autre grande faim, lancinante, celle de l'âme.

« Les Sept piliers » : le livre des livres

Quant à la méthode littéraire, T.E. remplace dans ce domaine son inexpérience par une surabondance de vécu, puisque aussi bien « il est passé sur lui une plus grande tranche de vie » que sur une multitude d'autres hommes réunis. Littéralement, tout ce qu'il fut, tout ce qu'il fit, aboutit à son livre. Et quand il parle de « l'art sans technique », il entend sans doute l'art dont la technique s'acquiert, il le découvre, sur le tas. L'ambition qui le porte n'est pas mince : les modèles à égaler, voire à dépasser, ce sont « les grands livres titaniques » comme *Guerre et Paix*, *Moby Dick*, *Les Karanazov* ; et dans sa conception première, *Les Sept piliers*, « perle parfaite » visant à être le livre des livres. Dans *Minorités*, une anthologie de poche qu'il compose, pour les voyages, avec ses poèmes préférés, il explique : « J'ai cherché partout dans la poésie quelque chose qui me satisfait : je ne l'ai pas trouvé. À défaut de poésie, je suis allé chercher à travers la prose le repas dont je rêvais et j'ai trouvé partout de bonne petites choses, et quelques hommes seulement qui avaient essayé honnêtement de dépasser l'humanité. Je ne puis écrire de poésie : j'ai donc visé en prose à fournir un repas de ma personne à ceux qui comme moi chercheraient... » (Inutile de souligner la métaphore alimentaire...) Préparé comme on a dit, T.E. entend donner à son merveilleux sujet une forme unique et digne de sa mesure.

Le livre sera écrit « avec le plus profond sérieux et tout le sentiment dont il était capable » ; dans le creuset, il versera tout ce qu'il a pensé et fait, tous les événements, toutes les impressions (« l'expérience entière d'un homme est nécessaire »), pour couler cette lave incandescente dans des formes de beauté. Il jette d'abord sur le papier une, deux, trois versions intégrales et rapides qu'il retravaille ensuite, ciselé, polit infatigablement au cours de trois ans de labeur acharné. Ses exemples, ses

modèles de style, il les prend tout simplement dans toutes les œuvres qu'il a aimées, vers ou prose, et parvient de la sorte à « une vaste anthologie d'échos ».

Il confie à Garnett : « Ma méthode littéraire, en rédigeant le manuscrit qui se trouve maintenant à la Bodléienne, fut de prendre l'original que je détruisais, paragraphe par paragraphe ; et de demeurer sur chaque phrase, ou cadence, ou même quelque mot, qui me procurait du plaisir. Une par paragraphe fut la proportion, car si chaque phrase avait été agréable, la chose eût été nauséabonde... Et dans 90 % des cas, ce point qui me donnait du plaisir était une citation plus ou moins déguisée. »

Ce que T.E. présente modestement comme de l'artisanat est bel et bien l'alchimie du verbe, où « la prose dépend d'une sorte de musique qu'on a dans la tête, qui fait involontairement choisir et équilibrer les mots possibles, pour garder le ton avec la pensée ». Quant à la minceur du voyage, il y a, dit-il, « dans le style des Sept piliers un raffinement, un goût du méticuleux qui va jusqu'à la manie ».

Pour nous, le résultat est là : un magique chef-d'œuvre, d'un bout à l'autre. On y trouve une inégalable collection de portraits, de scènes, et de paysages, curieusement par une profusion d'impressions et d'états d'âme. Toute la vie au désert y est ; les immensités et l'existence quotidienne de la joie d'exister, infime dans tant de grandeur ; les vents qui balayaient l'espace et l'esprit, l'envolement des sables aux confins du vide ; le cheminement feutré des caravanes sous un ciel d'étoiles, les folles équipées et les agapes de mouton bouilli, la fièvre des embuscades, des sabotages, des pillages ; l'aventure permanente hantée par la faim et la mort ; la tragédie et la parodie ; la brutalité, la subtilité et les charmes de la vie arabe ; la poésie des visages et des voyages, les complexités de l'amitié ; les tractations de la politique et l'horreur de la guerre et du sang versé ; les tribus et les palabres, les rites et les complots ; l'exaltation de l'action et les délices de la paresse ; l'allégresse, l'insouciance de l'absence de liens, le désordre, la fougue d'une liberté adolescente que le monde n'a point bridée... Bien davantage encore nous est offert, avec prodigalité.

Mais le même artiste nous entraîne aussi dans une sorte de rêve éveillé métaphysique ; une quête spirituelle donne au livre toute sa profondeur, toutes ses résonances, et, au-delà des sortilèges de l'Orient et de l'Ailleurs, nous mène dans son sillage mystique aux frontières même de l'être. « La pierre de touche d'un beau livre, écrit Lawrence, c'est selon moi qu'on devrait le finir chaque fois avec le désir de le relire » ; alors les Sept piliers sont le plus beau de tous les livres ! Heureux donc, ceux qui le reprendront une fois encore, heureux ceux qui vont le découvrir : car tous, comme il est dit dans la *Mille* et *Une Nuits*, connaîtront l'éblouissement et la félicité !

JACQUES DARS.

Comment publier pour sept cent mille lecteurs...

U pays du Livre - la Bible, Ancien et Nouveau Testament réunis, - la Foire internationale du livre revêt une importance toute particulière. Et c'était Milan Kundera qui recevait, cette année, ce Prix de Jérusalem qui, avant lui, avait récompensé les plus importantes personnalités de notre temps : Bertrand Russell, Ionesco, Octavio Paz, Simone de Beauvoir, Graham Greene, etc.

Nulle part ailleurs dans le monde, on ne pouvait rêver d'une cérémonie aussi étonnante et aussi bigarrée que celle-ci : un écrivain tchèque, devenu citoyen français, reçu par l'extraordinaire Teddy Kollek, maire de Jérusalem, morave comme lui, et accueilli par le Père Dubois, dominicain français devenu citoyen israélien et directeur de la chaire de philosophie de l'université hébraïque (à qui on avait demandé de préparer son discours en anglais) ! Le tout agrémenté d'un intermède musical mozartien interprété par des enfants, parmi lesquels une remarquable jeune pianiste, qui est la fille de l'écrivain austro-israélien Saul Friedlander !

Naturellement Jérusalem n'est pas Francfort, et on ne retrouvait pas, dans le bâtiment de la Foire, parmi les pays exposants, la même universalité : pas de stand arabe (à quelques centaines de mètres, pourtant, de la mosquée du Rocher...), si l'on excepte une présence symbolique de l'Égypte (avec quelques livres, mais sans Égyptiens) ; pas d'éditeur japonais, ni sud-américain, ni italien, ni soviétique. Cependant, s'ajoutant, les années passées, des pays de l'Est que Kundera pardonne cette appellation pour ce

qu'il appelle, lui, « l'Europe kidnappée » !), on remarquait la présence d'éditeurs venus de Hongrie pour la première fois...

Sur la Foire, où, comme d'habitude, les Américains, les Allemands et les Britanniques se distinguaient par leur nombre, on enregistra - outre la présence des agents et des directeurs littéraires - la visite d'éditeurs français comme Jean-Claude Lattès (Hachette), Jean Rosenthal (Stock), Christian Bourgois, ainsi que celle de M. Jean Gatto, directeur du livre au ministère de la culture. (La remise du prix de Jérusalem, qui, malencontreusement, coïncidait avec l'ouverture du Festival de Cannes, avait empêché M. Jack Lang de venir, comme il l'avait souhaité.) Pourtant les Editions Gallimard, qui étaient venues en force, en 1983, honorer Joseph Kessel - dont l'épée d'académicien fut remise alors à l'université - ou bien pour accompagner Philippe Sollers - dont la lecture de *Paradis* dans une chapelle de lazarettes suscite encore à Jérusalem quelques remarques ironiques sur le « provincialisme des Parisiens », - n'avaient pas de stand particulier cette année, et personne de la maison n'avait fait le voyage de Jérusalem pour accompagner le lauréat du prix, écrivain-vedette de la maison...

Le messie, maintenant !

Curieusement, à côté de l'immense stand de l'OPEF (Office de promotion de l'édition française), qui regroupait l'ensemble des grandes et des petites maisons d'édition, Glénat - le spécialiste de la BD - était le seul éditeur français à avoir pris un stand individuel. Cela à la suite d'un accord de diffusion exclusive pour Israël avec la librairie française Alchei, le plus grand importateur de livres français dans le pays ! La BD sauvera-t-elle la langue française, parlée par moins de 10 % d'Israéliens, la plupart de la première génération ?

Sur les stands israéliens, outre la prééminence de Steimatzky, le Hachette local, le plus grand importateur de livres en anglais, qu'il diffuse dans quelque soixante librairies, on remarquait la disparité des spécialisations : Holocauste, politique, religion, judaïsme, etc. Et, paradoxalement, tout à côté des Editions Franciscaines, sur le stand d'une secte de hassidim ultras, une bande-roule revendiquait : « Le messie, maintenant ! », en écho au slogan de la gauche, qui réclame depuis longtemps : « La paix maintenant ! »...

Devenue un lieu de rencontre biennal des éditeurs, la Foire de Jérusalem avait invité, cette année, des jeunes de la profession, qui n'étaient pas forcément d'accord avec leurs aînés venus pour le colloque de l'Aspen Institute for Humanistic Studies sur un vaste sujet : « Panorama de l'édition dans le marché d'aujourd'hui », qui permit de confronter les vues des puissantes, et moins puissantes, sociétés américaines : Aaron Ascher, de Harper and Row, Marc Jaffe, de Random House, David Godine, des Editions Godine de Boston, David Godwin, de William Heinemann Ltd, Arthur Rosenthal, de Harvard University Press ; ou britanniques : Peter Mayer, directeur de Penguin Books depuis 1978, ou Lord Weidenfeld ; ou allemandes : Christoph Schlotterer, de Carl Hanser Verlag ; ou françaises : Jean Rosenthal, de Stock. Est-ce une erreur, un oubli ? Aucun éditeur israélien ne siègeait dans cet aréopage...

Côté auteurs (nous y reviendrons), il reste encore beaucoup à faire, beaucoup à défricher

dans un pays qui produit plus de livres de prose et de poésie par habitant que n'importe quel autre pays du monde, mais où la difficulté à lire l'hébreu reste un terrible obstacle. Obstacle que tente d'aplanir, pour certains auteurs qu'on souhaite exporter, l'institut de traduction de la littérature hébraïque, qui offre des synopses et des chapitres en anglais principalement, mais aussi en français,

pays où la monnaie souffre d'inflation endémique. Comme en témoigne la dernière histoire qu'on m'a racontée à Jérusalem : « Quelle est la différence entre un dollar et un shekel ?... Un dollar. »

L'édition israélienne n'augmente plus

« Proportionnellement, l'édition israélienne n'a pas augmenté dans les dix dernières années, nous expliquait Asher Weill, éditeur et directeur de la revue en langues étrangères *Ariel*. Le nombre de livres que nous publions est le même, le montant des exportations est le même, environ 2 500 livres nouveaux par an, scolaires, techniques et littéraires. Sur 4 millions d'habitants, si on tient compte des nouveaux immigrants, des illettrés, des gens qui ne lisent pas, des enfants au berceau, on compte qu'il n'y a pas plus de sept cent mille lecteurs potentiels d'hébreu... L'édition israélienne a de gros problèmes, car nous n'avons pas ici assez de bons professionnels de l'édition, d'intellectuels motivés, de bons lecteurs de littérature, comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Certains éditeurs ici reçoivent quelque huit mille manuscrits par an... et en publient dix. Et le système est si absurde que, pour nos auteurs les plus connus, nous devons parfois acheter leurs droits à des agents britanniques ou américains. »

La 12^e Foire du livre de Jérusalem a fermé ses portes vendredi 10 mai, mais les manifestations culturelles se poursuivent : le Musée de Jérusalem fête actuellement son vingtième anniversaire et vient d'ouvrir un département d'ethnologie juive, puis, jusqu'au 9 juin, le Festival d'Israël présente des spectacles du monde entier. Et, pour avril 1986, Teddy Kollek annonce la première Foire de judaïca, livres, arts plastiques et antiquités judaïques.

A Haïfa, pendant le temps de la Foire du livre, d'autres écrivains « colloquaient » sur le thème : « Écrire dans un pays divisé », avec l'excellent écrivain de RDA Stefan Heym. Avanti de repartir pour Berlin-Est, où il vit, celui-ci a déclaré à la presse : « L'État d'Israël est la plus grande déception de ma vie... »

N. Z.

Le rire de Kundera

« **E**N signe de remerciement au pays où il vit maintenant », Milan Kundera a tenu à faire, en français, son discours de remerciement devant un public qui suivait le texte distribué en anglais et en hébreu, et qui l'a chaleureusement applaudi. « Ma patrie d'origine, l'Europe centrale, aujourd'hui écartée, elle est vivante ici », a commencé, visiblement ému, l'écrivain pour remercier Teddy Kollek qui avait notamment évoqué ce slogan qu'on trouvait en 1968 sur les murs de Prague : « Prague. Biais. Israël. »

« Il y a un proverbe juif admirable, a dit l'auteur de la *Plaisanterie* : « Quand l'homme pense, Dieu rit. » Inspiré par cette sentence, j'ai imaginé que François Rabelais a entendu, un jour, le rire de Dieu et que c'est ainsi que l'idée du premier grand roman européen est née. Il me plaît de penser que l'art du roman est venu au monde comme l'écho du rire de Dieu. (...) »

« François Rabelais a inventé de nombreux néologismes qui sont ensuite entrés dans la langue française et dans d'autres langues, mais un de ces mots a été oublié et on peut le regretter, le mot agelaste, repris du grec, veut dire celui qui ne rit pas, celui qui n'a pas le sens de l'humour. Rabelais détestait les agelastes, il en avait horriblement peur (...). Il n'y a pas de paix possible entre le romancier et l'agelaste. N'ayant jamais entendu le rire de Dieu, les agelastes sont persuadés que la vérité est claire, que tous les hommes doivent penser la même chose. »

Il a conclu : « En ce temps d'une guerre non déclarée et perpétuelle et dans cette ville au destin si dramatique et cruel, je me suis décidé à ne parler que du roman. Peut-être avez-vous compris que ce n'est pas de ma part une forme d'évasion devant les questions dites graves. Car si la culture européenne me paraît aujourd'hui menacée, si elle est menacée de l'extérieur et de l'intérieur dans ce qu'elle a de plus précieux, son respect pour l'individu, pour sa pensée originale et pour sa vie privée intouchable, alors, me semble-t-il, cette essence précieuse de l'individuisme européen est déposée dans une boîte d'argent dans l'histoire du roman, dans la sagesse du roman. C'est à cette sagesse que je voulais rendre hommage. Mais il est temps de m'arrêter. J'étais en train d'oublier que Dieu rit quand il me voit penser. »

MAISON DE LA POÉSIE

101, rue RAMBUTEAU - 236-27-53 - M° Italia

Hommage au poète portugais

FERNANDO PESSOA

en collaboration avec l'Ambassade du Portugal

LUNDI 20 MAI à 20 h 30

« FERNANDO PESSOA, POÈTE PLUS RÉEL »

avec José Gaspar Simões, Armand Guibert, Robert Brechton,

Pierre Oster, Pierre Rivas

Textes dits par Luis Miguel Céniza et François Maistre

JEUDI 23 MAI à 20 h 30

« LE FAUST », spectacle de Fernando PESSOA

avec la troupe de Luis Miguel Céniza

ENTRÉE LIBRE

On notera avec satisfaction la présence de trois Français, P. Aubenqu (Sorbonna), R. Brague et J.-C. Vadiet (CNRS), mais on attend encore un grand livre sur Maimonide dans notre langue.

DOMINIQUE BOUREL.

(1) L'université juive d'été d'Alban-Francfort consacra ses travaux de cette année à Maimonide.

Cinémagie



QUELQU'UN devrait quand même se dévouer pour aller dire à Woody Allen qu'il nous manque. Que son absence pèse sur le Festival, le privant d'un vif plaisir et d'une reconnaissance.

Ce n'est pas la première fois. Woody joue les filles de l'air tous les ans avec une constance, à force, un peu ennuyeuse. Il concourt hors compétition sans risques, pour deux ou trois projections, pour lesquelles les VIP de Cannes iraient jusqu'à se battre. Chaque fois la même chose : son film est beau, émouvant. La salle croule sous les applaudissements mais il n'y a jamais personne à embrasser. Le faucon de l'Arlesienne de New-York reste obstinément vide sous le projecteur.

Il paraît qu'il est agoraphobe, Woody. Qu'il redoute le monstre cannois, qu'il ne pourrait pas tenir le coup psychologiquement devant la foule des photographes. Il sait bien ce qu'il doit au Festival pour le lancement de ses films en Europe. Il sait que le meilleur de son public se trouve là, prêt à lui faire un triomphe. Mais c'est plus fort que lui, il n'y arrive pas.

Domage. Woody... et tout particulièrement cette année. La Rose pourpre du Caire est plus qu'un film magnifique. C'est le film qui nous parle de tous les autres, qui s'attaque à la vieille magie du ciné, la troublante relation entre la réalité et la fiction. Ce personnage qui quitte l'écran pour vivre une brève et impossible histoire d'amour

avec une spectatrice, c'était toute l'histoire de nos amours avec le cinéma.

La salle, mercredi, a été touchée au cœur par une maîtrise qui plénait bien au-dessus des plus beaux événements du Festival. Le Rose pourpre redonnait subitement un sens à une messe qui, certains jours, se demande ce qu'elle vient honorer sur la Croisette, tant les tentations sont nombreuses et contradictoires. Cela aurait fait du bien à Cannes, à mi-chemin de sa course en rond, que Woody soit présent et rappelle, après son film, qu'on aime d'abord le cinéma parce qu'il nous aide à vivre. Et que, s'il n'y avait que la réalité, la grisaille de nos amours de chair et d'os, mieux vaudrait arrêter là.

Avec le cinéasta new-yorkais, on aurait pu, mine de rien, explorer l'essence de toutes ces images, parler autrement des films proposés, oublier un instant tous les enjeux économiques, la guerre des styles et notre tétard de privilégiés. Woody nous aurait certainement vidé la tête, nous ramenant à l'important : le Festival est d'abord dans Cannes parce qu'eux quatre coins du monde des pauvres types pas très heureux s'offrent parfois une heure et demie de rêve sur grand écran. Belle leçon à réserver chaque fois que le cinéma oublie la première de ses fonctions curatives. Une autre année, Woody, il faudra venir.

PHILIPPE BOGGIO.

Cannes, trente-huitième

Sélection officielle

« MISHIMA », de Paul Schrader,
« LA ROSE POURPRE DU CAIRE », de Woody Allen

Mishima n'aurait pas séduit Mia Farrow

Dès les premières images, *Mishima* apparaît comme un film à la hauteur. La forte luminosité éale, le glissement rythmé des plans, la musique... Paul Schrader part en fanfare, tant il est vrai que la grande manœuvre ordonnée s'est au Palais des festivals. Quand l'uniforme s'en mêle, bien sûr, l'effet est encore mieux garanti.

Quatre parties, trois niveaux de récit, deux grilles à appliquer l'une sur l'autre : le cinéaste s'en explique lui-même très bien (*le Monde* du 16 mai). La couleur pour le présent et l'imaginaire, le noir et blanc pour le passé. Une composition narrative parfaitement maîtrisée, où la biographie se construit avec l'œuvre et la vie qui se répondent, se confondent finalement.

Mishima remet le Festival au niveau qui doit être le sien. Il s'agit ni plus ni moins d'affronter un homme face à la création, l'ambition étant de transporter un rituel dont le mystère plonge dans la névrose.

Le rituel est bien en place. *Mishima* s'habille pour aller mourir. Appuyé sur les flashes de ce jour du

sacré, le film peut circuler en amont, dans les séquences commentées en voix off où s'élabore le héros, et dans les romans théâtraux choisis pour illustrer cette évolution. Enfance coiffée d'une grand-mère, adolescence fragile, révélation du plaisir par l'intermédiaire du *Marquis de saint Sébastien*, fanatisme du devoir à accomplir, etc., jusqu'à l'invention d'une armée pour déborder les valeurs perdue de la civilisation japonaise.

Doit-on profiter de sa vie pour l'écrire ou vivre, simplement ? C'est la question, la contradiction, mais *Mishima* est compliqué. La beauté est frustrante, les mots prennent sur le corps, puis le corps devient l'œuvre d'art sur laquelle s'inscrit, en idéogrammes de sang, l'orgasme de la douleur. L'action s'accommodent-elle des mots ? Beauté, érotisme, violence, morale, tout cela finit dans « l'harmonie de la plume et du sabre », puisque l'homme amoureux de son image la voit périssable, et que l'art seul assure l'immortalité. Conclusion :

« seppuku » (« hara-kiri » est passé de mode).

Où est le point de vue de Paul Schrader ? Il dit éprouver « beaucoup de sympathie » pour *Mishima*, mais il ne nous montre que les signes d'un cérémonial dépourvu de passion. Il nous conduit jusqu'à un pantin odieux qui gesticule devant une armée en désordre, et nous demande de le croire sur parole. Sa fascination est comme l'homosexualité dans les images, refoulée.

En rituel, il ne reste alors qu'une énumération abstraite, et sans souffrance, gonflée aux hormones par des piqûres d'intelligence.

Le mirage dans le miroir

Mais comme c'est ennuyeux de parler des films, quand ils ne nous apportent pas avec eux, quand le héros n'arrive pas à descendre dans la salle ! A quoi bon le dire, d'ailleurs, et chercher des métaphores sur le plaisir ou le non-plaisir du cinéma, quand Woody Allen représente lesdites métaphores dans la

Rose pourpre du Caire ? (*le Monde* du 9 mai).

Sur l'affiche, le titre est inscrit comme au fronton des salles. Deux visages se découpent en ombre chinoise. Il se penche sur elle, et elle renverse la tête en arrière. C'est en noir et blanc, comme les films où Mia Farrow va oublier son mari qui lui en fait voir de toutes les couleurs.

Les critiques du Festival sont Mia Farrow et ces braves gens qui mangent du pop corn en regardant *la Rose pourpre du Caire* au cinéma de leur ville. A quoi pensent le colonel Redd, Rocky Dennis et *Mishima* en nous regardant penser déjà à nos phrases ? On ne se le serait jamais demandé. Chez Woody Allen, les personnages perdent leur réserve. Et révéler leur rôle de gâchette dans la réalité daigne reprendre le scénario où il en était.

Mia Farrow, elle, ne se soucie pas de nous. Ces histoires-là, on ne les voit qu'au cinéma. Elle éprouve au premier plan ses malheurs et ses amours, plus loin il y a les rangées de fauteuils, au fond l'écran qui est parfois au premier plan, et ainsi de suite, en abîme. Hors champ. Woody Allen regarde tendrement son actrice préférée nous aider à oublier le Festival qui nous en fait voir de toutes les couleurs. Demain tout rentrera dans l'ordre. C'était un miracle, un mirage, la salle s'est rallumée.

CLAIRE DEVARREUX.

Quinzaine

A quoi rêvent les jeunes filles à Beyrouth aujourd'hui ? L'amour bien sûr, au beau quadrangulaire qui trace sa caravane lassée dans les ruines. *Gael et Banat*, de Jocelyne Saab, est une histoire d'amour dans une ville en guerre, mais la guerre est seulement un décor quotidien, l'environnement normal depuis dix ans. Les rues sont vides aux heures de grand soleil, la mer est calme, on baisse la tête quand des coups de feu isolés pétaradent dans le ciel clair. Le film a été tourné sur place pendant deux mois d'occulte, les morts étaient trop peu nombreux pour qu'on en parle.

Jocelyne Saab est journaliste, elle a couvert le Moyen-Orient et le Liban pour différentes télévisions. Elle est libanaise, et elle a voulu raconter autre chose : son amour pour une ville fantôme, pour ceux qui survivent au jour le jour, adaptés à la peur, à la mort, aux voix qui résonnent dans les maisons abandonnées. Et si parfois leur esprit dérape, ils sont toujours, ils sont d'autant plus affamés de tendresse. Une rencontre, un regard, aimer est devenu vital.

Il y a quelque temps, au journal télévisé, dans une séquence sur Beyrouth, on a pu voir un homme avec ses valises qui attendait de partir, et il disait qu'il n'en pouvait plus. Après tant d'années, pourquoi juste à ce moment-là... C'était comme ça, il ne pouvait plus. Quand la mort est

Bande à part

Cent ans de sollicitude

LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

Il y avait un peu de stupéur, mercredi matin, quand le président du Festival accrocha une médaille autour du cou d'un charmant monsieur de cent ans, dont quatre-vingts consacrés au cinéma. Il commença son métier de décorateur avec le siècle chez Pathé, et, dans ses films « récents », on trouve *Boudou sauvé des eaux*, *Judex*, le *Docteur Knock*. Mais le cinéma tue plus vite qu'il ne conserve longtemps, et il nous a fallu quitter trop d'amis en quelques mois : Gérard Leboucq, François Truffaut, Pascale Ogier, Jean-Pierre Rassin, tous on moins d'un an à jeunes encore. *Nous ne vieillirons pas ensemble* ! disait le film de Maurice Pialat produit par Jean-Pierre Rassin, dont j'ai retrouvé l'ombre très présente à bord du *Don-Juan*, ancré dans le vieux port de Cannes. Dans les yeux de Vittorio, le capitaine, j'ai vu passer les nuits de fête ansorescées dont les camarades de route s'appelaient Roman Polanski, Miles Forman, Marco Ferreri et cette étrange association de Robert Bresson et de Jean Yvonne, qui avait fait *Lancelot du Lac*, copieusement sifflé sur les marches du Palais, le vieux, le vrai.

C'est là, sur ce pont, il y a douze ans, que j'ai débuté ma vie de cinéaste, à bord de ce *Don-Juan*, dont le nom étrangement fut mon programme chez Gaumont, comme Hughes Laurent avait commencé la sienne

soixante-dix ans plus tôt chez Pathé...

Mercredi, le cinéma s'est allongé dans le temps comme dans l'espace avec l'événement du jour, *Mishima*, le film de l'Américain Paul Schrader, à qui la froideur et l'abstraction pédagogique donnent un contenu quelque peu « palme-durable ». Une fois encore, la musique joue la rôle principal avec la bande sonore obsessionnelle de Philip Glass, qui construit le film sur ses trois plans, dans des séquences presque opératiques. Voici, en tout cas, une œuvre originale et différente qu'on ne s'étonne pas de voir parrainée par Francis Coppola et son copain George Lucas. C'est tout de même la puissance de l'Amérique qui d'aligner sur la Croisette Clint Eastwood et *Mishima* : les routes de ces héros ne sont-elles point celles des samouraïs esthètes et nostalgiques qui s'affrontent au monde sans grandeur et sans dieux ?

Notre pauvre France aligne pourtant fièrement, et en tout cas mieux que ses voisins, le charme, la fantaisie, la dérision de ses auteurs, dont l'Américain Peter Bogdanovich a rappelé bien justement la chance qu'ils avaient d'être leurs maîtres. Et puis, ils n'ont pas Juliette. Juliette, comme dans la chanson de Brel, « c'est mon Amérique à moi » !

Transformer les Champs-Élysées en gigantesque « drive-in », projeter sur l'Arc de triomphe un film dont la bande-son serait retransmise par les radios locales parisiennes, faire du musée de La Villette un immense studio de cinéma, un parc d'attractions et d'information sur les métiers de l'audiovisuel, organiser des projections permanentes dans toutes les salles, envoyer des stars dans toutes les villes de France : lorsque l'on organise la Fête du cinéma, les idées les plus folles sont souvent les meilleures.

Lancé il y a quelques semaines par le ministre de la culture, le projet a été repris par la petite équipe de Maurice Trinchant, qui organise les fêtes officielles et privées du Festival. Le vent de gaieté et de jeunesse qui a déferlé cette année sur la Croisette est sans doute leur méditerranéenne carte de visite : séduits par le programme, les exploitants offrent déjà leurs salles, et les sponsors acceptent de financer la manifestation.

Le coup d'envoi de la Fête sera donné le 14 juin. Pour ce « jour le plus long du cinéma », la séance durera de 14 heures à 4 heures du matin, dans toutes les salles, pour le prix d'un seul ticket. Un concours sur les films de l'été prendra le relais : une façon d'attirer les spectateurs pendant la saison creuse. Point d'orgue les 21 et 22 septembre, où, tout un week-end durant, la France jouera, elle aussi, au Festival de Cannes.

Les Spécialistes, les Ripoux, Emmanuelle IV, le Délic, *Gwendoline* : c'est le box-office

du cinéma français à l'étranger - 340 millions de francs de chiffre d'affaires sur quelques titres et une quinzaine de pays : c'est peu, même si cela représente de 15 % par an depuis deux ou trois années. Le prix du dollar facilite l'exportation aux Etats-Unis, et le marché d'Extrême-Orient commence à s'ouvrir. A l'inverse, l'Europe est en plein déclin, et les clients traditionnels d'Afrique et d'Amérique du Sud, en proie à la crise, ne sont plus solvables. L'Allemagne de l'Ouest reste encore le premier marché pour le film français (17 %), suivie par la Belgique (13 %), les Etats-Unis (11 %) et le Japon (7 %).

Malgré le travail de quelques entreprises spécialisées, la vente du film français reste artisanale.

Bloc-notes

Les contrats de 1 million de dollars sont rares, et les ventes plus courantes, à hauteur de 30 000 F, ne paient même pas les frais de prospection. Pour mieux vendre, pour explorer de nouveaux marchés, il faudrait, selon les responsables de l'association Unifrance Film, considérer le cinéma comme s'importe quelle marchandise, le faire bénéficier des crédits à l'exportation, l'associer aux voyages officiels et aux grandes négociations commerciales entre pays.

« Pour faire ce métier, ne dites pas que vous êtes français, cela fait fuir le client. » Le conseil vient du fond du Palais

du Festival, là où se regroupent producteurs et distributeurs de films à petit budget, qui assurent, bon ou mal, une part non négligeable, quoique discrète, des transactions cannoises. Ici, pas de stars ni de caméras de télévision : on visionne les films sur vidéocassettes et on signe les contrats sur un coin de table. Au fil des stands, on fait son marché : saga des morts-vivants, troupes de diaboliques, aventures exotiques ou comédies légères - « en version hard ou soft ».

Lorsque Starfisha internationale s'appelle encore Eurociné, elle produisait le cinéma français des années 50, celui des Gabin, des Carné. Aujourd'hui, la petite entreprise familiale ne peut plus suivre l'inflation des coûts de la grande production. Elle préfère tourner en anglais des produits anonymes à 1 ou 2 millions de francs la pièce. A ces conditions, elle réalise l'exploit de faire 50 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, de vendre aussi bien à l'Australie qu'aux Etats-Unis, de réaliser avec les productions venues de Hongkong, ou du Brésil.

A raison de quatre ou cinq films par an, Starfisha dispose maintenant d'une centaine de films qui alimentent les salles, mais surtout les catalogues des éditeurs vidéo. La société envisage aujourd'hui des coproductions plus importantes avec des partenaires européens et même américains. Un cinéma français rentable, mais qui prend bien garde de ne pas faire de films français.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Témoignages

si présente, si prenante, on s'accroche à des désirs élémentaires avec une force décapitée, et un jour, c'est fini, on lie. On s'en va ailleurs, ou on se fait faucher au hasard d'une balle. Le beau quadrangulaire (Jacques Weber) est abattu de cette façon, c'est si peu important pour lui, déjà si décentré, si vide. L'adolescente qui l'aimait s'arrête une seconde auprès du cadavre, image familière, et elle continue sa route. Elle sait, elle a appris que la mort risque à tout instant de venir déranter les rêves, mais qu'elle ne peut pas empêcher de rêver.

Le film souffre d'un déséquilibre : Jocelyne Saab utilise moins bien les acteurs que le décor. Elle s'aide des personnages pour raconter sa ville malade, et comment la maladie engendre les anticorps. Elle montre les à-côtés de l'horreur, sans pathos ni cris de vengeance, et malgré certaines maladresses, parfois, son témoignage est irremplaçable.

Le film de Jocelyne Saab juxtapose des bribes de temps précieux, celui de Wayne Wang, *Dim Sin*, procédé de même, et lui aussi témoignage. Wayne Wang est un Chinois de San Francisco. Il raconte deux générations d'immigrés et la difficulté de s'arracher aux traditions. Lui regarde les gens. Il scrute les visages, les sourires, les regards qui s'absorbent. Le décor, c'est seulement un bout de rue, les appartements petits et impeccables, les tables où se maintient à grand peine la mémoire de la cuisine nationale. Très important, la nourriture, aussi important que la langue, que les disputes inévitables pendant les parties de dominos, que les crépitements des batonnets enflammés au Nouvel An.

Les Chinois de la première génération vivent en vase clos, leurs enfants travaillent pour eux. Il y a une vieille femme qui parle à peine anglais. Elle veut revoir Canton une fois avant de mourir, et d'abord se faire naturaliser, c'est en Amérique qu'elle veut se présenter à ceux de là-bas. Pourtant, toute son énergie se concentre sur le refus de l'Amérique. Elle n'a rien contre : simplement elle ne peut pas. Elle est là comme un bloc passif, un monolithique que rien ne peut entamer, avec des robes d'antan qu'elle sort pour les aérer, des bijoux soigneusement enveloppés dans de la soie rouge et l'égoïsme obstiné d'une vieille dame qui se sent trop seule. Sa fille se sacrifiera pour elle.

C'est nous, occidentaux, qui pensons « sacrifier ». Wayne Wang montre les yeux un peu trop brillants de la jeune fille, et la tendresse de son sourire. Sans commentaires. Il témoigne d'une culture et d'un déchirement. Il dit ce que c'est que d'être étranger.

COLETTE GODARD.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHARLOT (784-24-24)
16 h, soirée-dix ans d'Universal : The phantom of the opera, de G. Clément, avec G. Clément, 21 h, les Révoltes de Boule, de F. Lloyd.

BEAUBOURG (278-35-57)
17 h, le cinéma des plasticiens : 19 h, Cent jours du cinéma espagnol : El Conde, de M. Ferrer.

Les exclusivités

ADRIEN BLAISEAU (A.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40).

AMADEUS (A., v.a.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Cinépolis, 6 (633-10-82) ; George V, 8 (562-41-46) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : André Buzin, 13 (337-74-39).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2 (296-80-40).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Soc. v.a.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-72).

L'ARBE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15 (554-46-45).

AU-DELA DES MURS (Lr. v.a.) : UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; Espace Gahé, 14 (327-95-54) ; V.I. : Rex, 2 (236-83-93).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Grand Pavois, 15 (554-46-45).

LE BAISER DE ROSA (Soc. v.a.) : Olympia-Luxembourg, 6, mer., jeu. (633-97-72).

LA BALADE INOUBLIABLE (Lr. v.a.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Roge) : Tempéra, 3 (772-94-56) ; Grand Pavois, 15 (554-46-45).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Cinépolis, 6 (633-10-82).

BY MEETS GILL (Fr.) : Épée de Bois, 9 (517-37-47).

BRAZIL (Br. v.a.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Quinette, 5 (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

BROTHER (A., v.a.) : Espace Gahé, 14 (327-95-54).

CARMEN (Esp. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

COTTON CLUB (A., v.a.) : Publicis Matignon, 8 (359-31-97) ; Rialto, 19 (607-87-61).

COUNTRY (Les Maîtres de la culture) : A. v.a. : Ambassade, 8, mer., jeu. (359-19-08).

LA DÉCHÉANCE (A., v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-39-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; V.I. : Capri, 2 (508-11-64) ; Paramount Opéra, 9 (742-97-52).

LE DÉCLIC (Fr.) : Richelieu, 2, mer., jeu. (233-56-70) ; George V, 8 (562-41-46) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37).

DETECTIVE (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

MATA-HARI (A., v.a.) : Gahé Boulevard, 9 (323-56-06) ; V.I. : Capri, 2 (508-11-64) ; Paramount Opéra, 9 (742-97-52).

MARCHE À L'OMBRE (Fr.) : George V, 8 (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.a.) : UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

MATA-HARI (A., v.a.) : Gahé Boulevard, 9 (323-56-06) ; V.I. : Capri, 2 (508-11-64) ; Paramount Opéra, 9 (742-97-52).

MOURTE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Br. v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

MICKI ET MAUDE (A., v.a.) : Publicis St-Germain, 5 (633-63-20) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23).

MOJADO POWER (Mex. v.a.) : Laitina, 4 (278-47-86) ; Utopia, 5 (326-84-65) ; Deauville, 14 (321-41-01).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.a.) : UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (Fr.) : Gaumont Hallier, 1 (297-49-70) ; Impérial, 2 (742-97-52) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

24-24) : Pathé Wépler, 18 (522-46-01) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

DIVORCE A HOLLYWOOD (A., v.a.) : Paramount Odéon, 6 (325-39-83) ; Paramount City Triomphe, 8 (562-45-76) ; V.I. : Paramount Odéon, 14 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (379-33-00) ; Passy, 16 (288-63-94).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. : Impérial, 2 (742-97-52) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Rex, 2 (236-83-93) ; Hauteville, 6 (633-79-38) ; UGC Odéon, 6 (325-39-83) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43) ; UGC Normandie, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 5 (562-20-40) ; UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

EMMA (A., v.a.) : Émirage, 9 (563-16-16) ; Eclair, 13 (707-28-04) ; V.I. :

600 000 logements HLM à réhabiliter

La réhabilitation des grands ensembles d'HLM sera désormais accompagnée d'une action des pouvoirs publics pour combattre le chômage qui frappe les habitants de ces quartiers et pour assurer leur formation professionnelle. C'est ce qu'a annoncé M. Jean Gual, secrétaire d'Etat à l'économie sociale, au cours d'une visite à Marolles-la-Jolie (Yvelines). Outre le secrétariat à l'économie sociale, trois autres ministères participent à cette action : le ministère chargé du Plan, le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, et le ministère du travail. Ce sont les commissaires de la République

qui assureront, dans chaque département, la coordination des actions de l'Etat.

M. Rodolphe Pesce, maire de Valence et député (PS) de la Drôme, n'a d'autre part décidé de quitter la présidence de la commission nationale pour le développement social des quartiers. Le nom de son successeur devrait être connu dans les prochains jours. On estime, en France, à 600 000 le nombre des logements HLM construits après la guerre qui devraient être réhabilités.

A SAINT-ETIENNE

Ces quartiers où l'on tente de réinventer la ville

Saint-Etienne. — A coup de masses et de scies à béton, des dizaines d'ouvriers du bâtiment se livrent à Saint-Etienne à une extraordinaire opération de chirurgie esthétique : donner du relief à la façade rigoureusement plate d'un immeuble de 300 mètres de long sur 50 mètres de haut, surnommé la Muraille de Chine, dans les faubourgs de la cité. Une cage à la lapins géante, édifiée il y a vingt-cinq ans, où l'on a entassé sur 16 niveaux 526 appartements d'HLM et leurs 1 500 habitants.

L'architecte, M. Yves Gouyon, un artiste local, voulait, paraît-il, « offrir une vue imprenable au maximum de ses modestes ». Sa falaise déprimante obstruait aujourd'hui l'horizon de dizaines de milliers d'autres Stéphanois qui ont l'impression d'habiter un troupeau de barres et de tours plus petites, plantées tout alentour, et au milieu desquelles — comme de disgrâce — on a fait passer une bruyante autoroute.

Après avoir été l'orgueil de Saint-Etienne, la Muraille de Chine est aujourd'hui son tourment. Près de 40 % des logements ont été désertés par leurs occupants et ne trouvent plus preneurs. « L'immeuble est mal tenu et il y a trop de jeunes Arabes qui trainent dans les escaliers », dit lui-même M. Djemal, le président de l'amicale des Algériens.

Alexis, pour tenter de briser la spirale de la désertion — un phénomène qui coûte cher à l'office d'HLM, déjà en grande difficulté — on s'est résolu à « réhabiliter » la Muraille. On nettoie les appartements, on repeint les cages d'escalier, on refait l'encadrement du toit et on double les parois extérieures pour barrer la route au froid et au bruit. Mais surtout, et c'est cela qui est le plus spectaculaire, on sculpte littéralement l'immeuble fissuré pour briser sa monotonie. Ici, l'on creuse dans la paroi pour aménager des sortes de cours antérieures suspendues ; là, on lui donne de l'épaisseur en plaquant

De notre envoyé spécial

des entrées monumentales. Au pied du bâtiment, on ouvre quatre passages permettant de le traverser.

La municipalité ne veut plus avoir honte de sa Muraille de Chine. Elle souhaite que les Stéphanois — et pas seulement les cas sociaux et les immigrés — reprennent goût pour cet immeuble et son quartier. Plusieurs autres bâtisses voisines, édifiées à la même époque, seront également réhabilitées. Au total, 1 200 logements sociaux devraient être modernisés en trois ans.

2 milliards de francs par an

Pour, essentiellement, ces travaux ne sont pas tout. Ils sont accompagnés d'une foule d'actions dans le domaine social et culturel. Il s'agit d'aider les locataires, et notamment les Maghrébins, à s'insérer à la vie du quartier. Un professeur ouvre un atelier d'initiation à l'informatique, où les gosses arrivent en foule. Un club de prévention, installé dans un baraquement, apprend aux adolescents les rudiments de la mécanique automobile. On encourage un habitant de la Muraille de Chine à lancer une petite entreprise de messagerie qui emploie une dizaine de jeunes « coursiers ». Un comptoir où les femmes d'Afrique du Nord pourront vendre les objets qu'elles fabriquent, va s'ouvrir. Située au pied même de la Muraille, la maison des jeunes compte s'agrandir et intensifier ses activités.

Tout cela va coûter 120 millions de francs en trois ans. L'Etat pour 40 %, mais aussi la région, la Ville et l'office d'HLM y vont de leur écot. Ce secteur de Saint-Etienne est l'un des cent quartiers à problèmes que les pouvoirs publics tentent de sortir de l'ornière où ils s'enfoncent. Cette politique est coordonnée par une commission nationale de déve-

loppement social des quartiers, qui fonctionne avec une petite équipe depuis deux ans et demi. Elle a été présidée par M. Hubert Dubedout, ancien maire de Grenoble, puis par M. Rodolphe Pesce, maire de Valence et député PS de la Drôme.

Le diagnostic qui a suscité sa création est toujours aussi sombre. En France, sur les 2 800 000 logements HLM édifiés depuis la guerre, 600 000 sont en mauvais état et 150 000 d'entre eux au moins nécessitent d'urgence des travaux importants. Il a été décidé d'en rénover 30 000 par an entre 1984 et 1989, c'est-à-dire pendant le IX^e Plan.

Deux ans et demi après son démarrage, la commission avoue que le programme a pris du retard : 10 000 HLM ont été effectivement modernisés et 40 000 autres sont en chantier. L'Etat y a consacré 230 millions de francs en 1983, 500 millions en 1984, 700 millions en 1985. Cette année, les régions y ont ajouté une contribution de 250 millions de francs. On estime que ces sommes sont doublées par l'effort des municipalités et des offices d'HLM.

La réhabilitation de l'habitat social coïncide donc actuellement 2 milliards de francs par an. Ce rythme de dépenses, qui permet de sauver d'une dégradation irréversible environ 30 000 appartements par an, est d'évidence insuffisant. Certains ensembles considérés comme en péril devront attendre vingt ans pour être traités à leur tour. Pendant ce temps, le reste du parc immobilier vieillira lui aussi. Dans deux décennies, il est facile de deviner quel sera l'état des immeubles actuellement jugés comme convenables. Les pouvoirs publics n'ont même plus le choix. Entre la construction neuve et l'entretien du patrimoine existant, c'est le second qui, désormais, devrait avoir la priorité.

MARC AMBROISE-RENDU.

CYCLISME

LAURENT FIGNON INDISPONIBLE POUR TROIS MOIS

Hospitalisé à la Salpêtrière à Paris où il doit subir une intervention chirurgicale vendredi 17 mai, Laurent Fignon serait indisponible pour trois mois si l'on en croit les avis de ses médecins. Il ne pourra défendre son titre de champion de France sur route le 13 juin et devra renoncer au Tour de France qu'il a remporté ces deux dernières années.

Depuis le début de la saison, le coureur français souffre d'une affection du tendon d'Achille gauche qui l'a déjà contraint à déclarer forfait lors des Quatre Jours de Dunkerque. Les causes de cette tendinite chronique demeurent imprécises. Pour tenter de l'expliquer, on peut invoquer les efforts prolongés sous la pluie ou une position à vélo déficiente, tout en remarquant que Cyrille Guimard, l'actuel directeur sportif de Fignon, et Bernard Hinault ont connu naguère des problèmes du même ordre. Mais d'autres coureurs appartenant à des équipes différentes sont frappés d'un mal comparable. C'est notamment le cas de l'Irlandais Sean Kelly, vainqueur de Paris-Nice, qui doit s'abstenir de participer au Tour d'Italie.

L'abus des grands braquets et les méthodes modernes de préparation, qui tiennent compte de celle évolution technique, ne sont probablement pas étrangers à cette « épidémie » qui frappe précisément les vedettes du peloton. Il est trop tôt pour fixer la date exacte de la rentrée de Laurent Fignon, qui pourrait avoir lieu à l'occasion du championnat du monde le 1^{er} septembre ou du Grand Prix d'autisme (Créteil-Chaville) le 6 octobre.

J. A.

● VOILE : Record de l'Atlantique nord. — Le catamaran Fleury-Michon VII (25,90 m) du Français Philippe Poupon n'est pas parvenu à améliorer le record de la traversée de l'Atlantique nord, établi l'août dernier par le catamaran Jet Service (18,25 m) de Patrick Morvan, en 8 jours 16 h. 36 mn. Après avoir couvert la moitié du parcours en 3 jours et 16 heures, Philippe Poupon n'a plus rencontré les vents qui lui auraient permis d'atteindre le cap Lizard (sud de l'Angleterre) avant mercredi 15 mai 13 h 6, heure limite pour battre le record. Décidé à faire une nouvelle tentative en 1986, Poupon s'est détourné vers la Trinité-sur-Mer.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le projet sur l'aide au logement est définitivement adopté

Les députés socialistes et communistes ont approuvé en deuxième lecture, le mercredi 15 mai, le projet de loi améliorant l'aide au logement (le Monde du 6 avril 1985). Les députés RPR et UDF n'ont pas pris part au vote.

L'Assemblée nationale ayant approuvé le texte déjà voté par le Sénat, ce projet est définitivement adopté. Il prévoit essentiellement la possibilité pour les titulaires de plan ou de compte, épargne-logement ou des travaux d'amélioration de résidence secondaire. Le montant des travaux pour économies d'énergie ouvrant droit à déduction fiscale, passe de 8 000 F à 12 000 F plus 2 000 F par enfant à charge.

Enfin, il accroit le plafond des déductions d'impôts pour ceux qui empruntent pour acheter leur logement de 9 000 F à 15 000 F, plus 2 000 F par enfant à charge.

Dans le projet initial, ce dernier plafond était de 12 000 F, mais M. Paul Quilès, ministre de l'habitat, du logement et des transports, avait proposé aux sénateurs de l'accroître de 3 000 F, ce qu'ils avaient accepté. Mais il ne touchait pas à la déduction supplémentaire par enfant à charge.

M. Gilbert Gauthier, député UDF (Paris), l'a regretté. Il a donc proposé que la réduction soit limitée à 14 000 F, mais que la déduction supplémentaire par enfant passe à 3 500 F. Les communistes ont été de son avis. Aussi, malgré les réticences de quelques socialistes, la commission des finances de l'Assemblée avait adopté l'amendement de M. Gauthier.

L'assurance-vie

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 15 mai, en deuxième lecture, le projet de loi qui améliore l'information des consommateurs signant des contrats d'assurance-vie (le Monde du 22 décembre 1984). Après que le Sénat ait lui-même débattu deux fois de ce texte, il n'y a plus qu'un point de désaccord entre les deux Assemblées.

Les députés ont accepté le système de pénalité financière retenu par les sénateurs quand l'assureur tarde à rembourser les sommes qu'il doit à un de ses assurés (le Monde du 14-15 avril). En revanche, ils ont refusé que cette pénalité soit supprimée en cas de « circonstances non imputables à l'assureur ». M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur de la commission des lois, a eu effet expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une « pénalité financière et d'une compensation du préjudice subi par le créancier ».

ENVIRONNEMENT

108 millions de francs pour des actions de soutien à la qualité de la vie

Lutte contre le bruit, défenses des grands sites naturels, nettoyage des rivières et traitement des déchets : tels sont les domaines privilégiés, cette année, par le comité interministériel de la qualité de la vie, réuni récemment sous la présidence de M^{me} Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement.

Le comité a attribué une enveloppe globale de 108 millions de francs pour 1985, dont 50 millions par contrats de plan avec des régions, des villes ou des collectivités locales. Cette somme est en légère augmentation par rapport à 1984 (97 millions de francs).

Comme l'an dernier, le plus gros effort financier concerne la lutte contre le bruit : 11 millions sont allés à l'Etat, et une somme de 4 890 000 F sera répartie entre l'Île-de-France (couverture du boulevard périphérique de Paris), le Nord-Pas-de-Calais et la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Une enveloppe presque équivalente (15 730 000 F au total) est attribuée aux espaces naturels : 5 250 000 F aux parcs nationaux, 7 150 000 F aux parcs régionaux, et 3 330 000 F aux collectivités locales qui gèrent des sites ou des réserves naturelles. Les opérations « rivières propres » recevront une subvention de 5 380 000 F, et 2 340 000 F pour la protection des poissons menacés, comme le saumon ou l'esturgeon.

Un effort particulier sera fait pour aider l'ANRED (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets) dans ses opérations régionales. Elle recevra 6 620 000 F. Quant à l'Agence pour la qualité de l'air, elle obtient 2 900 000 F pour ses actions de lutte contre la pollution atmosphérique.

Parmi les opérations particulières, on note le transfert à Salaise-sur-Saône (Isère) d'une usine d'incinération de déchets industriels (1,5 million de francs en 1985, pour des travaux d'un montant global de

40 millions) ; des subventions aux parcs de Cévennes et de Port-Cros (Var) pour « la valorisation auprès du public de leurs acquis techniques » (700 000 F) ; la mise en place d'un réseau d'observation de la qualité des sols en Bretagne et dans le Nord-Pas-de-Calais (500 000 F) ; des unités d'élevage de poissons en liaison avec la station de lagunage de Mézès (Hérault) (250 000 F) ; la protection de la baie d'Audierne (Finistère), où le Conservatoire du littoral vient d'acquiescer 500 hectares (160 000 F) ; la remise en valeur du patrimoine troglodytique de la région de Saumur (100 000 F) ; une étude des étangs du Limousin (70 000 F), etc.

LES ANIMAUX MALADES DE LA RAGE

Ils ne meurent pas tous, mais beaucoup sont frappés. La rage sévit en France dans certaines régions.

A l'approche des vacances, les propriétaires de chiens et de chats doivent se rappeler que, pour être admis dans les campings et les centres de vacances, ainsi que dans les treize départements officiellement déclarés atteints (1), leur compagnon doit être vacciné (certificat en cours de validité faisant foi), tatoué (le numéro d'identification est obligatoirement reporté sur le certificat de vaccination et la carte d'immatriculation correspondante) et porter un collier avec les nom et adresse du propriétaire. Même exigence de la part du service de contrôle au départ de la France métropolitaine si vous allez en Corse. Le certificat de vaccination doit, en outre, être visé par les services vétérinaires du département d'origine de l'animal.

(1) Les départements concernés sont les suivants : 01, 02, 08, 10, 21, 25, 38, 39, 45, 51, 52, 54, 55, 57, 58, 60, 67, 68, 70, 71, 73, 74, 76, 77, 80, 88, 89, 90, 93, 95.

Naissances

— Lyon.
Jacques BÉRY et Françoise THIVOLET-BÉRY, Claire et Anne, ont la joie d'annoncer la naissance de
Hélène,
le 3 mai 1985.

Communications diverses

— Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) organise le jeudi 21 mai, de 17 heures à 19 h 30, 4, rue de Chevreuse, Paris-6, une rencontre sur le thème : « Crises de régime et crises de succession en Europe du Centre-Est. » Renseignements : (1) 260-39-60, poste 3834.

— L'association internationale Futuribles, 55, rue de Varenne, Paris-7, organise le 21 mai prochain, de 17 h 30 à 19 h 30, une table ronde avec M. Bernard Stasi sur : « L'immigration : une chance pour la France. » Renseignements et inscriptions : (1) 222-63-10.

— Le siège de l'Association des anciens externes des hôpitaux de Paris est transféré du 11 rue Brunei, Paris-17, au 17 rue de la Plaine, Paris-20. Tél. : (1) 373-81-28.

— Le groupe œcuménique Inter Américain latine invite à une rencontre avec le Père Gustave Gutierrez, théologien de la Libération, le jeudi 23 mai, à 18 heures, à l'église Saint-Merri, 74, rue Saint-Martin, Paris-4.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-IV, samedi 18 mai, à 9 heures, amphithéâtre Guizot, M. Doru Todericiu : « La constitution de la chimie des colorants en France. Le rôle exemplaire de la société industrielle de Mulhouse. »

— Université Paris-IV, jeudi 30 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Simham Aron : « Polyphonies et polythèmes d'Afrique. »

— Université Paris-III, jeudi 30 mai, à 14 heures, salle Bourjars, M. Mustafa El Halougi : « Les emprunts arabes en arabe. »

— Université Paris-IV, jeudi 30 mai, à 9 heures, salle des Actes, M. Alain Silbermann : « Pomponius Meli, Chorographe. Établissement du texte, traduction et commentaire. »

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sans indications particulières : * expo le matin de la vente

LUNDI 20 MAI

- S. 1. — Tbx des 18 et 19^e s., verrerie (Daum, Gallé) icônes Russie 17, 18, 19^e s., bronzes et pendules, beau mobilier 18^e et 19^e s. — M^{re} CHARBONNEAUX.
- S. 2. — Bons mbles, objets mobiliers — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 4. — Bons livres — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{re} Vidal-Mégret exp.
- S. 6. — Livres ill., ivoires, argile, nbj, d'ameub. — M^{re} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M. Blancsberg, expert.
- S. 9. — Tbx du 19^e s., nbj, d'art et d'ameub. Mbles 18^e, 19^e s. et 1930 — M^{re} WAPLER.
- S. 10. — Bons meubles, objets mobiliers — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 13. — Tab, bib, mob. — M^{re} BOISGIRARD.
- S. 14. — Bx tble anc., toile par DELACROIX, cheval TANG, beau mob. anc. et de style, Lapisserie de Picart le Doux — M^{re} DAUSSY, MM. de Bays, Ryaux, Maréchaux, Portier, experts.

MARDI 21 MAI

- S. 12. — Tbres poste — M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- MERCREDI 22 MAI
- S. 2. — Autographes et livres anciens — M^{re} BOISGIRARD, M. Bessé, expert.
- S. 5. — 14 h 30 — Imp. tableaux modernes — M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 6. — Estampes anciennes et modernes — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M^{re} Rousseau, expert.
- S. 7. — 14 h 30 — Très importants tableaux anciens — M^{re} BOSCHER.
- S. 9. — Tableaux anciens, meubles et objets d'art des 18^e et 19^e s. — M^{re} COUTURIER, NICOLAY, MM. Le Guel, Fraquin, experts.
- S. 10. — Livres anc. et mod., tapis, bons meubles — M^{re} LANGLADE.
- S. 16. — Objets d'art d'Extrême-Orient — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Portier, expert.

JEUDI 23 MAI

- S. 16. — Suite de la vente du 22 — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

VENDREDI 24 MAI

- S. 1. — Tab, bib, mob. — M^{re} BOISGIRARD.
- S. 4. — Gravures, tableaux, bibelots, sièges et meubles anc. et de style — M^{re} ALDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 5. — Tableaux, gravures, meubles 19^e et 1930 — M^{re} CHEVAL.
- S. 8. — Tbres, cartes postales — M^{re} BONDU.
- S. 10. — Tbx mod. et fig. — M^{re} CHARBONNEAUX.
- S. 11. — Tbx, bib, mob., jouets d'enfants — M^{re} OGER, DUMONT.
- S. 13. — Mbles, obj. d'art — M^{re} BRIEST.
- S. 16. — Obj. d'art et d'ameublement — M^{re} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
ALDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
J. P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 770-36-16.
BOSCHER, 3, rue d'Ambroise (75002) 260-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008) 268-11-30.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fg St-Honoré (75008) 359-66-56.
CHEVAL, 33, rue du Fbg-Montmartre (75009) 770-56-26.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.
DAUSSY, 46, rue de la Victoire (75009), 874-38-93.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 274-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN) 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009) 281-50-91.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-93.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-83-38.
WAPLER, 16, Place des Vosges (75004), 278-57-10.

XXX^e SALON DE MONTROUGE • 24 avril - 28 mai

ART CONTEMPORAIN, peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo et

RAOUL DUFY CEUVRES DE 1904 à 1953

2, avenue Emile-Boutroux et 32, rue Gabriel-Péri

MONTROUGE, 10 h à 19 h

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 16 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

VICTOR HUGO
illustrations de Bérénice Cleeve
Le chef-d'œuvre:
les Misérables
Une édition de bibliophilie
4 volumes reliés plein cuir
DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE
EDITIONS ANDRÉ SAURET
8, Quai Antoine-1^{er} 98000 MONACO

20 h 35 **Série : les Misérables.** D'après l'œuvre de Victor Hugo. Réal. : Robert Hoeslin. Avec L. Ventura, M. Bouquet, J.-M. Prohiet... Avant-dernier épisode. Le père Tardieu meurt, son mari sort de prison. Marius déclare son amour à Cosette. Le roman immense du père Hugo continue, hélas ! sans fin ni magie noire.
h 30 Les journaux de l'information : Infovision.
Emission d'A. Deverry, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy.
Au sommaire : trafic d'organes humains ; l'école du Liban de demain ; Burkina : la révolution des hommes libres ; deux cas après ; les tombes du président.
22 h 45 **Journal.**
h 5 C'est à Cannes.
23 h 19 **Étoiles à la une : A double soufflé.** Court métrage de F. Berenger.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Cinéma : Soleil rouge.** Film franco-italien de T. Young (1971), avec C. Branson, U. Andres, T. Mifune, A. Delon, Capucine, S. Nakamura (Rediffusion).
En 1970, en Arizona, un samouraï poursuit des hors-la-loi qui ont volé un sabre en or japonais, destiné au président des États-Unis. C'est une curieuse histoire vraie. Il en est sorti un western européen, intéressant seulement pour les acteurs.
h 30 **Magazine : Musiques au cœur.**
De E. Ruggieri, réal. P. Jourdan.
Vive les Strauss (deuxième partie). Autour de Vienne au début du siècle et de la famille Strauss : Johann, l'auteur de la Clarinettes et Oscar le compositeur des célèbres Trois valses.

Vendredi 17 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **ANTIOPE 1.**
h 45 **Le Uno chez vous.**
h 50 **Faillitons : Les enquêteurs associés.**
h 50 **La bouteille à la mer.**
h 50 **Journal.**
h 50 **A pleine vie.**
h 50 **La chance aux chansons.**
h 50 **Le village dans les nuages.**
h 50 **Mini-journal pour les jeunes.**
Avec M. Jack Lang, ministre de la culture.
h 50 **Série : Cœur de diamant.**
h 50 **Jeu : Anagram.**
h 50 **Faillitons : Les Bergeot.**
h 50 **Journal.**
h 50 **Le jeu de la vérité.**
Emission de Patrick Sabatier en direct de Cannes.
h 50 **Téléfilm : Une péniche nommée rêverie.**
De P. Seban. Avec A. Clément, A. Stewart, G. Trillat... Jeanne, bruyamment veuve, se retrouve seule avec deux enfants pour diriger une péniche. Elle rencontre une femme de marinier avec qui elle va naviguer et affronter un monde d'hommes. Solitude, susceptibilité à fleur de visage.
23 h 30 **Journal.**
h 40 **C'est à Cannes.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

h 45 **Téléfilm.**
h 45 **ANTIOPE.**
h 50 **Journal et météo.**
h 50 **Jeu : l'Académie des neufs.**
h 50 **Journal.**
h 50 **Faillitons : Bergeot et fils.**
h 50 **Aujourd'hui la vie.**
h 50 **Série : Drôles de dames.**
h 50 **Le téléjournal des téléspectateurs.**
Reprise : Les jours de notre vie.
h 50 **Journal.**
h 50 **Récré A 2.**
h 50 **C'est la vie.**
h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
h 50 **Emissions régionales.**
h 50 **Le théâtre de Boulevard.**
h 50 **Journal.**
h 50 **Faillitons : Châteaufort.**
h 50 **Apostrophes.**
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : romans d'amour, sont invités : Scott Fitzgerald (pour Tendre est la nuit, et Les Lettres à Zola et autres correspondances, de P. Scott Fitzgerald), Antoine Compagnon (Ferratagato), Eugénie Debaisieux (Nous nous aimons jusqu'à nos présidents), Françoise Sagan (De guerre lasse), Ghislaine Schoeller (Lady Jane).
22 h 50 **Journal.**
h 50 **Ciné-club (voix Jean Rouch) : Petit à petit.**
Film français de J. Rouch (1969).
Première partie : Lettres persanes, avec D. Sika, L. Idriss-Dia, I. Gaudel.
Un Nigérien veut, avec ses deux associés, construire un bâtiment à Naméy. Il vient à Paris pour étudier le mode de vie dans les maisons d'étages.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

ACTION
LE MAGAZINE DU BIEN VIRE
PRODUCE PAR
LA MUTUALITÉ FRANÇAISE
DEMAIN SUR FR3 A 13H30

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
h 55 **Dessin animé : Il était une fois l'homme.**
h 5 **Les jeux.**
h 35 **Série Agatha Christie : les Associés contre le crime.**
Réal. Paul Amiet, avec F. Anziz, J. Warwick.
Sinonsson, l'explorateur de l'Arctique, demande à Tuppence et Tommy de l'aider à retrouver sa fiancée mystérieusement disparue.
h 30 **Nuit du Cinéma.**
h 35 **Vendredi : Spécial cinéma.**
Magazine d'André Campana en direct de Cannes.
Un numéro spécial autour du 38^e Festival de Cannes aux

23 h 30 **Histoires courtes.**
« Une soirée perdue », réal. C. Decugis.
0 h **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : Violette Nozière.**
S. Audran, J. Carmet, L. Langlois, J.-F. Garreau, B. Alane (Rediffusion).
Années 1933-1934 à Paris. Une fille de dix-huit ans menant une vie de débauche se livre à une tentative d'empoisonnement de son père, couple modeste et mesquin. Le père survit. Le procès agite la France. Un fait divers réel minutieusement reconstitué par Chabrol dans l'atmosphère de son temps. Mise en scène maîtrisée. Composition surprenante d'Isabelle Huppert.
22 h 35 **Journal.**
h 30 **Série : les Producteurs.** Emission de J. Cohen.
Pourrait de Gérard Beryout, producteur du cinéma cinématographique : rencontre avec les stars du grand écran : Bourvil, de Funès, Delon, Gabin...
h 30 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Tour de France gourmand ; 17 h 15, Woody Woodpecker ; 18 h 25, Quoi de neuf ? (Actualité du livre et du disque) ; 17 h 40, Fragile rock ; 18 h 5, Série : Dynastie ; 18 h 50, Atout P.C. ; 19 h, Feuilles d'été : l'homme du Picardie ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Le vie est un roman, film d'A. Resnais ; 22 h 25, Lady Libertine, film de G. Kikoine ; 23 h 50, T'es folle ou quoi ? film de M. Gérard ; 1 h 25, Mesdames, messieurs... bonsoir, film de L. Comencini.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Victor Hugo trépas : discours sur la liberté de l'enseignement (13 janvier 1850).
21 h 30 **Vocalise : libre parcours voix.**
h 30 **Notes magiques : Festival de Cannes.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5 **Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées) :**
« Adieu à la France », œuvre en trois actes de Händel par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgoire, sol. Z. Gal, J. Drivala, F. Destembert, A. Delon...
h 30 **Les soirées de France-Musique : Sonnets de Scarlatti par Scott Ross ; 23 h 16, Bach to Bach (Festival de Leipzig 1985).**
h 30 **Projet ethnographique : mondanité et mélomanie.**

sur trois thèmes : France, terre d'accueil des cinéastes étrangers et lieu de consécration pour le cinéma mondial (Dino Ris et les maîtres en scène italiens, Yves Chénier pour *Adieu Bonaparte*) ; la relève du cinéma français, quelques happenings avec des jeunes stars comme Valérie Kaprisky, Christophe Malavoy et les premiers films de jeunes cinéastes ; la promotion mode d'emploi (la stratégie multimédia de promotion de Michel Blanc, l'orchestration de *Marche à l'ombre* de Christian Fouchier). Chaque sujet est suivi d'un débat avec des critiques, des producteurs.
22 h 30 **Journal.**
h 30 **Série : Les Producteurs.** Réal. J. Méry.
Portrait de Serge Silberman, producteur de *Ran*, de *Kurosawa*.
23 h 25 **Décibels de nuit.**
h 55 **La presse et le palmier.**
Des journalistes de la presse écrite jouent au jeu des pronostics sur le palmarès avant de continuer en direct de 0 h 15 à 2 h 5.

0 h 15 **Cinéma : les Ailes de la colombe.**
Film français de H. Jacquot (1980), avec I. Huppert, D. Sarda, M. Placido, J. Seret, L. Ballea...
A Venise, une aventurière cherche à déjouer la sœur d'une orpheline atteinte d'une maladie mortelle en la faisant séduire par l'homme qu'elle aime.
h 45 **Spécial nuit du cinéma depuis Cannes.**
h 5 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Mesdames, messieurs... bonsoir, film de L. Comencini ; 18 h 40, Les Fantômes du chapelier, film de C. Chabrol ; 12 h 35, Cabou Cadin (et à 16 h 35) ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 13 h 45, Superstars ; 14 h, Tir groupé, film de J.-C. Miasan ; 15 h 25, J'ai le droit de vivre, film de F. Lang ; 18 h, Jeu : A Cœur ; Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 50, Superstars ; 21 h, Des Canailles, Momegagnon, film de C. Galloux ; 22 h 50, Class, film de L.-J. Carluo ; 0 h 40, Lady Libertine, film de G. Kikoine ; 2 h, Boz ; 3 h, la Femme publique, film d'A. Zukowski ; 4 h 50, Scam, film d'A. Clark.

FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les exécutés internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : les arts de la mémoire et les palmarès (et à 10 h 30 : Vies de Hugo et de Rimbaud) ; 9 h 5, Mardis de la connaissance : l'Etat du Front populaire (1936-1938) ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école hors les murs : les radiotes, les radiotons, nous découvrons ; 11 h 30, Faillitons : Victor Hugo ; 12 h, France-culture, en direct de Cannes ; 13 h 40, On commence... Goethe en Alsace ; 14 h, Un livre, des voix : « le Spectateur », de Daniel Zimmermann ; 14 h 30, Sélection prix Italia : « les Mercenaires de la tempête » et « Un homme de justice » ; 15 h, Les chemins de la connaissance : la France d'aujourd'hui ; 16 h 30, Musique : miroirs ; 17 h 10, Le pays d'ici : Biarritz, ville cosmopolite ; 18 h, Sub-jectif ; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : les cent vingt ans de l'Union internationale de télécommunications ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Mozart ; 21 h 30, Le grand débat : Qu'est-ce que le totalitarisme ? avec Alain Besançon, Corélie Castoridis, Pierre Gremion, Pierre Hammet et Michel Heller.
21 h 30 **Black and blue : histoire du jazz.**
22 h 30 **Notes magiques : Festival de Cannes.**

FRANCE-MUSIQUE

7 h 10, L'ampère : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : l'auréole en son temps, « Palléas, Ariane et Pénlope » ; œuvres de Debussy, Fauré, Dutilleul ; 12 h 5, Le temps de jazz : feuilleton « Ellingtoniens biscailliers » ; Johnny Hodges ; 12 h 30, Concert : « Variations Goldberg » de Bach, par Tatiana Nicolaeva, piano ; 14 h 2, Répères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : histoires d'espaces ; 15 h, Verveine-Scott : globe-trotters ; 17 h, Histoire de la musique : 18 h 2, Les chemins de la terre ; 19 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition ; 19 h 15, Les musées en dialogue, magazine de musique ancienne ; 20 h 4, Sonnets de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Ararat-concert ; 21 h 30, Concert (série de Sarrebruck) : Tristan et Isolde ; de Wagner (Prélude et mort d'Isolde) ; « Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur », de Liszt ; « Symphonie n° 5 en mi mineur », de Tchaïkovski ; par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. V. Nelson, sol. G. Orpitz, piano.
22 h 20 **Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; 24 h, musique traditionnelle.**

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 17 MAI

— M. Jacques Lang, ministre de la culture, est l'invité de l'émission « Parlons vrai » sur Europe 1 à 8 h 15.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE-

SOLEIL ET ORAGES

Jeudi, de l'ouest de la Bretagne à l'Aquitaine et aux Pyrénées-Orientales, temps nuageux avec des pluies faibles en Bretagne, pluies fortes et orageuses sur les régions du Sud-Ouest.
Au cours de la journée, pluies et orages devraient gagner les régions méditerranéennes, le sud et l'est du Massif Central, atteignant la Corse en soirée.
Ailleurs, notamment dans la région parisienne, le temps, parfois brumeux le matin, devrait être plutôt ensoleillé dans la journée.
Températures relevées le 15 mai sous abri : Brest, Cherbourg, Lorient, Rouen 14 ; Lille, Dinard, Paris, La Rochelle ; 16 ; Biarritz, Nice, Cannes, Ajaccio, Tours ; 17 ; Limoges, Bordeaux, Perpignan, Marseille, Nancy, Nantes ; 18 ; Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon ; 20 ; Strasbourg, Pau ; 21 ; Toulouse ; 22.

Températures à l'étranger : Amsterdam : 20 ; Genève 19 ; Berlin : 23 ; Lisbonne : 18 ; Moscou : 23 ; New-York 30.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 17 MAI

« Le parc de la Défense », 15 heures, hall du RER, station Défense (sortie L).
« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale (boulevard Ménilmontant).
« Hôtels de la rue de Rohan », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (D. Bouchard).
« Cinquante rois et reines de France dans la basilique Saint-Denis », entrée basilique, 15 heures.
« Chez M. de Balzac dans sa villa de Pissy », 15 heures, 47, rue Raynouard (Paris et son histoire).
« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (M^{re} Rojon).

« Le siège du PC : chef-d'œuvre d'architecture contemporaine », 15 heures, métro Colonel-Fabien (M^{re} Lesnier).
« Le Marais de l'hôtel de Sully à l'hôtel Carnavalet », la place des Voies, la vie sous Henri IV, évocation de Victor Hugo et de M^{re} de Sévigné, 15 heures, métro Saint-Paul (L. Haulier).

« Camille Claudel et Rodin », à l'hôtel Biron, 77, rue de Varenne, 14 h 30.
« Vivre au Moyen Age : le musée de Cluny », 14 h 30, place Paul-Painlevé.
« Hôtels du Marais (nd) place des Voies », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie rue Lobau (G. Bouteau) ou Saint-Paul (Régénération du passé)).

« Le Marais, ses ruelles, ses passages, ses parties inconnues, la place des Voies », 15 heures, au pied de la statue de Louis XIII, contre place des Voies (C.A. Messer).
« Vie artisanale du faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 1, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

EN BREF

DOCUMENTATION

ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE. — L'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel français est le thème du dernier numéro des Cahiers du Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France (CREPIF) : patrimoine industriel de l'agglomération parisienne, débuts des travaux de télécommunications, anciens fours à verre de Lorraine, fondries de fer au dix-neuvième siècle, apport de l'ordre des Chateaux au développement de l'industrie métallurgique desphosphore, etc. Le CREPIF est un centre de recherche universitaire qui organise des tables rondes et des conférences et s'efforce de fournir aux élus et au public une information scientifique. Le numéro de 232 pages : 50 F. En vente au CREPIF, 2, rue Lobau, 75004 Paris. Tél. : 276-52-51 et à la Documentation française.

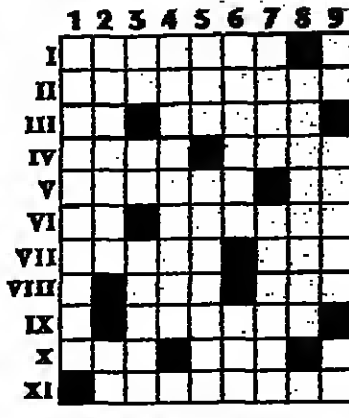
SALON

OBJETS ANCIENS POUR CŒUR NEUF. — Du 16 au 19 mai, le Lions Club organise à Étampes (Seine-et-Marne), le premier salon des antiquaires au profit du cœur artificiel. Cette manifestation réunira les plus célèbres antiquaires de la région parisienne. On pourra y admirer des meubles anglais des dix-huit et dix-neuvième siècles, des bibelots et de la marqueterie de la même époque, des tapis d'Orient anciens, des jouets, tableaux, poupées d'époque, des gravures, des cartes postales, etc. L'entrée est fixée à 10 F. Les sommes recueillies serviront à financer les recherches menées depuis 1982 par le professeur Mondes, de l'hôpital Salvator de Marseille, et son équipe pour la mise au point d'un prototype de cœur artificiel.

★ De 10 heures à 19 heures, salle des fêtes d'Étampes. Renseignements, M. Pierre. Tél. : (1) 341-06-04 ou 494-15-07.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3967



HORIZONTALEMENT

I. Etat où les sujets sont régis par des ordonnances. — II. Plaisances. — III. Article. Son pouvoir est difficilement maintenu par le pouvoir. — IV. Evêque à qui l'on cherche des croix. On a fait beaucoup de batage sur elle. — V. Qui affecte un

système. Personnel. — VI. Se dit en toute amitié. Rond sur une rose. — VII. Sur le chemin de la descente aux Enfers. Accompagné d'un gâteau, il séduit les enfants. — VIII. On le gagne souvent avec le mal ou l'on s'en sépare parfois avec peine. Démonstratif. — IX. A la tête d'une « poule ». — X. Ses titres manquent parfois de noblesse. Accompagne le lever comme le coucher. — XI. Qui représente sur une solide colonne.

VERTICALEMENT

I. Sérieux, il se distingue difficilement. — 2. Peut se produire avec des sautes. Exemple ou exemple, selon le milieu. — 3. Article. Grecque. Personnel. — 4. Est conditionné pour une vie possible sur la Lune. — 5. Champion du raisonnement par l'absurde. Fournisseur d'un esprit mordant. — 6. Se penche sur la solution. Elève de Rembrandt. — 7. Un pis-aller pour le sauvetage des chefs-d'œuvre en péril. Ne voit jamais seule sur les routes de montagne. — 8. Nettoyer le bidet. — 9. Emblème. Dans le domaine des huiles, il tient la palme. Préparation.

Solution du problème n° 3966

Horizontalement

I. Fédératif. — II. Réaliser. — III. Sào. Rot. — IV. Bourde. Me. V. Éthiopie. — VI. En. Lifts. — VII. Euh ! Au. Ré. — VIII. Crambe. — IX. As. Altier. — X. Fret. — XI. Tamière.

Verticalement

I. Fuste. Esart. — 2. Acteur. — 3. Brouhaha. Fm. — 4. R. Ri. Mari. — 5. Invidiable. — 6. Fi ! Epinette. — 7. UER. If. — 8. Géométrie. — 9. Este. Short.

GUY BROUTY.

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	021 941 1 571	500 500 2 500	6	006 4 476 5 576 6 586 91 528	500 2 500 2 500 2 500 10 500
2	022 022 942 18 742	100 300 500 18 700	7	377 467 867 967	500 500 500 500
3	013 2 083 5 043	500 2 500 2 500	8	318 028 0 228 96 776 27 500	500 500 2 500 10 500 10 500
4	004 444 894 34 274 145 544 701 874	500 500 500 10 000 1 000 000 4 000 000	9	329 479 83 359	500 500 10 500
5	116 5 156 85 816 71 916	500 2 000 10 000 10 000	0	20 0 100 4 390 46 110 81 500	200 500 2 000 10 500 10 000

LOTO
N° 20
30 TRAGE
15 MAI 1985
POUR LES TRAGES DU MERCREDI 22 ET SAMEDI 25 MAI 1985
VALIDATION AU N° 15 MAI 1985
TRANCHE VICTOR HUGO
TRAGE DU MERCREDI 15 MAI 1985

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES A PAYER AUX BILLETS ENTIERS					
Le règlement de TACO-TAC se trouve au verso du billet (A.D. de 20/05/85)											
Le numéro		6110982		vaut		4 000 000,00 F					
les numéros approchant à la centaine de mille		0110982		gagnent		50 000,00 F					
		1110982									
		2110982									
		3110982									
		4110982									
		5110982									
Les numéros approchant aux											
Dizaines de mille		Mille		Centaines		Dizaines		Unités		gagnent	
600982		611982		610082		610902		610980		10 000,00 F	
620982		612982		610182		610912		610981			
630982		613982		610282		610922		610983			
640982		614982		610382		610932		610984			
650982		615982		610482		610942		610985			
660982		616982		610582		610952		610986			
670982		617982		610682		610962		610987			
680982		618982		610782		610972		610988			
690982		619982		610882		610982		610989			
Tous les billets se terminent par		0982		gagnent		5 000,00 F					
		982						1 000,00 F			
		82									
		2								200,00 F	
						100,00 F					
TACOTAL								TRAGE DU MERCREDI 15 MAI 1985			

REPÈRES

États-Unis : Bush

CONJONCTURE

Les prix ont augmenté

Le prix du pétrole a augmenté de 10 %

Le prix du blé a augmenté de 5 %

Le prix du sucre a augmenté de 15 %

Le prix du café a augmenté de 20 %

Le prix du cacao a augmenté de 25 %

Le prix du coton a augmenté de 30 %

Le prix du lin a augmenté de 35 %

REPÈRES

Etats-Unis : baisse de la production industrielle...

La production industrielle et minière américaine a diminué de 0,2 % en avril, ce qui représente la première baisse depuis six mois. Cet indice, qui avait progressé de 0,3 % en mars, est revenu au niveau de 165,4 (base 100 en 1987). La production industrielle, qui avait reculé de 0,4 % en octobre, avait peu varié depuis. En avril, la construction automobile a en particulier baissé, pour s'établir à un rythme annuel de 8,1 millions d'unités, contre 8,3 millions en mars. Par ailleurs, les ventes de biens manufacturés ont progressé seulement de 0,4 % en mars pour se situer à 420,2 millions de dollars, tandis que les stocks des entreprises diminuaient, pour la première fois depuis mars 1983, revenant à 578,2 millions, ce qui reflète la faiblesse de la conjoncture.

...et des taux d'intérêt

La Bankers Trust, huitième plus importante banque des Etats-Unis, a décidé d'abaisser d'un demi point le taux d'intérêt privilégié (prime rate) consenti à ses meilleurs clients, en le ramenant de 10 1/2 % à 10 %. Il s'agit là du loyer de l'argent le plus bas appliqué depuis six ans et demi outre-Atlantique. Les milieux financiers estiment que l'initiative prise par la Bankers Trust pourrait rapidement faire tache d'huile. La dernière réduction des taux de base américains s'était produite le 15 janvier dernier. Ceux-ci avaient été ramenés de 10,75 % à 10,50 %.

La nouvelle baisse enregistrée a toutefois été accueillie avec scepticisme. Le « prime rate » bancaire est le dernier instrument monétaire à réagir à la détente des taux, et sa réduction n'est pas pour l'instant interprétée à New-York comme le signe d'une prochaine désescalade.

CONJONCTURE

Les prix ont augmenté de 0,7 % en avril

Le ralentissement de la hausse des prix en France marque un nouveau palier, le mois d'avril n'étant pas meilleur que celui de mars, selon les premiers calculs effectués par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Le mois dernier, l'indice des prix de détail avait, comme en mars, progressé de 0,7 %, ce qui, en rythme annuel, ferait une hausse de 7,8 % pour les trois derniers mois.

Sur douze mois, d'avril 1984 à avril 1985, le taux d'inflation est moins fort : 6,5 % alors qu'il était de 12,7 % en avril 1981 et de 13,9 % en avril 1982. Un recul de plus de la moitié en trois ans est significatif de l'effort accompli.

Tout donne à penser cependant qu'il va être beaucoup plus difficile désormais d'atteindre les objectifs que le gouvernement s'est fixés. Son

21,7 % en 1951 (conséquence de la guerre de Corée), le taux d'inflation était passé à 1,7 % en 1952, et une baisse avait même été enregistrée en 1953 (-2,3 %). Des phénomènes semblables s'étaient produits, entre 1957 (+10,9 %) et 1960 (+3,6 %), entre 1963 (+5,1 %) et 1964 (+2,2 %), enfin entre 1974 (+15,2 %) et 1975 (+9,6 %).

Pour toutes ces raisons, le freinage des hausses n'avait généralement pu se faire sans un ralentissement prononcé de la croissance (1). Tel n'a pas été le cas sur la période 1981-1984. Alors que de 1977 à 1980 le produit intérieur brut a augmenté de 3 % en moyenne annuelle, cette augmentation n'a été que de 1,2 % pour la période 1981-1984.

Parmi toutes les causes de la réduction de l'inflation, on serait tenté de mettre en avant l'importante réduction des hausses salariales illustrée par la progression du taux de salaire horaire.



Dessin de PLANTU.

espoir était que la hausse des prix ne dépasse pas 4,5 % en 1985. Plus sage, l'INSEE prévoit une augmentation de 5,5 %, le mouvement de désinflation pouvant être contrarié en début d'année, comme l'indiquait l'Institut national, « par des hausses de tarifs publics, des majorations de loyers et un léger rattrapage des services privés ». A cela se sont rajoutés l'« effet dollar » au premier trimestre et une légère reprise de l'inflation dans les pays de l'OCDE.

Quelques facteurs expliquent que la hausse soit de 2,5 % pour les quatre premiers mois. Pour rester dans l'épure - une progression de l'ordre de 3 % au premier semestre et de 2,5 % au second - il faudrait que le taux d'inflation mensuel soit maintenu en dessous de 0,4 % par mois pour les huit derniers mois de l'année.

L'impact des services

Pari d'autant plus difficile à tenir que certaines des causes de la désinflation se jouent plus ou moins moins que par le passé : 1983 avait bénéficié de la faiblesse des prix importés, et 1984 de celle des prix agricoles. Le fort ralentissement des coûts de production (du au freinage des hausses des taux de salaire et au maintien de gains de productivité) tend à s'atténuer. Enfin, il est peu probable que les services contribuent, comme l'an dernier, au ralentissement de l'inflation. L'analyse des évolutions récentes montre que le succès de la lutte contre l'inflation tient désormais à une politique d'ensemble plus qu'à des mesures particulières comme des blocages ou des contrôles.

Le rythme de la hausse des prix s'est ralenti de moitié en quatre ans. Le taux d'augmentation, qui était de 13,9 % en 1981 (décembre 1981 par rapport à décembre 1980), a été ramené à 6,7 % en 1984. Cette diminution n'a rien d'exceptionnel. De

Mais ce qui a joué le plus, finalement, dans la variation de l'indice, c'est l'évolution des prix des services. Ceux-ci ont progressé nettement moins vite que les prix industriels en 1984, contrairement à ce qui s'était passé en 1983 et plus encore en 1981. En un an, les prix des services marquent un écart à la baisse presque aussi important qu'en 1982 par rapport à 1981. Mais en 1982, il y avait eu blocage des prix.

Si l'on compare 1984 à 1981, on constate que les écarts d'augmentation se sont considérablement réduits à l'intérieur du secteur des services privés. Il y a quatre ans, les hausses les plus faibles (9 % pour les travaux photos, 13 % pour les spectacles et les services de santé) accusaient un écart de 12 à 14 points avec les hausses les plus fortes (23 % pour la location en hôtel, 21 % pour la location de camping, le dépannage, les consommations au café, l'entretien des véhicules). L'an dernier, la majorité des hausses restent comprises entre 4,5 % et 7,5 %, seuls les spectacles marquant des pointes de 19 % et 13,5 %. Sur quatre ans, l'effort a donc été important dans certains secteurs. Le rythme de hausse est réduit de 11 points pour les coiffeurs, de 14 points environ pour les consommations dans les cafés et pour la réparation d'appareils ménagers.

Selon l'INSEE, cette situation risque de ne pas durer même si la tendance s'est maintenue ces trois derniers mois. L'augmentation des défaillances d'entreprise montre que les prestataires de service ont connu des difficultés telles qu'on peut prévoir que le secteur augmentera cette année ses prix un peu plus que le coût de la vie.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Revue de la concurrence et de la consommation, n° 29, premier trimestre 1985. Documentation Française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07.

SOCIAL

AU CONGRÈS DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

Plaidoyer pour une « supranationalité »

Milan. — L'évolution vers plus d'Europe fait son chemin, confiait, le 14 mai, à quelques journalistes, M. Edmond Maire, en commentant le début des travaux du cinquième congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui réunit plus de trois cents délégués représentant trente-cinq confédérations. Indéniablement, les syndicats européens cherchent un langage commun et veulent donner une plus grande efficacité à leurs actions.

D'emblée, le nouveau secrétaire général du Trade Union Congress britannique (TUC), M. Norman Willis, a affirmé que face à « l'échec commun » des gouvernements, il fallait « rechercher tous les moyens possibles pour mettre au point une stratégie commune contre le chômage » en stimulant la croissance économique en Europe. Une tonalité plus européenne. Au nom de la CGIL italienne, proche du Parti communiste, M. Luciano Lama a repris un thème cher à l'ancien président du DGB allemand, M. Vetter, en soulignant qu'il fallait « céder à la CES une certaine partie de souveraineté enlevée aux syndicats qui la composent ». Plus mesuré et plus terre dans son expression, M. Ernst Breit, président du DGB et futur président de la CES, a plaidé pour « un grand marché intérieur européen » et « une politique monétaire commune ».

Pour sa part, M. André Bergeron a souhaité « aller plus avant » dans la voie de la supranationalité. Mais il pensait moins aux syndicats de la CES qu'aux pays membres de la CEE en disant : « Le moment est venu de doter l'Europe d'institutions politiques auxquelles les gouvernements des Etats membres accepteraient de déléguer une part de leurs pouvoirs en vue d'appliquer

De notre envoyé spécial

les grandes orientations politiques sur lesquelles ils se seraient mis d'accord. » M. Albert Merleier, secrétaire national de la CFDT, a jugé la résolution générale « empreinte de restriction » sur la question de l'union européenne : « Le mouvement syndical doit mettre les bouchées doubles pour affirmer et démontrer les nécessités de cette Europe. »

Les craintes de la CFDT

Une bonne partie des débats a tourné autour du thème de la flexibilité. Dans son discours d'ouverture, l'actuel président de la CES, M. Georges Debonne (FGTB belge) s'en est pris très vivement à la flexibilité qui « détériore gravement les relations industrielles et le système de sécurité sociale », en réservant ses coups les plus sévères aux Etats-Unis et à la « droite politique financière et patronale ». De son côté, l'Institut syndical européen a diffusé, le 14 mai, une étude visant à montrer que la flexibilité « ne contribuerait en aucune façon à créer des emplois ». Selon l'Institut, la croissance de l'emploi aux Etats-Unis « est due au déficit budgétaire grave plutôt qu'à une augmentation de la flexibilité ». Quant à une baisse des revenus réels pour aider les investissements, elle « ferait de l'Europe une zone de bas salaires et de faible niveau technologique ».

Cette méfiance s'est retrouvée dans la plupart des interventions, au point de faire craindre à la CFDT que la CES adopte une approche « trop défensive ». Nous formulons plus de refus que de propositions.

M. Bergeron n'a pas parlé explicitement de flexibilité, mais il a évoqué — ce qu'a apprécié M. Edmond Maire, — « le risque de rupture de la solidarité entre ceux qui ont du travail et ceux qui l'ont perdu ».

Si nous ne pouvons décider, a-t-il noté, que toutes les organisations affiliées à notre CES agissent désormais de concert dans des affaires comme la réduction du temps de travail, nous stopperons l'offensive patronale qui tend à tout mettre en cause. »

Plus que l'action, c'est l'éventualité de négociations européennes — encouragée par M. Jacques Delors, — qui alimente les débats. Les Italiens qui, malgré les difficultés de l'unité d'action, ont présenté plusieurs textes communs, sont particulièrement en pointe sur ce thème. M. Giorgio Benvenuto (UIL-socialiste) a proposé de « déléguer à la CES une partie de notre pouvoir de négociation pour de grands accords-cadre européens ». M. Lama a suggéré d'expérimenter des accords-cadre dans trois domaines : la politique des horaires de travail, le droit à la formation des travailleurs et les innovations technologiques. Il reste à savoir si la CES parviendrait à élaborer ses propres propositions.

MICHEL NOBLECOURT.

CEE

LA RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

Bruxelles estime nécessaire de contrôler encore la production d'acier après 1986

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les capacités de production de la sidérurgie européenne seront toujours largement excédentaires en 1986, c'est-à-dire l'année où doit prendre fin la phase de restructuration en cours dans la CEE. Telle est la conclusion qu'a tirée M. Narjes, vice-président de la Commission de Bruxelles chargée des affaires industrielles, en présentant le 15 mai « les objectifs généraux de la CEE pour la Communauté ».

Au début des années 80, les Dix se sont engagés dans une politique de fermeture d'une partie de leurs installations. En novembre 1982, à l'Eisenwerk (Danemark), les ministres de l'industrie de la CEE fixaient l'objectif d'une diminution globale des capacités de production d'environ 30 millions de tonnes pour un total existant de 168 millions de tonnes. Aujourd'hui, les experts européens estiment à 30-32 millions de tonnes les réductions de capacité qui seront réalisées à la fin de 1985.

Malgré ces résultats satisfaisants, M. Narjes s'est montré pessimiste. Considérant les prévisions de consommation d'acier dans les prochaines années, « qui ne dépasseront pas la fin de la décennie le niveau atteint en 1984 », le commissaire a affirmé que « l'excédent de capacité subsistera encore de façon très considérable ».

Interrogé sur l'évaluation des fermetures supplémentaires à opérer, M. Narjes a remis en cause les taux d'utilisation des capacités fixés

comme objectif au moment de la rencontre d'Eisenwerk. Les calculs avaient porté sur une proportion de 72 %. Or, a-t-il souligné, ce taux est « souhaitable » pour assurer la rentabilité des entreprises et de 80 %. Rétirer ce chiffre signifie, a conclu le commissaire, que les capacités de production restent encore excédentaires de 20 à 25 millions de tonnes dans la CEE.

M. Narjes a également évoqué le fonctionnement du marché de l'acier à partir de l'année prochaine. En principe, au 1^{er} janvier 1986, les Dix devront mettre un terme au soutien aux aides au fonctionnement et à la modernisation consenties à leurs maîtres de forges, mais aussi au contingentement obligatoire de la production communautaire, appliqué depuis octobre 1980 au titre de l'article 58 du traité CEEA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). Le commissaire s'est montré ambigu à ce sujet en évoquant la nécessité d'une « période transitoire ». Il ressort de ses propos que la situation du marché ne permettra pas de redonner pleinement la liberté de produire. M. Narjes n'a pas voulu en dire plus, mais il est clair qu'à ce stade deux solutions sont envisageables : soit reconduire les quotas obligatoires, soit plus probablement confier la gestion de la production et de la commercialisation aux sidérurgistes eux-mêmes — regroupés au sein d'EUROFER — comme ce fut le cas de 1977 à 1980.

MARCEL SCOTTO.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

1, rue Brunet - 68020 COLMAR
Tél. : (03) 23-99-61

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
(1^{re} Div. - 2^e Div.)
FSE/C

AVIS AU PUBLIC

Enquête sur l'utilité publique du projet de déviation de SAINTE-CROIX-AUX-MINES et LIÈPVRE, la modification du plan d'aménagement de zone de SAINTE-MARIE-AUX-MINES et la modification du plan d'occupation des sols de SAINTE-CROIX-AUX-MINES, sera ouverte du 29 mai 1985 au 28 juin 1985 dans les communes intéressées.

Tous renseignements complémentaires sont à demander à la Préfecture du Haut-Rhin, Direction de la Réglementation - Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie, 71, avenue de la République - 68000 COLMAR.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

LE SÉNAT SE PRONONCE EN FAVEUR D'UNE INTERVENTION « CONCERTÉE » SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

(De notre correspondant.)

Washington. — Soulignant l'inquiétude croissante suscitée aux Etats-Unis par l'ampleur du déficit commercial, le Sénat a appelé, le 15 mai, à une intervention « concertée » de Washington et des capitales occidentales sur les marchés des changes afin de faire baisser le dollar.

Cette résolution, qui n'est pas contraignante, a d'autant moins de chance d'avoir des effets immédiats que l'administration Reagan est, par principe, hostile à toute intervention autre qu'absolument exceptionnelle. Toutefois le fait que le Sénat, à majorité républicaine, n'ait pas hésité à s'opposer ainsi à la Maison Blanche sur un point fondamental du credo libéral qu'on y professe n'est pas sans signification encore de la profondeur du malaise créé par un déficit commercial qui pourrait atteindre cette année le niveau record de 140 milliards de dollars.

Ce déficit « continue, dit la résolution sénatoriale, la plus importante menace pesant sur la capacité des Etats-Unis à créer des emplois et à assurer le bien-être économique ». Très réelle, cette menace tient au tassement des exportations de l'industrie américaine et à la concurrence que lui font les importations sur le marché intérieur. Jusque-là, tout le monde est d'accord ; mais le débat se développe maintenant sur la cause première du déficit — protectionnisme des partenaires commerciaux des Etats-Unis ou taux du dollar — et, donc, sur le remède à y apporter : organisation d'un nouveau round de négociations commerciales, régulation du marché des changes, ou les deux.

Après l'impasse du sommet de Bonn, où M. Mitterrand avait refusé à M. Reagan qu'une date soit fixée pour l'ouverture de négociations commerciales — le président américain refusant, lui, d'envisager des discussions monétaires, — ce débat s'étend désormais à l'intérieur même des Etats-Unis en raison de la situation d'urgence qui s'est créée. La tournure qu'il prend à tout lieu, pour l'instant, de satisfaire les autorités françaises, car, si les appels ouverts au fédéralisme protectionniste se multiplient au Congrès et dans les milieux d'affaires et syndicaux, les critiques contre le statu quo monétaire y prennent, dans le même temps, de l'ampleur.

Il paraît ainsi s'esquisser une prise de conscience de la dualité profonde des raisons du déficit, comme cela s'est manifesté, il y a dix jours, durant la réunion annuelle du Business Council, qui regroupe les dirigeants des deux cents plus importantes sociétés américaines. Le Sénat semble, quant à lui, l'avoir confirmée, en mettant, mercredi, l'accent sur le problème du dollar, après que M. Robert Dole, le chef de sa majorité républicaine, eut dénoncé la veille comme génératrice des mesures protectionnistes américaines la position exprimée à Bonn par la France.

BERNARD GUETTA.

BOURSE DE NEW-YORK

Une reprise peu convaincante

Une reprise s'est produite mercredi à Wall Street. Mais le marché n'a pas réussi à maintenir toute son avance. Un moment parvenu à la cote 1 283,57, l'indice des industrielles s'est finalement établi à 1 273,51, ne conservant qu'un très modeste gain de 0,22 point. Cependant, le bilan de la journée est resté positif. Sur 1 992 valeurs traitées, 942 ont monté, 586 ont baissé et 464 n'ont pas varié.

L'activité a porté sur 106,12 millions de titres contre 97,36 millions la veille.

VALEURS	Cours du 14 mai	Cours du 15 mai
Alcoa	33	32 7/8
A.T.T.	22 5/8	22
Boeing	62	62
Chemical Bank	87 3/4	88 1/2
De Pire de Hingham	57 1/8	58 1/2
Eastman Kodak	63 7/8	63 1/2
Exxon	50 1/2	50 3/8
Ford	40 7/8	41
General Electric	58 3/4	59 3/8
General Foods	64 1/2	65 3/4
General Motors	66 1/2	66 3/4
Goldman	27 1/8	28 1/4
IBM	127 3/4	128 3/8
ITT	33 7/8	34 1/2
Intel Corp.	31 1/2	31 1/2
Pfizer	37 1/2	38 1/4
Schlaesinger	38 3/8	39 1/4
Texas	28 1/8	28 1/2
U.S. Steel	46 1/4	46 1/4
Union Carbide	38	38 3/8
U.S. Ship	29 1/8	29
Whitcomb	32	32 1/8
Xerox Corp.	48 1/2	48 3/8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. ÉLUS ET ÉLECTEURS : « Le syndrome de l'autocenseur », par F. Lebel, P. Pougnaud, J.-P. Hubin et A.-G. de Magnat ; « Vive le cumul des mandats », par Joseph Rovin.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- La conférence d'Ottawa.
ASIE
4. EUROPE
AFRIQUE
5-6. PROCHE-ORIENT
- « L'Iran dans le piège de la guerre » (III), par Jean Guéyrias.
6. AMÉRIQUES

POLITIQUE

7. La tension en Nouvelle-Calédonie.
8. La communication du conseil des ministres.
- La décentralisation trois ans après (IV).

LE MONDE DES LIVRES

8. Lawrence d'Arabie ou la recherche stupéfiante de l'ascèse.
- Un tour chez Norge.
15. La 12^e Foire de Jérusalem.
16. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : « La guerre laissa », de Françoise Sagan.

CULTURE

17. CANNES, TRENTA-HUITIÈME.
18. EXPOSITION : Renoir au Grand Palais.
19. COMMUNICATION.

SOCIÉTÉ

20. A LUXEMBOURG : Jean-Paul II réclame davantage de solidarité envers les pays moins développés.
- M. Badinter et les places supplémentaires dans les prisons.
21. Six cent mille logements HLM à réhabiliter.

Sur CFM 89

M. Claude Quin

« face au monde »

De 18 h 45 à 19 h 20, le vendredi 17 mai, Claude Quin, président de la RATP, sera l'invité de l'émission « Face au monde », sur CFM 89, à Paris.

CHRISTIAN VILLAIN pour CFM 89 et ALAIN FAUJAS pour le Monde animeront les débats.

ÉCONOMIE

23. SOCIAL : plaidoyer pour une « supranationalité » au congrès de la Confédération européenne des syndicats.

RADIO-TÉLÉVISION (22)

INFORMATIONS

« SERVICES » (22) :

Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto, Tact-o-Tact.

Carnet (21) : Programmes des spectacles (18-19).

Le numéro du « Monde » daté 16 mai 1985 a été tiré à 416 958 exemplaires

Le gouvernement confirme son intention de rembourser par anticipation une partie de la dette extérieure de l'Etat

« La bonne tenue du franc, l'amélioration du solde de nos échanges nous permettant d'envisager le remboursement de l'eurocrédit de 1,2 milliard de dollars contracté en 1983 auprès de la Communauté économique européenne », a annoncé, le mercredi 15 mai, M. Pierre Bérégovoy à l'Assemblée nationale, confirmant les informations données dans le Monde du même jour (daté du 16 mai). Le ministre a ajouté que « des conversations portant sur le montant et sur les modalités de ce remboursement anticipé seront engagées avec la Communauté » et que cela permettrait à « la dette extérieure de la France de s'en trouver allégée ».

Le ministre de l'économie, des finances et du budget répondait à une question de M. Edmond

Alphandéry (UDF, Maine-et-Loire) sur la charge de la dette extérieure de la France. Le député UDF avait confirmé que cette charge représenterait 90 milliards de francs en 1985, « soit 45 % de l'impôt sur le revenu ». M. Bérégovoy lui avait d'abord répondu qu'en 1984 l'endettement extérieur n'avait pratiquement pas évolué quand on le calculait en dollars : « 54 milliards de dollars en 1984 contre 53,7 milliards de dollars en 1983 », cela parce que la France « a diminué son recours aux emprunts extérieurs : en 1982, nous avons emprunté 78 milliards de dollars, 88 milliards en 1983, 35 milliards seulement en 1984 ». Selon le ministre, cette évolution traduit « le retour à l'équilibre de notre balance des paiements ».

Réaménager plutôt que se hâter

Les précisions données par M. Bérégovoy montrent que, pour l'instant, le gouvernement n'envisage pas de rembourser par anticipation l'eurocrédit de 1,2 milliard de dollars souscrit à l'automne 1982 (nous en avions évoqué la possibilité dans nos éditions d'hier, quelques heures avant que ne soit connue la déclaration du ministre). Le remboursement porterait sur une partie de l'emprunt de 4 milliards d'ECU levé par la CEE en juin 1983 pour le compte de la France (1 ECU vaut 6,53 FF).

Ce financement CEE a été fait en quatre vagues : une euro-emission de 1,8 milliard de dollars à taux d'intérêt variable ; une émission euro-obligataire de 150 millions d'ECU en trois tranches (4 ans, 7 ans et 10 ans) ; un eurocrédit bancaire de sept ans, d'un montant de 1,240 milliard de dollars. Enfin une émission à taux fixe de 350 millions de dollars. Le remboursement que pro-

jeté le gouvernement porte sur la troisième tranche du financement européen : l'eurocrédit de 1,240 milliard de dollars sur sept ans, dont les clauses prévoient qu'il était remboursable à tout moment par anticipation. On comprend que M. Bérégovoy l'ait choisi : l'Etat n'aurait pas à payer de dédit aux banques.

On assure Rue de Rivoli que les réserves de change de la France sont suffisantes pour permettre à l'Etat de ne pas réemprunter dans des conditions plus avantageuses de taux et de durée les sommes remboursées par anticipation (opération dite de réaménagement de la dette). Il est évident pourtant que, malgré une amélioration très nette de nos réserves de change, celles-ci sont tout juste suffisantes pour faire face, notamment au besoin que nous avons de consentir des crédits commerciaux importants pour pouvoir exporter. Il n'est pas certain en outre que notre balance des paiements

courants soit durablement rééquilibrée. Pour ces raisons - et pour d'autres - il est probable que les entreprises publiques compenseront par leurs emprunts extérieurs ce que l'Etat aura remboursé par anticipation ou qui du point de vue de la balance des paiements reviendra exactement au même.

Le problème n'est pas pour la France de rembourser ses dettes par anticipation - nous n'en avons pas les moyens - mais d'alléger au maximum - en jouant sur les taux et les durées - un service de la dette extérieure (intérêt et capital) qui restera lourd pendant des années puisqu'on peut s'estimer sur la base des parités actuelles des différentes monnaies à 85 milliards de francs cette année, 95 milliards en 1986, 105 milliards en 1987, 125 milliards en 1988.

A. V.

ANNONCÉE PAR M^{me} DUFOIX

La hausse des honoraires médicaux sera limitée à 4,5 % en 1985

Comme on pouvait s'y attendre, l'augmentation moyenne des tarifs médicaux sera limitée à 4,5 % en 1985. Mais il faudrait attendre l'effet de la revalorisation de la visite à domicile intervenue le 31 janvier, évaluée à 0,9 % en masse par le ministère à cette date.

C'est ce qu'a indiqué M^{me} Dufoux, ministre des affaires sociales, aux présidents des trois caisses nationales d'assurance-maladie et des deux principales organisations de médecins libéraux, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF), qu'elle a reçus mercredi 15 mai dans l'après-midi. Les « parités signataires » de la convention doivent désormais formuler leurs propositions à l'intérieur de cette enveloppe pour l'accord tarifaire de 1985.

Peut-on prévoir d'autre part, dans le cadre de la négociation de la nouvelle convention médicale, une revalorisation particulière de certains actes, et à quelles conditions ? Une des propositions actuellement à l'étude est la création d'un tarif plus élevé de consultation pour des praticiens limitant leur activité et économiques en prescriptions.

Comment financer ce tarif « lourd » ? Une des pistes envisagées par le ministère des affaires sociales est de réduire, voire de supprimer, les remboursements de l'assurance-maladie pour les malades soignés par des médecins non-conventionnés (moins de 1 % des médecins libéraux). Ces remboursements représentent 30 millions de francs pour les actes médicaux, 650 millions pour les prescriptions. On s'interroge aussi sur la possibilité de réduire le remboursement des frais de déplacement sur la visite à domicile, ce qui reprendrait une idée émise par la CSMF.

Fin de l'occupation à la RATP. - Les militants CFDT des services à la RATP, qui occupaient la salle du conseil d'administration de la Régie depuis le mardi 14 mai à midi, ont été expulsés par la police vers 1 heure du matin. Le syndicat a protesté contre ce « coup de force ». Il veut discuter les bases de l'appel d'offres fait par la RATP pour la modernisation du nettoyage. La Régie promet de négocier les conséquences sociales de la mécanisation, lorsqu'elle aura choisi les entreprises pour la réaliser. Le nettoyage, qui coûte 200 millions de francs par an à la RATP, emploie mille cinq cents travailleurs, en général immigrés et peu qualifiés. La mécanisation, qui pourrait selon la Régie prendre cinq à dix ans, entraînera une réduction du personnel et demandera une qualification plus élevée.

A B C D E F G

LA NÉGOCIATION SUR LES PRIX AGRICOLES A BRUXELLES

Les Dix sont revenus à la case départ

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Les ministres de l'Agriculture des Dix ont négocié toute la nuit avec l'illusion qu'ils pourraient parvenir à un accord unanime. Ils ont découvert bien tard que la marge de manœuvre de M. Ignaz Kiechle, le ministre allemand, demeurait des plus limitées, et que, après plus de trois jours de débats, ils se retrouvaient placés à la case départ.

Apparemment, il n'y avait aucune autre manière de sortir de l'impasse que de procéder à un vote, et on retrouvait alors les questions de fond. Les Allemands accepteraient-ils de se laisser mettre en minorité ou bien, au contraire, opposeraient-ils leur veto à des décisions ainsi prises à la majorité qualifiée ? Pour une fonctionnaire française, cette seconde hypothèse « ouvrait des perspectives catastrophiques ».

Mercredi 15 mai, à son retour de Bonn, où il s'était entretenu avec le chancelier Kohl, ainsi qu'avec des représentants des partis de la coalition, M. Kiechle avait entretenu la porte à une possibilité de compromis. Très modestement ! Il refusait des réductions des prix des céréales de l'ordre de celles proposées par la présidence italienne ou bien par la Commission, mais n'écarterait pas l'idée d'une légère diminution à condition que des mesures techniques permettent d'éviter une baisse de revenus pour les producteurs.

Ses collègues, très désireux d'éviter une épreuve de force avec Bonn, accueillirent comme pain béni ces bonnes paroles. Sans même informer M. Kiechle sur la portée de la concession qu'il était prêt à faire, ils

engagèrent immédiatement le débat sur les mesures d'accompagnement à prendre.

Afin de faire des économies, la Commission, voici plus d'un an, avait porté le délai de paiement aux agriculteurs des achats d'intervention de 60 à 120 jours. Il en est résulté une charge de trésorerie non négligeable. Alors que M. Kiechle demandait que ce délai soit ramené à 60 jours, la Commission a proposé 90 jours et 60 jours pour les petits exploitants. Allant encore dans le sens souhaité par la RFA, elle a suggéré de limiter la baisse du prix du colza à 1,8 % au lieu de 3,6 % proposés initialement.

Toutefois, à chaque acte de bonne volonté, le ministre fédéral demandait davantage, et, samedi, jeudi matin, 16 mai, dénonçant les méthodes de bazar du conseil, il indiquait qu'il ne pouvait envisager une baisse des prix des céréales supérieure à 0,9 %.

La voie d'extrême modération, choisie par la présidence italienne et par les autres délégations à l'égard de Bonn était-elle la bonne ? Le ministre français de l'Agriculture, M. Nallet s'en disait tout à fait convaincu. Il importait, selon lui, de bien montrer, par des gestes concrets, que l'objectif des pays partenaires n'était d'aucune manière d'isoler l'Allemagne fédérale, et de lui enlever ainsi tout prétexte valable pour opposer un veto en cas de vote.

En fin de matinée, jeudi, on avançait une autre hypothèse, celle de séparer le dossier des céréales du reste du paquet. Les prix concernant les autres produits seraient adoptés maintenant, ceux des céréales plus tard. Une formule que M. Nallet, voici dix jours, considérait comme inacceptable et dont le principal intérêt serait d'éviter un affrontement avec les Allemands.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE MINISTÈRE DES FINANCES FAIT MENER UNE ENQUÊTE SUR DES ENTENTES ENTRE DISTRIBUTEURS

Les agents de la Direction générale de la concurrence et de la consommation ont enquêté en fin de semaine dernière, auprès des entreprises de distribution, et principalement auprès des super-centrales d'achat dont elles font partie. Ils opèrent à la demande du ministère de l'économie et des finances, qui entend vérifier si le grand commerce a tenu compte de l'avertissement de M. Pierre Bérégovoy, après avoir pris l'avis de la commission de la concurrence (le Monde du 28 mars).

Sans se prononcer sur les infractions qui auraient pu être commises, la commission avait énoncé les principes directeurs qui la guideraient si des cas concrets étaient soumis à son appréciation. C'est pour établir l'existence de ces cas concrets, s'il s'en trouvait, que le ministère des finances fait mener une enquête, comme l'y autorise l'ordonnance du 30 juin 1945.

APRÈS LE RECUL COMMUNISTE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES ITALIENNES

Les socialistes cherchent à renouer le dialogue avec le PCI pour éviter le référendum

De notre correspondant

péninsule : à Bari en particulier mais aussi à Messine, Catane, et à Palermo. Au total, le PCI a obtenu 28,5 % contre 31,1 % aux élections municipales de 1980.

Ce jeudi, au siège du Parti communiste, on faisait les comptes. Assurément les tensions de plus en plus vives dans les administrations de gauche, entre socialistes et communistes, n'ont pas encouragé les électeurs. En outre, il y a eu des erreurs tactiques : la présentation à Rome, par exemple, de M. Vetere, maire sortant mais contesté, n'a pas placé le PCI en position favorable. Il a même reculé dans les bourses (banlieues) dont il pensait avoir fait son fief.

Pour le PCI, l'après-Beringuer commence véritablement cette semaine. Déjà se manifestent ouvertement, de la part de l'aile droite, des critiques demandant à la direction « une plus grande démocratie interne et un renouvellement qui ne soit pas une pure continuité ».

Pour l'instant, on se demande surtout quelle attitude adoptera le PCI à propos du référendum sur l'échelle mobile des salaires, prévu pour le 9 juin. Cherchera-t-il à en faire une sorte de revanche à la défaité du 12 mai ou bien à l'éviter de peur de voir son recul confirmé ?

Les administrations de gauche avaient déjà perdu du terrain aux élections de 1980. De ce point de vue, le vote ne fait que confirmer une tendance. Depuis l'arrivée à la

présidence du conseil de M. Craxi, les socialistes n'ont cessé de chercher de rompre leurs alliances avec les communistes pour se tourner vers la démocratie chrétienne. Ce renversement d'alliances au niveau local était en quelque sorte le prix à payer par M. Craxi à la démocratie chrétienne pour se maintenir à la présidence du conseil.

En 1975, le PCI apparaissait encore comme le pôle vers lequel convergeaient les autres forces de gauche et de centre gauche. Lorsque M. Craxi est arrivé à la tête du PSI, il a voulu faire de son parti l'axe de toutes les alliances et cherché à isoler les communistes. Il y a réussi, il a capté des voix (aux municipales, le PSI passe de 14,1 à 14,9 %) et il doit en tout cas à des élections de conserver la présidence du conseil.

Il a cependant peut-être sacrifié sans deux parts : le DC et le PRI qui se sont renforcés. La démocratie chrétienne entend bien poser davantage dans les décisions de gouvernement : d'abord en augmentant sa présence dans le cabinet, puis en mettant le PSI en demeure de concrétiser les alliances auxquelles il s'est engagé sur le plan local. Elle a tout intérêt ainsi à ce que le référendum demandé par les communistes ait lieu : ou bien il confirmera le recul du PCI, ou bien il donnera lieu à un rejet de la politique économique de M. Craxi, ce qui ne la satisfait pas moins.

C'est pourquoi les socialistes pensent aujourd'hui reprendre le dialogue avec le PCI et espèrent trouver un accord de dernière minute pour éviter le référendum.

PHILIPPE PONS.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

BILAN 1984 :
la reprise de l'investissement industriel profite à l'énergie

L'AFME A TSUKUBA :
dans l'empire du solaire levant

MARDI 21 MAI
DANS « LE MONDE »
DATE 22

DOSSIER :

VITRÉ, VILLE-PILOTE

■ Une équipe, un ordinateur, des habitants
■ Un entretien avec Pierre Méhaignerie
député-maire de Vitré

L'ÉCHEC D'...

La réforme de Bonn

contre Paris

« L'effacement de la politique étrangère de la RFA, sous le couvert de la neutralité, a permis au pouvoir de maintenir le statu quo... »

« La Commission européenne... »

« Le Syndicat des chômeurs de la région de l'ANPE... »

« La manifestation nationale... »

« Le Syndicat des chômeurs de la région de l'ANPE... »

« La manifestation nationale... »

« Le Syndicat des chômeurs de la région de l'ANPE... »

« La manifestation nationale... »

« Le Syndicat des chômeurs de la région de l'ANPE... »

« La manifestation nationale... »

« Le Syndicat des chômeurs de la région de l'ANPE... »

« La manifestation nationale... »

« Le Syndicat des chômeurs de la région de l'ANPE... »